

Tome 1

Le projet de l'école française est-il républicain ?

Les politiques publiques à l'aune des compromis

Thierry HUG, Inspecteur de l'Éducation nationale honoraire
Brian BEGUE, Analyste des politiques publiques
Co-fondateurs du Think Tank Od'ecol
www.odecol.org

LES SÉMINAIRES DU COLLÈGE DE FRANCE

Questions d'éducation – Que peut l'école ?

Par Pierre-Michel Menger, mars-avril 2024

Professeur : Pierre-Michel Menger

Chaire Sociologie du travail créateur



COURS
Le vendredi de 10h à 12h - Amphithéâtre Guillaume Budé

Vendredi 1^{er} mars 2024
Introduction : les enjeux de l'éducation face aux évolutions de la société française.

Vendredi 8 mars 2024
Les mathématiques, miroir grossissant des défis, des dilemmes et des défaillances du système éducatif :
1. Ce que nous apprennent les enquêtes nationales et internationales : portées et limites des comparaisons.

Vendredi 15 mars 2024
Les mathématiques, miroir grossissant des défis, des dilemmes et des défaillances du système éducatif :
2. La contribution des activités périscolaires et extrascolaires à la production de l'enseignement en mathématiques. Concours et tests vus à l'aide de diverses focales d'analyse.

Vendredi 22 mars 2024
La tension entre équité et efficacité dans l'éducation : les réponses de la sociologie de l'éducation depuis les années 1960.

Vendredi 29 mars 2024
Comment (ne pas) vouloir le meilleur pour ses enfants ? Choix scolaires, stratégies des familles, politiques publiques et trilogue éducatif.

Vendredi 5 avril 2024
Homogénéité et hétérogénéité des classes, des établissements et des corps enseignants : une vision à 360°.

Tome 1 :

Cours n°1 : <https://www.youtube.com/watch?v=D2u7Bq0sP9A>

Cours n°2 : <https://www.youtube.com/watch?v=Gn78dPxG8vQ>

Tome 2 et 3 à paraître ...

Publications Od'ecol – Tome : Mars 2024

Dossier Od'ecol : que peut l'école ?

Ce dossier de veille documentaire, réalisé avec l'appui de l'I.A. (**ChatGPT 3.5**), constitue une des ressources élaborées et partagées par l'équipe d'Od'ecol dans la perspective de référencer sa réflexion sur l'amélioration des systèmes éducatifs en France et dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne.

Il est composé de 7 chapitres :

- Chapitre I : La synthèse des cours n°1 (1 mars 2024) et n°2 (8 mars 2024) de **Pierre-Michel Menger**.
- Chapitre II : La retranscription intégrale et annotée des cours n°1 et n°2 (d'une durée cumulée d'environ 4 heures, en 2024), d'un cycle de 6 conférences au **Collège de France** sur la thématique : que peut l'école ?
- Chapitre III : L'identification de problématiques résistantes
- Chapitre IV : La capitalisation de données interprétées
- Chapitre V : L'émergence de nouvelles hypothèses de travail proposées par l'équipe d'Od'ecol
- Chapitre VI : La définition des concepts utilisés dans ce corpus
- Chapitre VII : Note bibliographique.

Thierry Hug, et Brian Begue
Co-fondateurs du Think Tank Od'ecol
www.odecol.org



Dans la même collection : *les ressources Od'ecol & veille documentaire*

- ROVD 1 - Le projet de l'école française est-il républicain ? Tomes 1, 2 et 3.
- ROVD 2 - Briser aujourd'hui la fabrique des inégalités avec le déjà-là de cette rupture
- ROVD 3 - Les corps intermédiaires au sein des systèmes éducatifs : le corps inspectoral

Sommaire

CHAPITRE 1 – SYNTHÈSE DES COURS	7
COURS N°1 : LES ENJEUX DE L'ÉDUCATION FACE AUX ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	7
COURS N°2 : LES MATHÉMATIQUES, MIROIR GROSSISSANT DES DÉFIS, DES DILEMMES ET DES DÉFAILLANCES DU SYSTÈME ÉDUCATIF.....	10
CHAPITRE II - RETRANSCRIPTION DU CYCLE DE CONFÉRENCES.....	13
COURS N°1 : LES ENJEUX DE L'ÉDUCATION FACE AUX ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	13
<i>Présentation du programme</i>	<i>13</i>
<i>Introduction.....</i>	<i>14</i>
<i>Les matériaux de la recherche.....</i>	<i>15</i>
<i>Une critique radicalisée de la méritocratie.....</i>	<i>17</i>
<i>La vision de Durkheim sur les problématiques de l'éducation.....</i>	<i>19</i>
<i>Identification d'une problématique résistante</i>	<i>21</i>
<i>Un socle pour l'évaluation des politiques publiques appuyés sur des expérimentations contrôlées ... proposer des schémas d'expérimentation pour vérifier où peut se loger efficacement l'action, l'intervention, et le changement, pour aller dans le sens de l'équité.</i>	<i>27</i>
<i>Des variables explicatives de la réussite scolaire : la position sociale, ou l'effet environnement social et des dynamiques contradictoires</i>	<i>28</i>
<i>Deux théories contrastées : la théorie de la modernisation et la théorie de la reproduction.....</i>	<i>29</i>
<i>Conclusion</i>	<i>34</i>
COURS N°2 : LES MATHÉMATIQUES, MIROIR GROSSISSANT DES DÉFIS, DES DILEMMES ET DES DÉFAILLANCES DU SYSTÈME ÉDUCATIF.....	36
<i>Introduction,.....</i>	<i>36</i>
<i>Les conflits d'expertise et la question du redoublement</i>	<i>37</i>
<i>La régulation des carrières scolaires.....</i>	<i>38</i>
<i>Les données sur l'espérance de scolarisation et sur les parcours scolaires</i>	<i>39</i>
<i>Un agenda de formation dans l'enseignement supérieur qui s'allonge</i>	<i>41</i>
<i>Le redoublement est-il efficace, efficient et équitable ?.....</i>	<i>41</i>
<i>L'évolution du taux de redoublement.....</i>	<i>44</i>
<i>Des données à interroger</i>	<i>47</i>
<i>Et si la performance des acquis serait contingente aux modes d'organisation scolaire.....</i>	<i>48</i>
<i>Conclusion</i>	<i>50</i>
CHAPITRE III - DIALOGUE AVEC L'IA.	52
QUESTIONNEMENTS INTRODUICTS DANS LE DIALOGUE AVEC L'IA (CHATGPT 3.5)	52
CHAPITRE IV - ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATISATION : QUE PEUT L'ÉCOLE ?	58
PROBLÉMATIQUE N°1 : DE L'AMBIGUÏTÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES PAR UNE APPROCHE TRADE-OFF.....	58
PROBLÉMATIQUE N°2 : LA QUESTION DU TEMPS SCOLAIRE ET LE HORS-TEMPS SCOLAIRE.....	58
PROBLÉMATIQUE N°3 : LA CO-ÉDUCATION ET LA PLACE DES PARENTS DANS L'ÉCOLE	58
PROBLÉMATIQUE N°4 : ÉCOLE = UNE PROBLÉMATIQUE SOCIÉTALE ET MACRO-ÉCONOMIQUE	58
PROBLÉMATIQUE N°5 : UNE APPROCHE PAR LES REPRÉSENTATIONS : LE NIVEAU BAISSE-T-IL OU MONTE-T-IL ? UNE FAUSSE BONNE QUESTION	58
PROBLÉMATIQUE N°6 : UNE APPROCHE PAR LES CONTROVERSES ... POUR STABILISER LES ÉLÉMENTS DU DIAGNOSTIC !	59
PROBLÉMATIQUE N°7 : L'ÉVALUATION DES POLITIQUES COMPENSATOIRES, LORSQU'ELLES EXISTENT VRAIMENT, EST RENDUE PLUS INCERTAINE.....	59
PROBLÉMATIQUE N°8 : POUR MIEUX COMPRENDRE CE QUI SE PASSE DANS L'ÉCOLE IL FAUT REGARDER CE QUI SE PASSE À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉCOLE	59
PROBLÉMATIQUE N°9 : PLUS VOUS VOULEZ ALLER VERS UN TRAITEMENT INDIVIDUALISÉ DES CARRIÈRES SCOLAIRES, PLUS VOUS ALLEZ AUGMENTER L'APPAREIL ORGANISATIONNEL QU'IL FAUT METTRE EN PLACE POUR CONSTRUIRE CETTE INDIVIDUALISATION DES APPRENTISSAGES	60

CHAPITRE 4 - LES DONNÉES ... NE SONT JAMAIS DONNÉES.....	61
12 DONNÉES POUR PILOTER UN SYSTÈME ÉDUCATIF.....	61
CHAPITRE V - ÉMERGENCES DE NOUVELLES HYPOTHÈSES PROPOSÉES PAR L'ÉQUIPE OD'ECOL.....	62
HYPOTHÈSE N°1 : POUR DIMINUER L'ENTROPIE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS	62
HYPOTHÈSE N°2 : IL FAUT QUE L'ÉCOLE RÉINVESTISSE LE CHAMP DU HORS TEMPS SCOLAIRE EN RENOUANT AVEC L'ÉDUCATION POPULAIRE DANS LE CADRE D'UNE ÉCONOMIE CONTRIBUTIVE.....	62
HYPOTHÈSE N°3 : LA PERFORMANCE MESURABLE DES ACQUIS DE CONNAISSANCE SERAIT ENTIÈREMENT CONTINGENTE NON PAS AUX ACQUIS DES ÉLÈVES MAIS AU MODE D'ORGANISATION ET DE RÉGULATION DES CARRIÈRES SCOLAIRES	62
HYPOTHÈSE N°4 : PRENDRE EN COMPTE LES COMPORTEMENTS STRATÉGIQUES ET DIFFÉRENCIÉS DES FAMILLES	62
CHAPITRE VI - DÉFINITION DES CONCEPTS AVEC CHATGPT	63
1. SYNCHRONISATION DE LA DYNAMIQUE DE L'ÉCONOMIE ET LA DYNAMIQUE DE CROISSANCE DE L'ÉDUCATION	63
2. DÉSynchronisation de la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation.....	63
3. DIFFÉRENCIATIONS DE TRAJECTOIRES SCOLAIRES ET DE STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT SCOLAIRE	64
4. LA TENSION ENTRE ÉQUITÉ EFFICACITÉ DANS L'ÉDUCATION	65
5. EFFET ÉTABLISSEMENT, EFFET MAÎTRE, EFFET DE PAIRS	65
6. LES VARIABLES DE L'EFFET ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE.....	66
7 . LES VARIABLES DE L'EFFET MAÎTRE	67
8. LES VARIABLES DE L'EFFET PAIRS	68
9. COMMENT NE PAS VOULOIR LE MEILLEUR POUR SES ENFANTS OU COMMENT VOULOIR LE MEILLEUR POUR SES ENFANTS ?.....	68
10. LES EFFETS DE L'ÉDUCATION MONOPARENTALE DANS LES RÉSULTATS SCOLAIRES DES ENFANTS.....	69
11. L'HÉTÉROGÉNÉITÉ SOCIO-SCOLAIRE DES CLASSES : COMMENT FAIRE ?.....	70
12. QU'EST-CE QU'UNE APPROCHE TRADE-OFF EN ÉDUCATION ?	70
13. LA COMPÉTITION SOCIALE ET L'ACCÈS AUX FORMATIONS DIPLÔMANTES	71
14. LA MÉRITOCRATIE NE FAIT QUE LÉGITIMER LA DIVISION SOCIALE PAR LE BIAS DE L'ÉDUCATION	71
15. L'ÉGALITÉ DE RÉSULTATS OU « EQUALITY OF OUTCOME " EN ANGLAIS	72
16. L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE N'EST QU'UNE ASSOCIATION PROBABILISTE D'UN ÉTAT DE DONNÉES DE CE QUE NOUS SAVONS.....	72
17. LA DIVISION DU TRAVAIL AUGMENTE LA DIFFÉRENCIATION DES TÂCHES ET LEUR COMPLEXITÉ.....	73
18. « WELFARE STATE »	73
19. « LEARNING CONTENT OF WORK »	74
20. L'ÉGALISATION DES CHANCES EST UN IDÉAL ASYMPTOTIQUE ET INACCESSIBLE.....	74
21. QU'EST-CE QU'UNE PROBLÉMATIQUE RÉSISTANTE ?	75
22. LES MARIAGES ÉDUCATIVEMENT HOMOGAMES	75
23. « REPRODUCTION SOCIALE VERSUS MODERNISATION SOCIALE »	75
24. QU'EST-CE QU'UN TRANSCLASSE	76
25. INDICE DE POSITION SOCIALE	76
26. CAPITAL SOCIAL DES FAMILLES.....	76
CHAPITRE VII - NOTES BIBLIOGRAPHIQUES ET TABLEAUX DE DONNÉES	77
NOTE N°1 : THE RISE OF MERITOCRACY DE MICHAEL YOUNG	77
NOTE N°2 : NOTE DE LA DEPP SUR LES ÉVALUATIONS PISA	77
NOTE N°3 : DONNÉES SUR LE BACCALAURÉAT EN FRANCE.....	78
NOTE N°4 : BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE COMMENTÉE	79

**

Chapitre 1 – Synthèse des cours

Cours n°1 : les enjeux de l'éducation face aux évolutions de la société française

Identification d'une problématique résistante

La demande sociale d'égalité des chances, en particulier dans le domaine de l'éducation, est un concept dynamique, plutôt que statique. Les frontières de cette demande évoluent avec le temps. Ce qui était considéré comme acceptable dans la quête de l'égalité des chances à un moment donné peut être jugé inacceptable plus tard, soit parce que les mesures mises en place se révèlent inefficaces, soit parce que de nouvelles dimensions d'inégalité sont identifiées. Cela crée un défi constant pour la société.

Un des défis principaux pour atteindre l'égalité des chances, notamment en matière d'éducation, réside dans les écarts de chances provenant à la fois du système éducatif et des familles. Tandis que les politiques éducatives peuvent influencer la partie institutionnelle des inégalités, les familles transmettent également des inégalités intergénérationnelles. Cette tension entre l'intervention publique et la liberté des familles est au cœur des débats sur l'égalité des chances.

John Rawls a proposé une théorie de la justice cherchant à concilier équité, efficacité et liberté, mettant en avant la liberté des familles dans l'éducation de leurs enfants. Cependant, même en réalisant pleinement l'égalité des chances, cela peut perpétuer l'inégalité entre les générations, créant une force conservatrice dans la société.

Des auteurs contemporains comme Michael Sandel critiquent la méritocratie, soulignant comment elle peut renforcer les inégalités, en particulier dans des sociétés comme les États-Unis où les coûts de l'éducation sont élevés. Ces débats soulignent l'importance des politiques éducatives pour réduire les inégalités, tout en reconnaissant les limites de l'intervention publique.

Des questions persistent sur le rôle de l'éducation dans la société, y compris sur le financement public versus privé, les valeurs sous-jacentes à l'éducation et le rôle des familles dans le système éducatif. Ces questions suscitent des débats passionnés et divisent l'opinion publique.

En France, par exemple, malgré une augmentation de la scolarisation, les critiques sur l'efficacité et l'équité du système éducatif persistent. Des débats se poursuivent sur la meilleure manière de concilier ces objectifs contradictoires, tout en reconnaissant l'importance de l'implication des familles dans l'éducation de leurs enfants.

L'efficacité des politiques éducatives, y compris les mesures telles que la réduction de la taille des classes, reste sujette à débat et nécessite une évaluation à long terme. En outre, l'éducation est une entreprise conjointe entre les institutions éducatives et les familles, ce qui ajoute une complexité supplémentaire à la recherche de l'égalité des chances.

En conclusion, les questions entourant l'égalité des chances et l'éducation sont complexes et dynamiques, impliquant une multitude de facteurs tels que les politiques publiques, les valeurs sociales et le rôle des familles. Les débats sur la meilleure façon d'atteindre ces objectifs restent animés et reflètent les défis persistants de la société moderne.

Un socle pour l'évaluation des politiques publiques appuyés sur des expérimentations contrôlées ... proposer des schémas d'expérimentation pour vérifier où peut se loger efficacement l'action, l'intervention, et le changement, pour aller dans le sens de l'équité.

La synthèse de cette deuxième partie du texte met en évidence les avancées de la recherche en éducation, qui s'est éloignée de la vision de l'école comme une boîte noire pour explorer en profondeur les interactions entre différents facteurs influençant les performances scolaires des élèves.

1. **Exploration des facteurs multiples** : Les recherches en éducation ont progressivement exploré divers aspects, tels que la position sociale des familles, leur composition, leur stabilité, et leurs choix éducatifs. Cette exploration a été menée à travers les prismes sociologique, économique et psychologique.
2. **Dépassement des hypothèses fatalistes** : Plutôt que de succomber à une vision fataliste de l'inertie sociale, la recherche s'efforce de documenter les subtilités des mécanismes de reproduction sociale tout en proposant des schémas d'expérimentation pour promouvoir l'équité éducative.
3. **Analyse des théories sociologiques** : Carlo Barone synthétise les travaux sur les inégalités éducatives en évaluant les théories de la reproduction sociale et de la modernisation sociale. Il souligne que l'éducation, à la fois institutionnelle et familiale, ne peut pas entièrement abolir les inégalités sociales, bien que la mobilité sociale ascendante et descendante soit possible, et que les destinées individuelles au sein des familles peuvent varier considérablement.

En somme, la recherche en éducation cherche à comprendre et à expliquer les mécanismes complexes qui façonnent les performances scolaires des élèves, en prenant en compte l'interaction entre différents facteurs sociaux, familiaux et institutionnels.

Des variables explicatives de la réussite scolaire : la position sociale, ou l'effet environnement social et des dynamiques contradictoires

La synthèse de cette troisième partie du texte met en lumière plusieurs points clés concernant les facteurs influençant les performances scolaires des élèves ainsi que les interactions entre les familles et les institutions éducatives :

1. **Importance des facteurs multiples** : La position sociale des parents ne constitue qu'une part limitée de la variance des écarts de performances scolaires des élèves, expliquant environ 20 à 30% de cette variance. Il existe de nombreux autres facteurs en jeu, rendant la situation complexe.
2. **Objectifs des familles et du système éducatif** : Les familles cherchent à augmenter la part de la variance expliquée, réduisant ainsi l'incertitude sur la transmission intergénérationnelle des acquis éducatifs. De leur côté, les institutions éducatives visent à réduire la part de la variance attribuée à des facteurs hors de leur contrôle, mais dans des limites étroites.
3. **Arbitrages entre équité et efficacité** : La relation entre les familles et les institutions éducatives est influencée par les arbitrages entre les impératifs d'équité et d'efficacité. Les parents se demandent s'ils doivent accepter de faire perdre des chances à leurs enfants s'ils ne leur offrent pas le meilleur environnement scolaire disponible. Les enseignants, quant à eux, doivent-ils choisir entre différentes approches pédagogiques, visant soit les élèves les plus faibles, soit les plus forts, tout en tenant compte des incitations professionnelles et financières.
4. **Indice de position sociale** : L'indice de position sociale, développé par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, classe les parents selon leur position sociale, indépendamment de leur salaire. Cet indice est largement utilisé et couvre l'ensemble des professions.

En résumé, la relation entre les familles et les institutions éducatives est complexe et implique des choix difficiles entre équité et efficacité, tout en tenant compte des multiples facteurs influençant les performances scolaires des élèves.

Deux théories contrastées : la théorie de la modernisation et la théorie de la reproduction

La théorie de la modernisation postule que le développement économique favorise la réduction des inégalités sociales en matière d'éducation et de réussite professionnelle. Ce processus, basé sur la croissance économique, entraîne une augmentation des investissements publics dans l'éducation, réduisant ainsi les barrières

économiques à l'accès à l'éducation pour les classes populaires. De plus, la modernisation transforme la structure des emplois en élevant les niveaux de qualification, ce qui incite davantage à investir dans l'éducation. Enfin, elle promeut l'émergence de valeurs universalistes et méritocratiques, limitant ainsi les pratiques discriminatoires dans l'éducation et sur le lieu de travail.

En revanche, les théories de la reproduction sociale vont à l'encontre de cette vision optimiste. Elles soutiennent que le développement de la société capitaliste ne réduit pas les inégalités d'accès à l'éducation. L'extension de l'éducation ne fait que déplacer les mécanismes de compétition vers les niveaux d'éducation supérieure, où les classes supérieures conservent un avantage significatif.

Lorsqu'on examine les données empiriques liées à ces deux théories, trois points principaux se dégagent : tout d'abord, les recherches récentes montrent que l'inégalité des chances en matière d'éducation a décliné au fil du temps, principalement pour les cohortes nées pendant les "30 glorieuses", période de forte croissance économique. Cependant, cette tendance n'a pas été observée de manière uniforme pour les cohortes suivantes, signalant ainsi une stagnation ou une réduction plus lente de l'inégalité des chances.

Ces constats mettent en lumière l'importance des évolutions économiques et sociales dans la compréhension de l'éducation et de ses implications. Par exemple, l'expansion de l'accès à l'éducation a permis aux familles de mieux appréhender son importance, tandis que la gestion biparentale de l'éducation crée des différences, notamment à travers l'homogamie éducative. En outre, les investissements éducatifs parentaux ont un impact significatif sur le développement cognitif des enfants, soulignant ainsi l'importance des premières années de vie dans la construction des compétences.

L'école intervient positivement mais dans une bande assez étroite d'action, et si on renonce à réduire les inégalités de départ on obtient une croissance très importante de ces écarts initiaux à la fin du processus de scolarisation secondaire.

Dans son ouvrage intitulé "Pourquoi les écoles comptent vraiment : pourquoi nos hypothèses sur les écoles et l'inégalité sont pour l'essentiel fausses", le sociologue américain Douglas Downey livre une analyse percutante, démontrant que les enjeux éducatifs vont bien au-delà du simple cadre scolaire. En effet, il souligne que de nombreuses disparités se dessinent bien avant que les enfants ne franchissent les portes de l'école, et persistent même en dehors des heures de classe.

Downey remet en question l'idée selon laquelle l'école est le principal facteur de perpétuation des inégalités sociales. Il avance que l'école ne représente qu'une fraction relativement minime de la vie éveillée d'un élève, soit environ 15 %, toutes années de scolarité confondues. Pour étayer cette thèse, il s'appuie sur ses propres travaux de recherche ainsi que sur ceux du lauréat du prix Nobel d'économie, James Heckman.

Les études de Heckman mettent en lumière l'existence d'écarts significatifs de compétences dès l'âge de 3 ans entre les enfants dont la mère a un niveau d'éducation supérieur et ceux issus de milieux moins favorisés. Ces écarts, loin de se creuser davantage au fil des années scolaires, connaissent une augmentation relativement modérée jusqu'à l'âge de 18 ans. Ainsi, la quasi-totalité des disparités de réussite scolaire est déjà présente avant même que l'école n'intervienne de manière significative.

Il ressort de ces travaux que l'école, bien qu'elle ne puisse être tenue pour responsable de toutes les inégalités, joue néanmoins un rôle important dans la réduction des écarts de compétences, notamment jusqu'à la 4ème année. Cette intervention se traduit par une légère diminution de la variance des compétences en mathématiques entre les élèves, bien que l'impact global reste limité.

Les recherches économétriques de Heckman révèlent également que l'éducation précoce joue un rôle crucial dans la réduction des inégalités cognitives. Sans cette scolarisation précoce, les écarts entre les individus issus de milieux sociaux différents seraient nettement plus importants. Cependant, il souligne la nécessité de concentrer les efforts sur cette période critique de développement, ainsi que sur les interventions visant à améliorer la qualité de l'éducation préscolaire.

Par ailleurs, Downey met en lumière l'importance du capital social des familles dans la réussite éducative des enfants. Les familles biparentales bénéficient généralement de meilleures conditions économiques, d'une plus grande attention parentale et d'un réseau social plus solide, ce qui contribue à favoriser la réussite scolaire des enfants.

En conclusion, bien que l'école joue un rôle non négligeable dans la réduction des inégalités, il est essentiel de reconnaître que de nombreux déterminants sociaux et familiaux influent sur le parcours éducatif des individus. Pour réduire efficacement ces disparités, il est nécessaire d'adopter une approche globale, incluant des mesures préventives dès la petite enfance et une meilleure prise en compte du capital social des familles.

Cours n°2 : les mathématiques, miroir grossissant des défis, des dilemmes et des défaillances du système éducatif

L'auteur se penche sur la question du redoublement scolaire, mettant en évidence les politiques éducatives visant à le rendre exceptionnel. Il discute des critères de décision et des acteurs impliqués dans cette démarche, soulignant les débats entourant cette pratique et ses implications sur les parcours scolaires des élèves. L'auteur analyse les tendances de l'évolution des parcours scolaires, en mettant en lumière la diminution du redoublement et la normalisation des parcours.

Il explore les données statistiques sur la durée de la scolarisation et les taux de réussite, tout en soulignant les défis persistants liés à l'hétérogénéité socio-scolaire et aux inégalités dans l'éducation.

L'évolution de l'enseignement supérieur et du système éducatif français est analysée dans son ensemble, en mettant l'accent sur les changements démographiques, les politiques éducatives et les tendances en matière de redoublement. Voici un résumé de ses principaux points :

1. **Évolution démographique de l'enseignement supérieur :** Au fil des décennies, il y a eu une augmentation significative de la participation à l'enseignement supérieur, illustrée par des données comparatives entre la génération de 1985 et celle de 2019. Cette augmentation est attribuée à divers facteurs, notamment l'accès accru au baccalauréat et la création de nouvelles filières.
2. **Phases de développement :** L'analyse identifie plusieurs phases de développement de l'enseignement supérieur, notamment une période d'expansion entre 1985 et 2005, suivie d'une phase de stabilisation et de légère baisse entre 2000 et 2008, puis d'une autre phase de stabilité jusqu'à 2015.
3. **Disparités entre filles et garçons :** Les données révèlent des différences marquées entre les genres, avec une participation plus élevée des filles à l'enseignement supérieur. Cela est attribué à divers facteurs socio-économiques et culturels.
4. **Évolution du redoublement :** L'analyse examine également l'évolution du redoublement dans l'enseignement primaire et secondaire au fil du temps. Elle met en lumière les changements dans les politiques éducatives, comme la réduction progressive du redoublement et ses effets sur les parcours scolaires des élèves.
5. **Différences entre les établissements publics et privés :** Les données révèlent des différences dans les taux de redoublement entre les écoles publiques et privées, soulignant les défis et les débats entourant l'équité et l'efficacité des systèmes éducatifs respectifs.
6. **Impact de l'origine sociale sur la scolarité :** L'analyse met en évidence l'influence de l'origine sociale sur les performances scolaires, soulignant les efforts de l'école pour atténuer les disparités socio-économiques à travers diverses politiques et interventions.

En somme, cette analyse offre un aperçu détaillé de l'évolution de l'enseignement supérieur et du système éducatif français, ainsi que des défis persistants en matière d'équité et de performance scolaire.

Le texte présente une analyse de l'évolution du taux de redoublement dans le système éducatif français, en mettant en lumière les fluctuations observées depuis les années 1970 jusqu'à 2022, avec un accent particulier sur les années 2000. Voici une synthèse des points clés :

1. **Fluctuations historiques du taux de redoublement :**
 - Le rapport du Knesco souligne une tendance alarmante dans la gestion des redoublements jusqu'en 2014, avec une chute significative en 2013-2014 due à des changements législatifs.
 - En 2018, une nouvelle loi entraîne une légère augmentation du redoublement, mais dans des proportions plus modestes.
2. **Réduction du retard en 6e :**
 - Le taux de retard des élèves en 6e a considérablement diminué, passant de 17% en 2005 à 4,8% en 2022, avec des variations dues à des mesures législatives.
 - Les efforts pour réduire le redoublement sont reconnus, mais l'OCDE souligne la nécessité de surveiller les résultats.
3. **Politique d'éducation prioritaire :**
 - Les réseaux d'éducation prioritaire visent à compenser les difficultés scolaires en allouant des ressources supplémentaires aux établissements concernés.
 - Des efforts ont été faits pour réduire les retards dans ces réseaux, avec des résultats positifs.
4. **Facteurs socio-économiques et géographiques :**
 - Les taux de retard varient selon l'origine sociale des élèves, avec une corrélation entre le taux de pauvreté et le retard scolaire.
 - Les écarts entre établissements sont importants, montrant une hétérogénéité socio-spatiale.
5. **Décisions de redoublement et complexité locale :**
 - Les décisions de redoublement sont prises localement par les équipes pédagogiques, tenant compte de multiples facteurs.
 - La régulation du redoublement nécessite une approche nuancée, prenant en compte à la fois l'équité et l'efficacité.

En somme, l'analyse met en évidence la complexité des dynamiques socio-éducatives et la nécessité d'une approche contextuelle pour comprendre les variations dans les taux de redoublement et de retard scolaire.

Dans ce discours, plusieurs points clés sont abordés concernant l'éducation et les performances scolaires, notamment en ce qui concerne l'utilisation des données et des algorithmes, le taux de redoublement, l'hétérogénéité des populations scolaires, et les résultats aux tests internationaux comme PISA. Voici une synthèse des principaux éléments :

1. **Taux de redoublement et intelligence artificielle :** Dans un contexte où le taux de redoublement est en baisse, l'utilisation des algorithmes d'intelligence artificielle est évoquée comme une possibilité pour prendre des décisions. Il est suggéré que les algorithmes pourraient potentiellement utiliser les données de manière plus efficace que les méthodes traditionnelles.
2. **Évolution des performances scolaires :** L'évolution des performances scolaires est examinée à travers les années, notamment en mathématiques, avec une légère baisse observée sur une période de 20 ans. Des données de l'enquête PISA de 2022 sont utilisées pour illustrer cette tendance à la baisse, bien que la France reste dans la moyenne par rapport à d'autres pays de l'OCDE.
3. **Hétérogénéité des populations scolaires :** L'analyse met en lumière l'hétérogénéité des populations scolaires, avec des élèves à différents niveaux de progression dans leur scolarité. Cette hétérogénéité est étudiée en relation avec les performances aux tests, montrant des scores différents selon le niveau scolaire et l'âge des élèves.
4. **Effets du redoublement sur les performances :** Une question est soulevée quant à l'effet du redoublement sur les performances scolaires. On se demande si le redoublement agit de manière négative sur la performance des élèves, et si une approche sans redoublement pourrait améliorer les résultats.
5. **Réflexion sur les politiques éducatives :** Enfin, une réflexion est menée sur les politiques éducatives, notamment en ce qui concerne la gestion du redoublement et l'équité dans l'éducation. L'importance de prendre en compte l'hétérogénéité des populations scolaires dans la conception des politiques est soulignée.

En somme, cette analyse met en lumière les défis et les enjeux liés à l'évaluation des performances scolaires, tout en soulignant l'importance d'une approche nuancée et basée sur les données dans la prise de décision en matière d'éducation.

La question du redoublement et de son efficacité dans le système éducatif français est complexe et suscite des débats. Deux hypothèses complémentaires sont souvent avancées : la modularité de la carrière scolaire et l'impact du traitement particulier des carrières sur le retard. La modularité suggère une adaptation de la scolarité en fonction des performances observées au fil des mois et des trimestres, permettant ainsi des redoublements partiels dans certaines matières. Cependant, cette approche demande une organisation complexe et pourrait augmenter la charge administrative.

Mesurer l'efficacité du redoublement et du retard est difficile, car il est impossible de mener des expérimentations grandeur nature sur les élèves. Une suggestion serait d'utiliser des jumeaux numériques pour simuler différents parcours scolaires. La recherche sur les jumeaux offre des perspectives intéressantes pour comprendre l'impact de l'environnement et de la génétique sur les performances scolaires.

L'OCDE a étudié les pratiques de redoublement dans différents pays et souligne la diversité des approches en matière d'éducation. Si la France a réduit considérablement le redoublement, cette tendance peut être remise en question. L'OCDE recommande que le redoublement reste une exception, accompagnée d'un programme personnalisé de réussite éducative.

Malgré les progrès dans la massification de l'éducation et l'amélioration des taux de réussite au baccalauréat, des questions persistent sur la qualité de l'éducation et la pertinence des mentions obtenues. Les décisions politiques et réglementaires ont influencé l'âge moyen à l'obtention du bac et la progression des mentions. La semaine prochaine, l'analyse se concentrera sur l'impact des évolutions sociétales sur le système éducatif français.

**

Chapitre II - Retranscription du cycle de conférences

Cours n°1 : les enjeux de l'éducation face aux évolutions de la société française

Retranscription du cours du 1 mars 2024

Seul le prononcé fait foi, notamment en raison de l'utilisation d'un site de retranscription automatique, puis de l'I.A. et à l'exception des notes introduites par l'équipe de rédaction de ce dossier avec la mention Ndlr.

Présentation du programme

Les enjeux de l'éducation face aux évolutions de la société française.

1. Introduction : les impératifs d'équité et d'efficacité au prisme des modèles théoriques. La synchronisation puis la désynchronisation de la croissance éducative et de la croissance économique

2. Les matériaux de recherche pour documenter les questions présentés dans mon propos introductif

- 2.1. L'expansion de l'éducation primaire et secondaire : espérance de scolarisation, réduction de l'échec sur les trajectoires scolaires, certitude de réussite, croissance des moyens budgétaires
- 2.2. L'expansion (la massification) de l'enseignement supérieur : l'escalator, l'avantage pris par les femmes, une société stratifiée par les diplômes et l'élévation des niveaux de diplôme, le rendement moindre des diplômés
- 2.3. Démographie scolaire et politique compensatoire (prévention de l'échec scolaire et du décrochage par l'éducation prioritaire)
- 2.4. Inégalités "qualitatives"
- 2.5. La structure des familles et son évolution – couples et familles monoparentales. Quelle incidence sur la réussite scolaire des enfants? La question de l'homogamie éducative
- 2.6. L'école reproduit-elle, amplifie-t-elle ou réduit-elle les inégalités sociales? Mais qu'arrive-t-il hors des périodes scolaires?
- 2.7. Le hors scolaire : sport, loisirs, et réussite scolaire
- 2.8. Les effets de la désynchronisation entre la croissance éducative et la croissance économique. Transformation des "normes de qualification" et déclassement sélectif de la valeur nominale des diplômes

Il y a beaucoup de matière évidemment la question de l'éducation est un des piliers majeurs des sciences sociales et de la sociologie notamment mais aussi de l'économie et les travaux sont innombrables les veilles scientifiques comme celles que je reçois de l'Institut de recherche sur l'éducation de Dijon (IREDU) fournissent des centaines de références tous les mois et cette veille, probablement, ne tient pas compte de toute la production qui est immense et elle est internationale et sur des standards qui sont de plus en plus élevés, j'aurai l'occasion d'y revenir.

Par ailleurs, c'est comme vous le savez un sujet qui prête à de multiples controverses et de multiples décisions qui sont approuvées, contestées, discutées en permanence et les réformes successives que pratiquent les grands pays, à une intensité une vitesse plus ou moins grande, donne lieu chaque fois évidemment à toutes sortes de débats et parfois d'évaluation.

C'est encore un autre sujet en tout cas le thème de l'éducation mérite évidemment un regard extrêmement attentif, c'est probablement un des deux ou trois grands sujets où la science sociale peut apporter ce qu'elle a de meilleur et à la fois par les résultats et par les ambitions de servir la société.

Le programme que je vous propose, je vais le commenter très rapidement. Je vais d'abord faire une introduction qui sera en deux parties. La partie qui discute un certain nombre d'arguments d'abord et puis une partie assez longue ensuite de présentation d'énormément de matériaux empiriques pour vous tenir informé de l'évolution de la recherche sur des sujets très particuliers : l'expansion du

système éducatif, sa dynamique, ses aspects inégalitaires, aussi la structure des familles puisque l'éducation est une affaire à la fois de l'école, de l'institution, mais aussi des familles, et la structure des familles évolue beaucoup, et j'en tiendrai compte, et puis ensuite je vous présenterai aussi des matériaux sur le problème qui est assez étonnant à enfin à penser tout de suite dans ces termes mais qui est une réalité tout à fait banale, c'est que l'école n'occupe que 15 ou 16 % du temps éveillé d'un enfant et d'un adolescent, entre l'âge de 3 ou 4 ans et l'âge de 18 ans, donc 85 % du temps de ce jeune individu n'est pas capté par l'école et donc la question qui se pose tout de suite : c'est que peut-on imputer à l'école exactement dans la production de l'éducation qui est une affaire conjointe ? Qu'est-ce qu'on peut imputer à l'école, et qu'est-ce qu'elle peut faire ?

Introduction

Il y a beaucoup de matériaux qui permettent de creuser cette question-là, et notamment des travaux sur le hors temps scolaire qui sont tout à fait passionnants et puis je traiterai si j'ai le temps de la valeur de l'éducation évidemment en termes de : qu'est-ce que c'est qu'un diplôme, quel est son rendement, comment son rendement a évolué, et qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui entre la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation ? Si sa croissance économique et la croissance de l'éducation sont synchronisées tout va bien, si elles sont désynchronisées les choses commencent à se compliquer. On peut décrire des périodes très différentes, où les choses été synchronisé et puis elles se désynchronisent ensuite et quand elles se désynchronisent évidemment elles créent des différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire qui sont de plus en plus complexe à gérer par les l'institution et par les familles, ensuite je vais m'intéresser aux mathématiques c'est un sujet qui m'importe beaucoup, probablement parce que j'ai rencontré ici au Collège de France d'extraordinaires mathématiciens, et que la dynamique propre d'un enseignement au collège c'est aussi de bénéficier de son environnement et les conversation et les échanges que j'ai eu avec mes collègues scientifiques et aussi mathématiciens m'ont beaucoup intrigué et stimulé et avec mon équipe nous avons investi beaucoup dans l'étude de la question des mathématiques qui se trouve qu'elle occupe aujourd'hui une actualité assez constante, parce que les mathématiques sont une des pierres de touche de la mesure des performances au plan national et international.

Dans la première de ces deux séances consacrées aux mathématiques je vais traiter de ce que nous apprennent ces comparaisons internationales avec leur puissance mais aussi leurs limites et leur caractère discutable parfois ou à approfondir dans d'autres termes et ça m'occupera pendant la première de ces deux de séance. La réception de ces enquêtes internationales n'est pas linéaire en tout cas pas en France et c'est intéressant à décrypter et puis dans la deuxième de ces séances consacrées aux mathématiques. Je ferai état de recherche tout à fait inédite que nous faisons et qui vont apporter je pense des informations tout à fait neuves sur ce que sont les trajectoires scolaires en mathématiques non pas simplement du point de vue du parcours des élèves mais aussi de l'investissement dans des activités périscolaires ou hors scolaires, et nous avons à notre disposition grâce à des collaborations formidables avec une série de partenaires qui nous ont fait l'amitié de nous accompagner et de nous procurer des données inédites que nous travaillons que nous exploitons nous avons regardé ce que c'est qu'un entraînement aux mathématiques parce qu'il y a aujourd'hui des sites qui vous entraînent au mathématiques et on peut décomposer la vitesse de la constance, de la persistance dans l'entraînement, la vitesse de d'acquisition de compétences dans l'entraînement, la hiérarchie des progressions et puis nous avons d'autres données qui tiennent à l'organisation de concours en mathématiques. Il y en a énormément de concours pour les jeunes autrement dit de compétitions qui ne sont pas des compétitions parfois très connues mais qui stimulent beaucoup dans beaucoup de pays, c'est un monde très international et nous avons accès grâce à une collaboration avec les organisateurs d'un de ces grands concours, le concours kangourou, qui est un concours qui a lieu en France mais dans une centaine d'autres pays. Nous avons accès à des données et nous pourrons

déchiffrer la performance dans ces concours qui sont sur une base purement volontaire mais avec la bénédiction des enseignants qui doivent les préparer et qui doivent s'y impliquer. Nous avons accès à beaucoup de données avec des variables qui concernent les établissements, le sexe et l'âge et d'autres dimensions, puisque ces concours peuvent se dérouler à tous les niveaux scolaires, depuis la fin de de l'école primaire jusque-au début des classes préparatoires.

Je reviendrai ensuite sur un sujet que je vais d'ailleurs aborder très vite maintenant mais dans des termes assez généraux qui est le problème de la tension entre équité efficacité dans l'éducation mais vu depuis l'évolution de la sociologie de l'éducation depuis les années 60. Je pense que là il faut faire une mise au point assez précise la sociologie de l'éducation a énormément progressée, elle a ouvert la boîte noire de ce que c'est que l'éducation. Après avoir posé des constats assez radicaux sur le thème l'éducation est une machine à reproduction sociale, on s'est dit bon, ça ne suffit pas, si c'est comme ça l'école ne fait qu'enregistrer ce qui se passe à l'extérieur d'elle-même, elle ne peut rien par elle-même et donc la sociologie de l'éducation s'est dit nous allons un peu changer notre perspective d'analyse. Nous allons regarder ce qui se passe à l'intérieur et vous verrez que les acquis sont très nombreux et les pistes d'exploration avec tout ce qu'on appelle effet établissement, effet maître, effet de pairs, ont joui un rôle considérable pour accumuler des données sur le processus éducatif.

La séance qui suivra sera consacrée à une question qui est extrêmement simple mais qui donne lieu à évidemment à des polarisations d'opinion nombreuses alors qu'elle a un caractère presque invariant à certains égards, c'est : comment ne pas vouloir le meilleur pour ses enfants ou comment vouloir le meilleur pour ses enfants ? Je montrerai à quel point le jeu est complexe entre les familles, la politique publique, le monde des enseignants eux-mêmes, et la société en général.

Voilà et puis je terminerai si je respecte mon programme par une question qui est resurgie périodiquement, c'est : comment traiter les classes qui sont hétérogènes socialement ? L'hétérogénéité est socio-scolaire et donc comment fait-on ? C'est un casse-tête depuis très longtemps et les expériences mais aussi les résultats d'enquête montre qu'il n'y a pas de vérité révélée. Il n'y a pas de solution parfaite à aucun égard, et ce sont sans arrêt des arbitrages des trade-off si vous poussez dans un sens le curseur vous obtenez un résultat qui peut-être sera défavorable selon un autre critère d'évaluation. Je proposerai ce que j'appelle une vision à 360° parce que dans ces analyses et ces problèmes il faut toujours regarder tous les points de vue : le point de vue des parents, le point de vue des enseignants, et il faut traiter très sérieusement ce que c'est que le professionnalisme d'un enseignant. Un enseignant ne peut pas être dans la même situation devant une classe très hétérogène et ou à l'inverse devant une classe qui est plus homogène en niveau ou en recrutement. Les deux étant reliés entre eux jusqu'à un certain point, mais l'action publique, qui doit se préoccuper de porter le maximum d'enfants jusqu'aux résultats les plus élevés, mais qui sait bien aussi qu'il y a des limites à cette action, le tout sous le regard de la compétition internationale. Parce qu'il y a des pays qui ont développé leur système éducatif de manière très différente et les rivalités existent maintenant puisqu'elles débouchent à travers l'enseignement primaire et secondaire sur évidemment les carrières dans l'enseignement supérieur, et influent sur la trajectoire des étudiants dans l'enseignement supérieur et la production de diplôme et de connaissances dans l'enseignement supérieur.

Les matériaux de la recherche

Les matériaux de recherche : l'expansion de l'éducation primaire et secondaire et l'expansion de l'enseignement supérieur, la vision de l'escalator l'avantage pris par les femmes, la démographie scolaire qui est plus favorable aujourd'hui étant donné qu'il y a une baisse de la natalité et de la fécondité a une incidence sur la composition des effectifs scolaires. Nous verrons comment elle joue sur une des variables clés des politiques scolaires, qui a été la réduction de la taille des classes ces dernières années, elle peut produire des effets mais jusqu'à un certain point et elle agit de manière

limitée peut-être pas dans une très grande profondeur temporelle et puis je parlerai de la structure des familles, et notamment j'accorderai une importance particulière à la familles monoparentales. Aujourd'hui elles sont 1/4 des familles françaises alors qu'elles étaient un 1/10^{ème} des familles il y a 40 ans. C'est un changement majeur et quand on dit que l'éducation est une affaire de plusieurs partenaires, notamment des familles, il faut tenir compte de cet environnement-là pour savoir ce que veut dire : que peut l'école ? Vous verrez que **la monoparentalité n'est pas une bonne affaire pour l'éducation** car les familles monoparentales ont plus de difficultés, mais encore faut-il décrypter la monoparentalité. En effet, ça n'est pas la même si elle est de longue durée, ou si elle n'a jamais été précédé d'une mise en couple, si elle résulte d'un divorce, si elle résulte d'un décès, etc...

Je traiterai les données disponibles, à partir de ce qui se passe hors de la période scolaire, pour vous le dire tout de suite les chercheurs se sont aperçus, et les données le montrent, que l'école peut réduire les écarts, et notamment l'école primaire peut réduire les écarts des enfants qui arrivent avec un bagage différent, du fait de la première éducation qui est familiale, et on sait qu'il y a des écarts considérables selon les milieux sociaux dans cette première éducation familiale. L'école peut arriver à les réduire ces écarts jusqu'à un certain point pendant la première année et puis arrivent les vacances et les vacances perturbent considérablement le jeu et il y a toute une ingénierie scolaire aujourd'hui ou une ingénierie d'organisation de l'éducation qui dans certains cas poussent les établissements ou certains établissements ou certains types d'enseignement ou de structure de d'enseignement à s'occuper aussi des vacances studieuses ...

Un des domaines où on a étudié le hors temps scolaire c'est le sport, mais aussi le sport au milieu d'autres loisirs et nous avons de magnifiques données, de magnifiques travaux d'enquête. Je citerai notamment les recherches d'un des chercheurs qui a beaucoup travaillé à la Direction de l'évaluation du ministère de l'Éducation nationale (DEP) qui s'appelle Jean-Paul Caille et puis je terminerai comme je l'ai dit par le problème de la désynchronisation entre croissance éducative et croissance économique aujourd'hui car les choses ont un peu changé par un mécanisme étonnant qui est que font les familles à mesure qu'elles sont de plus en plus diplômées. C'est ça le paradoxe évidemment c'est **qu'une fois qu'on est diplômé et qu'on on a accédé à l'éducation, et bien on agit évidemment autrement que quand on est un des premiers arrivé dans le dans le système !** En effet la politique d'éducation qui a une large part publique mais pas exclusivement, la politique d'éducation engendre elle-même des mécanismes qui peuvent perpétuer des écarts de chance alors même qu'elle a contribué à les réduire dans un premier temps. Voilà un des problèmes qu'il faut arriver à décomposer et à explorer.

Repère - Timing du prononcé : 20'14''

Maintenant j'en viens à mon introduction : l'éducation joue un rôle central dans tout ce qu'on peut dire sur la méritocratie puisque le thème central de l'argument méritocratique c'est : vous n'êtes pas les enfants d'une lignée aristocratique, vous êtes les enfants de vos diplômés et donc vous êtes les produits d'une société qui distribue des diplômes. Le problème est de savoir si une société qui soutient l'éducation peut enclencher en permanence une égalité des chances, ou bien si elle engendre des phénomènes de transmission des avantages éducatifs de génération en génération. Je voudrais partir de deux auteurs que j'aime citer ensemble parce que ce sont nos deux piliers peut-être de de la sociologie, en tout cas en Europe, c'est Max Weber et Émile Durkheim. Max Weber dans des textes qui ont été écrit à la fin de sa vie, et qui ont été publiés en 1923 et repris dans une grande collection de ses écrits plus tard il y a des dizaines de volumes de l'œuvre de Max Weber qui est un personnage inclassable et hors norme à tous égards, un génie hors norme de la science sociale, Max Weber soulignait que dès 1923 que **le diplôme devenait le moyen légitime par excellence de l'accès aux positions sociales et professionnelles qui exige un savoir certifiable et que la compétition sociale s'était déplacée vers l'accès aux formations diplômantes** évidemment d'inégal niveau puisque les formations sont plus ou moins longues et exigent des spécialisations plus ou moins sélectives, et aussi d'inégale valeur à nombre d'années de formation spécialisé donné, et ceux qui sont gagnants dans

cette course savent aussi transmettre à leurs enfants des moyens éducatifs et matériels de parvenir eux-mêmes à réussir scolairement, *mais aussi symbolique notamment au travers de la constitution de réseaux multiples de relations socio-professionnelles*¹.

C'est cette analyse aussi simple que cela qui a dans son argumentation une sorte d'épuration argumentative, cette analyse avait inspiré Anna Arent qui je crois a été la première à forger le terme de méritocratie dans une conférence de 1954.

Une critique radicalisée de la méritocratie

Je vous rappelle que manquement critique le plus radical pour contester ou discuter de la notion de méritocratie par exemple dans le livre fameux de Michael Young, *the rise of meritocracy*², vise à discréditer la notion de méritocratie, et s'appuie sur une certaine conception de la société. En effet dans l'argumentation qui est radicalement critique, il n'y a pas de classe moyenne, donc il n'y a pas de place pour la mobilité sociale à travers des couches intermédiaire. Il y a il y a une polarisation radicale entre le peuple et les élites. Faites attention à cet argument parce qu'il peut avoir une couleur de gauche, et une couleur de droite si on peut dire, puisque dresser le peuple contre les élites ça peut être un vecteur extrêmement puissant du populisme, et il faut y prendre garde, et donc pas de classe moyenne mais une division en deux groupes du monde social, ceux qui réussissent à obtenir une formation qui a de la valeur et ceux qui n'y arrivent pas.

Ceux qui arrivent évidemment font tout pour essayer de le transmettre ensuite à leurs propres enfants dans leur famille et cette vision-là est une machine déterministe qui fonctionne à travers cette vision complètement binaire de la société. Les couples binaires sont des machines extrêmement puissantes mentalement et cognitivement pour se représenter le monde dans des termes extrêmement simples, ils constituent alors des catégories simplifiées sur des couples d'opposition marquée, et il faut l'honneur de la science sociale pour se défaire de ces couples d'opposition ou du moins de les *complexifier*³. En effet, les oppositions aussi simples se décomposent toujours en opposition multiples et cette représentation binaire de la société a une très longue tradition, elle a une longue descendance dans la critique sociale et politique et son argument c'est *la méritocratie ne fait que légitimer la division sociale par le biais de l'éducation*⁴.

Il y a ceux qui ont suffisamment de capacité et font suffisamment d'effort pour réussir, dit la critique sociale, et les autres, du moins quand cette approche critique représente la société ainsi, et les autres qui n'ont que deux alternatives : « s'en prendre à eux-mêmes pour expliquer leur échec ou leur faible réussite scolaire (*intériorisation de l'échec*⁵), ou remettre en question notamment la hiérarchie des emplois et des compétences établie par les élites (*extériorisation de l'obstacle*⁶). » Modification du prononcé ici. Dans cette vision-là, on n'a plus aucune dimension de mobilité, de stratification différenciée et tout ce qu'on appelle les classes moyennes qui se sont évaporée dans cette analyse.

Notez aussi que la formule de la critique radicale ne recommande pas l'égalité des chances, c'est-à-dire l'égalité de la juste compétition entre tous pour réussir une formation initiale et pour accéder à des emplois, qui sont distribués dans une hiérarchie de position professionnelle, avec des exigences

¹ NDLR.

² Voir notes bibliographiques en annexe.

³ Complexifier plus que compliquer ... Ndlr.

⁴ Voir précision en annexe dans « Définition des concepts » n°14

⁵ Ndlr

⁶ Ndlr

de diplômes, de compétences, d'intensivité du travail, et des rémunérations différenciées et hiérarchisées.

La critique radicale veut obtenir une égalité de résultat c'est-à-dire *equality of outcome*⁷ comme on dit en anglais. C'est l'objet qui est régulièrement évoqué par ceux qui répètent que l'égalité des chances n'a pas beaucoup progressé - vous verrez comment on peut discuter cet argument dans le détail ensuite - cette égalité qu'on veut réel, et pas au départ mais au bout du compte, signifierait aussi tout simplement comprimer ou écraser la hiérarchie des salaires et des positions professionnelles non pas par le moyen de correction gradualiste comme les pratiques l'état providence - et la France n'est pas mal placée car les écarts de revenus ou de salaire avant et après redistribution sont très différents on passe de 1 à 9 jusqu'à 1 à 3 , donc la France est très redistributive dans ce sens-là - mais les positions professionnelles demeurent hiérarchisées et les salaire. Il s'agit donc d'écraser la hiérarchie des salaires dans cette idée de d'égalité de résultat, et de fait un des problèmes⁸ ça serait : *est-ce qu'on ne va pas débrancher tout simplement un moteur de l'investissement dans l'éducation puisqu'il n'y a plus d'incitation à étudier plus ou moins longuement pour se procurer des emplois qui sont différemment rémunérés ? ou différemment gratifiant en terme de donation de sens, puisque c'est aussi un terme qui est qui revient périodiquement et qui est encore beaucoup d'actualité aujourd'hui notamment après la pandémie ?*

Il se peut que la visée ultime de cette critique, la plus radicale, ce soit de dire : la mission de l'éducation n'est pas de former à une vie active et à des emplois, qui serait une vision étroitement utilitariste, mais la mission première de l'éducation est l'émancipation des personnes. Evidemment la réponse de bon sens c'est de dire c'est les deux mon général⁹! On ne peut pas simplement séparer l'un de l'autre mais la question c'est comment hiérarchiser et comment associer ces objectifs parce qu'ils n'ont pas les mêmes conséquences sur le fonctionnement du système scolaire.

Un argument va un peu dans le même sens à propos de l'enseignement supérieur puisqu'il y a aujourd'hui des débats absolument considérables sur l'évolution de l'enseignement supérieur : est-ce que toutes les formations méritent d'être soutenues ? est-ce qu'on peut encore enseigner les lanhues rares etc ? On sait aujourd'hui « côter » de plus en plus précisément le destin professionnel des étudiants, et est-ce que cette dimension culturelle de l'enseignement doit être préservée jusqu'à quel point ou alors est-ce qu'elle doit être mise en quelque sorte au service d'une vision plus productive de l'enseignement supérieur, car ça coûte à l'état et ça coûte aux familles, mais ça coûte aux étudiants aussi. Se mêle à tout ça évidemment la technologie et l'intelligence artificielle ... *avec quelques perspectives des moins rassurantes peut-être dès lors que l'automatisation prend le pas sur les choix individuels*¹⁰. .../... La question se posera inévitablement de savoir comment, en associant des technologies puissantes et infatigables, à l'effort éducatif des individus, nous avons à *soupeser* les arguments en faveur de qu'est-ce que c'est que la *finalité* de l'éducation : est-ce que c'est développer l'esprit critique qui est supposé être hors de portée, du moins pour l'instant de l'intelligence artificielle, et c'est ça la valeur ajoutée suprême puisque pour le reste on peut se le procurer par la consultation des chatGPT et *autre IA*, comme ce que produit aujourd'hui nos chers français de Mistral ... ou bien est-ce que l'éducation ne pourra jamais se passer de transmettre les connaissances dans les meilleures conditions possibles parce que la connaissance formalisée ou produite ou diffusée et régurgité par ***l'intelligence artificielle n'est qu'une association probabiliste d'un état de données de de ce que***

⁷ Voir précision en annexe dans « Définition des concepts » n°15

⁸ Problème ou plutôt argument des opposants à cette réduction des écarts de salaire. *Ndlr*

⁹ Un exemple ici emblématique du trade-off. Voir les nouvelles hypothèses proposées en annexes. *Ndlr*

¹⁰ *Ndlr*.

***nous savons**, or le propre de la connaissance c'est d'avancer notamment en faisant des pas de côtés le plus souvent à contre-courant de ce qui est su jusqu' alors.¹¹*

La vision de Durkheim sur les problématiques de l'éducation

Durkheim dit qu'une science gagne en maturité, si elle ne cite plus ses pères fondateurs. Mais toutes les sciences ne pratiquent pas cet oubli des pères fondateurs, et des sciences humaines et sociales probablement ont une mémoire plus longue et on peut le mesurer d'ailleurs avec les travaux de bibliométrie qui montrent que les durées de vie des connaissances diffusées par publication sont plus longues dans certaines sciences que dans d'autres, ainsi un article de biologie ne citera probablement pas des articles antérieurs à 3 ou 4 ans alors que en sociologie vous pourrez citer des auteurs qui ont une centaine d'années.

Le point clé ici, c'est que Durkheim saisit un certain nombre de problèmes qui ont un caractère relativement invariant. C'est intéressant de parler d'invariance quand on est dans la matière sociale parce que notre matière c'est la variabilité, c'est la probabilité, mais il y a des points en quelque sorte fixes qui permettent de montrer que les problèmes se répètent dans des contextes évidemment très différents. Mais il y a aussi une part des problèmes qui se renouvellent faiblement, en tout cas dans leur énoncé le plus général. Ainsi, le résumé de l'argumentation de Durkheim, concernant au moins un certain nombre de points de l'éducation, qui est un sujet qu'il a beaucoup occupé dès ses premiers travaux, mais encore plus dans la deuxième partie à la fin de sa vie. Il a consacré des cours et des interventions, et des livres à l'éducation, voilà ce que je peux dire sur la conception de l'éducation.

Premièrement, la production économique repose, dit Durkheim dès ses premiers travaux, sur la division du travail. C'est le titre d'un de ces grands livres sur la différenciation des capacités. Durkheim pense la société comme une société où les individus sont de plus en plus différents les uns des autres, c'est ça un des mécanismes de transformation des sociétés, et il le dit très tôt donc une division de travail porteuse de différenciation des capacités de croissance économique et d'inégalités. Les trois sont couplés et quand Durkheim analyse cette division du travail, donc les rapports de travail, la différenciation des professions et les inégalités de revenus qu'elles engendrent, il souligne que premièrement **la division du travail augmente la différenciation des tâches et leur complexité**, ça c'est une sorte de bonne nouvelle, donc autrement dit la division du travail tire un parti grandissant des capacités et des différences individuelles, c'est toujours la même chose il faut que l'individu ait une richesse à mesure que la différenciation se produit. Après tout, comme je l'ai dit antérieurement, les individus ne savent jamais au départ de quoi ils sont capables au juste, et il leur faut des bonnes conditions pour développer en eux toutes leur potentialité.

Durkheim, mentionne sur ce point très principalement des activités qualifiées ou très qualifiées, qui illustre sa thèse de la complexification des tâches en vue de leur spécialisation. En analysant l'évolution du travail et des rapports de travail Durkheim doit donc déterminer sous quelles conditions la société est viable en dépit ou plutôt en raison même de la différenciation croissante des activités : comment est-ce que cet ensemble social à mesure qu'il se différencie peut tenir alors qu'elles provoquent des inégalités croissantes de revenu.

C'était d'ailleurs le programme de tout le développement du « Welfare State¹² » qui a suivi la période dans laquelle Durkheim a écrit, mais qui est la construction sociale majeure du 20^e siècle, en tout cas en Europe. Alors quelles sont ces conditions :

¹¹ NdlR.

¹² Voir définition du concept n°18.

- Première condition : Tout individu premièrement aspire à se développer le plus complètement possible et donc à se perfectionner c'est même là un principe d'égalité revendiqué de tous à l'égard de l'éducation du travail. La question, c'est : le peut-il dans l'univers du travail et dans ses divisions ?

Nous ne sommes pas dans un monde où chacun, une fois ses capacités développées par l'éducation initiale, pourrait obtenir exactement ce qu'il recherche et où toutes les aspirations de chacun seraient satisfaites. C'est le réalisme de Durkheim si vous voulez parce que la concurrence inter-individuelle agit pour appareiller les individus et les emplois dans un objectif d'efficacité¹³. Ainsi tout le monde ne peut pas être servi de manière parfaite en fonction de ses capacités et de ses préférences.

Évidemment, l'idéal serait une sorte d'appareillement fonctionnel parfait qui couple vos préférences et vos choix avec l'univers des emplois, et qui vous assure ainsi une position sociale une gratification monétaire et non monétaire suffisante. Ça serait l'idéal, une sorte d'idéal fonctionnel, mais il ne fonctionne pas comme ça, il se trouve que Durkheim est un réformiste réaliste et qu'il tient compte du problème de la compétition qui existe entre les individus. C'est la deuxième condition.

- Deuxième condition : Toute compétition qui peut être directe ou indirecte et le point clé, c'est que cette compétition doit être juste et deuxièmement que chacun dans la position qu'il obtient qu'il soit considéré avec une égale dignité.

C'est un thème dont j'ai souligné antérieurement à quel point il est revenu dans le jeu récemment (*les infirmiers, les livreurs, les caissières etc ... mais aussi les médecins et notamment ceux d'origine étrangères au statut hospitalier plus que précaire*¹⁴) et que faut-il pour qu'une compétition soit juste et bien c'est l'égalité des chances !

Ainsi, pour Durkheim, l'éducation doit soutenir littéralement toute l'architecture d'une société dont la croissance repose sur des activités plus complexes. Les inégalités socio-professionnelles qui résultent de cette croissance économique et donc de la différenciation des professions et des métiers, ces inégalités seront toujours controversées, si la compétition pour l'accès à ces professions n'est pas assise d'abord sur une égalité des chances dans l'éducation pour permettre le développement le plus complet possible, par l'individu, de ses potentialités.

Il faut noter ici que l'intérêt de la l'argumentation de Durkheim et qu'elle cherche à faire tenir ensemble ces deux principes qui sont l'efficacité - gage de progrès des sociétés, de résolution des problèmes - et de l'équité.

L'efficacité c'est la croissance économique et la dynamique de transformation du travail, mais celle-ci est génératrice d'inégalité de rémunération, d'inégalité des conditions de travail, et de satisfaction au travail, dans les métiers exercés ... Mais attention, une des plus grandes inégalités dans les activités de travail et dans les métiers c'est la valeur apprenante du travail le « *learning content of work* », un travail qui ne vous apprend rien c'est l'abomination, c'est la routine et ça sera transféré immédiatement à des robots.

Il y a des inégalités de rémunération, mais aussi de satisfaction au travail et de learning content of work, ces inégalités ne sont acceptables que si la compétition pour les emplois et les métiers désirables est juste et qu'est-ce que c'est que la justice dans la compétition c'est selon Durkheim l'équité.

¹³ Mais cette mise en concurrence est-elle libre et non faussée ? *Ndlr.*

¹⁴ *Ndlr.*

Le vocabulaire compte ici parce qu'il y a des termes qui paraissent semblables les uns aux autres et qui ne sont pas les mêmes : l'égalité n'est pas la même chose que l'équité. Aujourd'hui la polarisation des emplois les plus qualifiés qui sollicitent les emplois nécessitant de l'expertise et des compétences sont recherchées, avec le fameux thème de pénurie des talents dans des métiers de technologie avancée notamment autour des data et de l'IA ... mais la pénurie des talents peut s'appliquer aussi à des métiers où il y a pas assez de main d'œuvre : café, restaurant, la Boucherie ou la chaudronnerie ...

La polarisation sélective des emplois qui se mesure dans les écarts de salaires et les possibilités de progression de carrière, cette polarisation elle radicalise évidemment le problème de l'équité surtout dans des économies comme la nôtre qui ont détruit un des socles d'une organisation graduelle c'est-à-dire de l'évolution de la carrière à travers une progression, une mobilité d'emploi, qui était la caractéristique des emplois industriels où l'architecture des compétences n'était pas du tout aussi polarisée qu'aujourd'hui. *On passait le plus souvent dans une carrière d'ouvrier à ouvrier qualifié puis à chef d'équipes ou contre-maîtres etc*¹⁵ ... En effet, dans le monde des services la polarisation est beaucoup plus forte que dans un monde d'emploi industriel .../...

Repère - Timing du prononcé : 00 :43 :24

Durkheim pose une question que nous examinerons à maintes reprises. Premièrement, l'égalité des chances est un impératif. Pour citer Durkheim : « Notre idéal est de mettre toujours plus d'équité dans nos rapports sociaux afin d'assurer le libre déploiement de toutes les forces socialement utiles » Chaque mot compte ici. Comme je l'ai déjà mentionné, Durkheim est un réformiste réaliste. Cet extrait de 'La Division du Travail Social', un livre de la fin du 19e siècle, révèle une conscience aiguë, presque tragique chez Durkheim. Vous pouvez lire un certain nombre de grands sociologues en gardant à l'esprit cette dimension tragique, révélant *des vérités profondes sur le monde social, et savoir qu'on ne peut pas les modifier simplement en les exposant*¹⁶, vous donne une conscience tragique de votre propre position. Je pense que Durkheim est dans cette situation. Il a une conscience presque tragique du fait que *l'égalisation des chances est un idéal asymptotique et inaccessible*¹⁷ sous sa forme la plus complète, pour au moins deux raisons.

Identification d'une problématique résistante

D'abord, la demande sociale d'égalité des chances n'est pas statique mais dynamique. Les frontières de cette demande se déplacent. Ce qui pouvait être considéré comme acceptable à un certain stade de la marche de la société vers l'égalité des chances sera jugé inacceptable par la suite. Soit parce que les mesures d'égalisation des chances se révèlent improductives, soit parce que le sentiment d'inégalité s'attache à des dimensions de plus en plus nombreuses, et ce qui était considéré comme inégal au départ apparaîtra arbitraire par la suite. Nous verrons des exemples plus tard.

La deuxième raison pour laquelle réaliser l'égalité des chances, notamment scolaire, est un idéal asymptotique est la double origine des écarts de chance : l'école d'un côté, et la famille de l'autre. Le traitement de l'inégalité des chances peut faire l'objet de multiples dispositifs de correction dans sa partie institutionnelle, sous l'action des politiques éducatives et de l'organisation du système scolaire. Mais l'autre composante des inégalités éducatives relève des familles. Les familles sont les courroies

¹⁵ Ndlr.

¹⁶ Voir la définition d'une problématique résistante. Ndlr.

¹⁷ Voir définition du concept n°20.

de transmission intergénérationnelle de l'inégalité des chances. Leur liberté de transmettre ce qu'elles souhaitent par l'éducation de leurs enfants est un principe démocratique, comme l'a écrit Durkheim lui-même.

Durkheim ajoute que *la visée asymptotique de l'égalisation des chances n'apaiserait pas les controverses sur l'égalité réelle et les sentiments d'injustice dans une société qui opère en régime de concurrence pour l'accès aux emplois désirables et en régime de hiérarchisation des professions du fait de la division du travail. C'est un idéal qui sera constamment soumis à des mouvements de révision, d'aspirations et d'anticipations.*¹⁸

John Rawls, l'auteur du célèbre livre sur la théorie de la justice, a cherché à résoudre le même problème de justice, c'est-à-dire l'équité sans sacrifier l'efficacité, ni la liberté, dans sa théorie de la justice. Il a choisi de placer la liberté des familles et des individus au premier rang de ces deux principes de justice, en indiquant que l'égalisation des chances, qui fait l'objet du second principe de justice, ne doit pas pénétrer dans la sphère privée de l'éducation domestique.

Pourtant, même avec le principe de l'égalité des chances pleinement réalisé, cela pourrait recréer de l'inégalité à chaque génération, devenant ainsi une force conservatrice dans la société. Après une seule génération, le pur jeu d'une allocation méritocratique des réussites professionnelles produirait déjà un groupe social doté d'une position sociale bien ancrée dans la gestion de ses transmissions, de ce qu'il a pu se procurer par l'école et la formation. Ainsi, ceux qui auraient bénéficié de cet élan égalitariste, d'égalisation des chances, pourraient-ils renoncer à transmettre ce qu'ils ont obtenu ? Non, pas simplement des ressources monétaires, l'héritage, mais les dispositions et les comportements qu'ils ont eux-mêmes appris à mettre en œuvre pour obtenir la position qu'ils détiennent et qu'ils souhaiteraient transmettre à leurs propres enfants.

Dans son ouvrage "La Tyrannie du Mérite" de 2020, qui a fait parler de lui, le théoricien politique Michael Sandel reprend cet argument de manière vivement critique. Mais nous sommes aux États-Unis, et comme on le sait, aux États-Unis, les études sont une affaire complexe avec des coûts pour les familles qui peuvent être considérables. Selon Sandel, c'est l'institution de la famille qui compromet de manière cruciale le projet méritocratique de donner à chacun une chance égale. Lorsque vous lisez Sandel, il n'a pas de solution à cet énoncé. Il n'y en a pas. Mais il énonce le problème, et vous voyez que le problème revient sans arrêt. Durkheim l'avait dit, et Max Weber l'avait dit. Donc, il y a un caractère invariant d'une certaine manière, simplement le décor change.

Sandel dit que ceux qui ont acquis des positions avantageuses grâce à cette technologie du Mérite obtenue par l'éducation chercheront à déployer leurs ressources afin de permettre à leurs enfants de suivre un parcours similaire. Et à mesure que les inégalités déterminées par ce qui est considéré comme le mérite scolaire augmentent, la peur de l'échec scolaire et de la mobilité sociale descendante qui en découle s'intensifiera. Des travaux ultérieurs ont confirmé cette tendance. Il y a atteint à un moment donné des contradictions assez sérieuses qui frapperont toutes les familles.

Un professeur de Cambridge, Stéphane Colini, qui a consacré un long essai à toute une gamme d'ouvrages récents consacrés à la méritocratie, pose une question intéressante : même lorsque les illusions de la méritocratie ont été balayées, certaines questions difficiles demeurent, notamment pour les gens de gauche. L'une d'entre elles, concerne l'unité que nous appelons la famille. Même les progressistes les plus engagés qui votent, font campagne, s'organisent ou écrivent contre un grand nombre d'expressions de l'injustice sociale, peuvent être incapables ou peu désireux d'aborder cette injustice fondamentale des avantages qu'ils transmettent à leurs propres enfants. C'est dire que le sujet

¹⁸ Voir définition d'une problématique résistante, et le concept n°21.

est une sorte de lézarde dans la conscience publique et la conscience privée de ce que c'est que gérer la question de l'éducation.

Je vous donne un autre exemple tiré d'un ouvrage collectif intitulé "La Gauche du Réel" paru en 2019. Un chapitre de l'économiste Élise Huillery, membre du Conseil supérieur de l'éducation, propose de renouveler la conception de gauche de l'éducation. Elle écrit qu'il faut réinterroger le pourquoi et le comment de l'éducation et redéfinir un projet éducatif qui corresponde véritablement aux valeurs de la gauche progressiste, fondé sur la justice sociale et l'émancipation des individus.

Les questions qui se posent : quelle est la part des dépenses publiques et des dépenses privées (des familles) ? Et quelles sont les valeurs, les objectifs qui justifient que l'éducation soit à la charge de l'un ou l'autre, collectivité publique ou famille ? Jusqu'à quel niveau doit-on rendre l'éducation gratuite pour tous de la même manière ? **Quelle est la bonne place à donner aux familles dans le système éducatif ?**

Ces questions sont lourdes, et elles n'ont pas de réponse binaire. Elles se répètent sans arrêt de cette manière-là, encore une fois, dans des décors mouvants. Et c'est toutes ces questions, dit-elle, divisent et déchaînent les passions. Une fois qu'elle a détaillé sa vision de droite et de gauche de l'éducation, elle en arrive à ceci : en France, **le débat concernant notre modèle éducatif semble s'être perdu dans la confusion des valeurs et des objectifs**. Des contestations face à la prise en charge publique de l'éducation se font entendre. D'ailleurs, **si la part des élèves scolarisés dans le secteur privé reste largement minoritaire, elle a cependant gagné du terrain au cours des 10 dernières années**.

L'enseignement privé en France ne peut pas dépasser 20% des effectifs élèves et des ressources, car c'est une limite négociée dans les années 1980.

.../...

Repère - Timing du prononcé : 01:04:20

Le deuxième problème qui est régulièrement discuté, c'est comment articuler justice, efficacité, et là encore pour citer une fois de plus cette auteure, ou cette collègue, c'est plus simple. Elle dit : « **La France est dans une situation paradoxale : les scores aux tests internationaux sont moyens par rapport aux autres pays avancés, dû à une forte proportion d'élèves en difficulté. L'écart de score entre les 10 % les plus performants et les 10 % les moins performants est l'un des plus importants des pays participants au test PISA** ».

Beaucoup d'élèves en difficulté quittent le système scolaire *après la 3^{ème}*¹⁹, 15 % de la classe d'âge en 2015, dit-elle. Donc, ces efforts consentis en faveur de l'éducation semblent manquer d'efficacité. Elise Huillery aurait pu ajouter que l'efficacité du système éducatif français, quant à sa capacité à former les connaissances et la progression des connaissances des élèves, est affaiblie dans son ensemble, d'après les enquêtes internationales testant les compétences des élèves, et non pas simplement du côté des 10% des meilleurs ou des 10 % des moins bons. **La baisse de compétence est générale, des plus performants aux moins performants, mais là encore, il faut décomposer sans arrêt**. L'honneur de la science, et de la science sociale en particulier, c'est toujours de prendre un problème et de le décomposer, de le décomposer pour traquer toutes les variables actives qui sont dans l'analyse du problème.

Cette perte d'efficacité est doublement mesurée. Elle est mesurée dans le périmètre des évaluations nationales. On connaît les tests nationaux qui ont été faits selon des mêmes protocoles depuis les

¹⁹ Rajout Ndlr.

années 70, et on a montré que les performances déclinaient assez continuellement depuis les années 70. Mais elle est évidemment aussi mesurée dans le périmètre des comparaisons internationales.

Ce symptôme de perte d'efficacité a un autre volet : c'est celui de l'efficacité incertaine de la politique d'éducation prioritaire, qui était destinée à réduire les inégalités des chances et de réussite, et qui opère selon un principe compensatoire à allouer plus de ressources pédagogiques et humaines dans les établissements et les réseaux d'établissement appelés REP et REP+, Réseau d'éducation prioritaire et Réseau d'éducation prioritaire plus. Donc, avec un supplément d'effort qui concentre des élèves de milieu socialement et économiquement défavorisés.

De fait, *l'évaluation de cette politique compensatoire est rendue plus incertaine* car, aujourd'hui, elle est incertaine à double titre. D'abord parce que l'on ne connaît pas l'effet de longue portée de ce type de réforme, par exemple, réduire la taille des classes dans le secteur primaire, notamment à l'école primaire, *en GS, CP, en CE1, et puis en CE2 progressivement.*

Et récemment, **on a accéléré ce dispositif de réduction de la taille des classes et on ne connaît pas son effet à long terme.** Est-ce qu'il va persister si l'on a pu, au fond, diminuer les écarts de performance des élèves qui entrent dans ces réseaux ? Est-ce qu'on a pu diminuer les écarts de chance ou pas à long terme ? Ça, c'est un premier point.

Deuxième point, c'est que les efforts pour réduire la taille des classes sont assez récents et de plus en plus forts, et donc on n'a pas encore le recul nécessaire pour les évaluer. En tout cas, nous avons ici la matière, en quelque sorte, d'une **discussion assez développée sur ce que c'est que l'efficacité du système éducatif et ce que sont les expérimentations qu'on peut y introduire et qui peuvent agir avec toutes sortes de leviers, dont celui de la réduction de la taille des classes et du nombre d'élèves par classe, qui ont une efficacité peut-être instantanée mais peut-être pas de longue portée.**

Vous voyez qu'à travers tout ce que je viens de dire, on peut voir la question scolaire à travers les controverses sur les réformes de politiques scolaires, à travers les résultats des évaluations internationales, mais aussi à travers les stratégies des familles qui recréent des écarts de chance là où l'école doit s'employer à les réduire, à travers les controverses sur l'efficacité des modèles pédagogiques (*dont le défaut d'autorité²⁰*), à travers le débat sur l'encadrement ou la liberté du choix de l'établissement dans lequel scolariser ses enfants, à travers la part exacte que prend la scolarité dans la formation éducative des enfants et des adolescents, et plus généralement à travers cette tension entre équité et efficacité d'une part, et à travers la question de l'importance respective du niveau de financement de l'éducation, part du PIB, rémunération des personnels et du bon design organisationnel de ce que c'est qu'un système d'enseignement, c'est-à-dire le degré d'autonomie des établissements, la gestion des carrières des personnels, la gestion de l'unité sociale et scolaire des classes, pour augmenter espérons à la fois l'équité et l'efficacité de l'action publique d'éducation.

En conservant toutes ces questions en mémoire, nous pourrions dire qu'un diagnostic paraît dominer alors que la scolarisation n'a pas cessé de progresser du primaire au supérieur depuis les années 1950, et que la certitude *d'accès²¹* et de réussite des études au moins primaires et secondaires, n'a pas cessé d'augmenter. Un indice possible, c'est le taux de redoublement en baisse constante, et un autre indice, c'est le taux de bachelier en hausse constante.

²⁰ Rajout Ndlr.

²¹ Rajout Ndlr.

Alors que cette scolarisation n'a pas cessé de progresser, **l'insatisfaction à l'égard de la question scolaire n'a pas cessé d'augmenter**. Alors, pourquoi ? Qu'est-ce qui se passe ?

Quelques motifs d'insatisfaction : double déploration du manque d'efficacité et du manque d'équité, demande croissante d'information des familles sur l'efficacité des établissements et sur les facteurs organisationnels de la performance des établissements, combinaison de plus en plus différenciée de ressources publiques et privées d'éducation par les familles, impatience devant le déséquilibre de la production de diplômés et la création des emplois correspondants, qui provoque ce qu'on peut appeler pudiquement dans la littérature la transformation des normes de qualification, ou plus simplement des mécanismes de déclassement provisoire ou durable des diplômés au vu de la divergence entre les aspirations des diplômés et le rendement réel de leur diplôme, ce qui peut être le symptôme ou le levier d'une sorte de perte de sens dans l'investissement dans l'éducation, du moins au regard de la valeur nominale des diplômes.

Autre motif d'insatisfaction : la quantification progressive mais incomplète des écarts de valeur des diplômes selon leur niveau et leurs spécialités, qui **contraint à des choix, des stratégies d'optimisation incomplètement informées de la part des étudiants et des familles**.

En disant que ces deux tendances d'expansion et d'insatisfaction n'ont cessé de se consolider, je cède évidemment un peu facilement au désir d'aiguiser le paradoxe en le rendant linéairement grandissant, c'est-à-dire ***toujours plus d'éducation pour toujours plus d'insatisfaction***.

Évidemment, en réalité, les choses sont plus complexes. Il y a quatre facteurs qui doivent jouer de manière contrastée.

Premièrement, l'expansion continue de l'offre et de la demande d'éducation est avérée. Et la politique publique a soutenu massivement **une égalité d'accès à cet enseignement** primaire, secondaire et supérieur, une égalité formelle d'accès, et réelle jusqu'à un degré assez avancé.

Deuxièmement, cette expansion a provoqué une **hétérogénéité croissante de la population scolaire**. C'est au fond le bénéfice d'une diminution constante des inégalités d'accès à l'éducation primaire, secondaire et supérieure, mais et cette hétérogénéité croissante provoque une tension croissante entre équité et efficacité dans la gestion des carrières scolaires par les établissements, par la composition des classes, par le travail des enseignants.

Troisièmement, **la croissance économique permet de soutenir l'expansion de l'offre et de la demande d'éducation tant qu'elle est vigoureuse**, pour créer des emplois²² et élever le niveau de qualification de la population active, et susciter, comme pour parler dans les termes de Durkheim, **une architecture évolutive des emplois** et aussi des catégorisations socio-professionnelles **qui s'accordent avec l'élévation du niveau des qualifications**. **Quand la croissance économique ralentit et que la concurrence internationale augmente sur le marché des biens, des services y compris éducatifs, et des compétences, génératrices de productivité et d'innovation, alors la croissance de l'éducation primaire, secondaire et supérieure est affectée par de multiples déséquilibres internes selon cette double métrique de l'équité et de l'efficacité**.

Quatrièmement, c'est un thème qui maintenant est extrêmement saillant dans mon propos et dans les constats qui sont faits : **l'éducation est une production conjointe du système institutionnel d'éducation et du travail éducatif des familles**. Et qu'est-ce qui arrive lorsque le niveau d'éducation

²² Et vous verrez dans des graphiques comment la population active s'est transformée de fait.

s'élève dans une société ? Des générations mieux éduquées et plus diplômées doivent normalement transmettre aux générations de leurs enfants des ressources culturelles et éducatives plus importantes.

Mais la transmission n'est pas un simple mécanisme proportionnel à tel niveau de diplôme et d'éducation des parents, tel capital culturel et éducatif à transmettre. En fait, les combinaisons de ressources détenues par les familles ont des productivités inégales, qui créent des non-linéarités : la qualité et l'intensité de l'effort éducatif depuis le premier jour de vie de l'enfant, ou même avant, comme on sait dans le ventre des mamans ; la quantité et la qualité du temps et des ressources investies par les familles dans l'éducation scolaire des enfants ; la formation de couple homogame par niveau de diplôme ; la gestion du temps non scolaire dans des activités de loisir à contenu éducatif plus ou moins élevé ; l'attention portée aux dimensions comportementales de l'éducation, par exemple l'incitation à la persévérance, la culture de la gratification différée ; le style éducatif parental, qui peut être permissif, exigeant ou autoritaire ; la gestion des effets de pair, qui est une question qui est aujourd'hui rendue de plus en plus vive par les technologies des réseaux sociaux, d'échange et d'appariement entre pairs, c'est-à-dire entre élèves de même âge.

Voilà des facteurs qui, en se multipliant pour agir sur la productivité de l'éducation, créent des écarts qui cumulent leurs effets. Aucun de ces facteurs n'est socialement indifférencié, mais **aucun de ces facteurs ne peut être comprimé, contrarié ou prohibé par l'action publique de manière radicale**, sauf à restreindre la liberté de transmission éducative des familles, et probablement la liberté individuelle tout court. Est-ce qu'on va interdire, par exemple, des *mariages éducativement homogames*²³ ? Est-ce qu'on va interdire la fréquentation d'un club d'échecs qui n'est pas socialement réparti de manière égale ? Est-ce qu'on va interdire l'apprentissage, de la musique classique par exemple ?

Ce sont des questions sérieuses, parce que derrière tout ça, il y a des leviers qui agissent, chacun à sa manière. Mais ces quatre séries de questions et de remarques peuvent susciter des réponses fatalistes ou radicales. Par exemple, hormis la révolution politique radicale, rien ne pourra changer. Ou alors, elles peuvent susciter des réponses lucidement volontaristes et gradualistes. Mais ces réponses peuvent se résumer à une opposition frontale entre deux types d'arguments : l'école ne peut rien faire d'autre qu'enregistrer et, pire encore, amplifier, ou pire encore, légitimer. C'est la critique de Michael Young, c'est le modèle de "J" : les écarts initiaux de situation des élèves créent des inégalités cognitives et non cognitives croissantes et incompressibles, c'est le premier argument.

À celui-là s'oppose un autre : **l'école agit, sans elle les écarts de chances et de compétences entre les enfants et les adolescents seraient vertigineux et parfaitement dynastiques. Et pour gérer simultanément l'équité et l'efficacité de formation d'une population scolaire nombreuse et hétérogène, les marges de manœuvre de l'école et des enseignants sont certes limitées, mais l'identification des exemples performants, l'expérimentation, l'engagement de ressources suffisantes et le bon design organisationnel de la production d'éducation.**

Cette histoire de design organisationnel de l'éducation, c'est une variable qui est beaucoup plus complexe à manier que celle des ressources parce qu'elle concerne toutes les parties prenantes du système et qu'elle concerne l'architecture de la relation entre les parents, les enfants, les

²³ Voir définition du concept n°22

établissements, les collectivités territoriales, l'acteur public central, et les corps de tous les professionnels impliqués dans l'éducation et notamment les corps d'inspection²⁴.

Cette identification d'exemples performants, cet engagement de ressources, et cette question du bon design organisationnel sont des vecteurs de réduction de l'inertie et du fatalisme.

Il suffit d'ailleurs de poser la simple question suivante pour comprendre la portée d'une telle perspective : **d'où vient la performance scolaire différente de deux élèves de même milieu d'origine ? Est-ce que c'est un effet classe, un effet maître, un effet établissement, un effet de pairs ?** La sociologie s'est beaucoup occupée de répondre à ces questions.

Un socle pour l'évaluation des politiques publiques appuyés sur des expérimentations contrôlées ... proposer des schémas d'expérimentation pour vérifier où peut se loger efficacement l'action, l'intervention, et le changement, pour aller dans le sens de l'équité.

De fait, l'identification de ces mesures et la mesure de ces effets, de leur interaction, ont formé le socle de la recherche en éducation dès que l'on a cessé de considérer l'école ou le système scolaire comme une boîte noire opaque, et qu'on a ouvert cette boîte noire.

Il en va de même pour les familles, leur position sociale, leur composition, leur stabilité, leur configuration, leur reconfiguration, leur caractère homogame ou hétérogame, leur localisation géographique, leurs valeurs, et leurs choix en matière d'éducation et de stratégie éducative, tous ces facteurs ont été progressivement explorés par la recherche sociologique, mais aussi économique et psychologique.

C'est tout de même plus intéressant que de tout plomber par l'hypothèse fataliste d'inertie, ce qui n'empêchera pas **une partie significative des recherches de vouloir documenter, et de s'employer à documenter, les rouages de plus en plus subtils ou précis, par exemple des mesures de reproduction sociale dans la société, ou une autre partie de ces recherches de proposer des schémas d'expérimentation pour vérifier où peut se loger efficacement l'action, l'intervention, et le changement, pour aller dans le sens de l'équité.**

Dans un texte qui a été publié en 2019 et qui a été présenté à un symposium de l'Association internationale de sociologie sous le titre "Towards an Education-Based Meritocracy", le sociologue, professeur à Sciences Po, Carlo Barone, fait une synthèse de travaux, y compris les siens, sur **les modèles d'analyse et d'interprétation des inégalités en matière d'éducation**, et ce à partir d'un bilan de la portée explicative et prédictive de deux grandes familles de théories sociologiques : les théories de la reproduction sociale, dont des figures bien connues sont Bourdieu, mais aussi, n'oublions jamais de citer Jean-Claude Passeron, le co-auteur de Bourdieu pour deux livres majeurs, "Les Héritiers" et "La Reproduction".

Mais il y a d'autres chercheurs comme Havot et Bléfeld, ou Randall Collins, ou John Goldthorpe, qui ont écrit dans ce sens-là, et puis, de l'autre côté, les théories de la modernisation sociale, des auteurs comme Daniel Bell, Donald Trayman, ou bien Gann Bum, et d'autres²⁵.

²⁴ Rajout Ndlr.

²⁵ Voir note bibliographique.

Le socle de l'analyse que fait Carlo Barone sur cette question est simple : **l'éducation, par sa nature composite - institutionnelle et familiale - ne peut pas abolir les lois de la gravitation sociale.**

Les capitaux éducatifs et culturels détenus se transmettent des parents aux enfants, des générations aux générations, mais sans que ce processus soit linéaire et parfait, la mobilité ascendante et la mobilité descendante existent²⁶, et au sein même des familles, les destins des enfants peuvent être très différents.

Des variables explicatives de la réussite scolaire : la position sociale, ou l'effet environnement social et des dynamiques contradictoires

Mais il suffira, pour l'instant, de rappeler que la position sociale des parents n'explique qu'une part limitée de la variance des écarts de performances scolaires des élèves.

C'est un des efforts que font les grandes recherches, c'est de documenter, de quantifier la contribution de tel et tel facteur à la variance. La position sociale des parents n'explique pas 100% de la variance des performances des enfants, elle n'explique que 20 à 30%, et pas davantage, car il y a beaucoup d'autres facteurs qui jouent, évidemment. On peut ainsi dire que **le travail des familles est d'augmenter cette part de la variance expliquée**, autrement dit de diminuer l'incertitude sur l'efficacité de la transmission intergénérationnelle. Quant au travail du système éducatif, **c'est de réduire la part de la variance qui est due à des causes qui sont hors de son contrôle**, mais là encore, dans des limites étroites. Autrement dit, on a là une série de facteurs qui vont jouer de manière complexe pour expliquer précisément les différences de performance des élèves et d'acquis des élèves.

En tout cas, **la relation entre les familles et les institutions scolaires se coordonne autour de la question suivante : quels arbitrages sont tolérables, et quels arbitrages sont intolérables, entre les impératifs d'équité et d'efficacité ?** Deux positions se dessinent alors :

- Moi parent, puis-je accepter de faire perdre des chances à mes enfants si je ne m'assure pas de leur procurer le meilleur environnement scolaire, quand j'en ai la possibilité²⁷ ?
- Moi enseignant, suis-je assuré d'exercer mon métier au mieux de mes possibilités et de ma satisfaction professionnelle dans telle ou telle configuration d'une classe, et dois-je caler mon enseignement sur la progression des élèves les plus faibles ou sur la progression des élèves les plus forts, ou sur une hypothèse moyenne modulable selon l'évolution de la classe, viser une sorte de cible centrale, où moi enseignant, suis-je mieux servi par des incitations personnelles et financières à agir dans des réseaux d'éducation prioritaire, ou alors suis-je guidé par une préférence pour former des élèves dans le niveau plus élevé, et la marge de progression me gratifiera davantage ?

Et d'ailleurs, moi enseignant, qui suis parent d'enfants scolarisés, vais-je appliquer sans hésiter tout ce que je sais du processus éducatif à mes enfants, quitte à créer évidemment des écarts de chances, et nous le savons, les enseignants sont extraordinairement performant pour l'éducation de leurs propres enfants.

²⁶ Voir le concept n° 24 de transclasse

²⁷ N'y a-t-il pas d'autres alternatives ? *Ndlr*

Cet indice de position sociale²⁸ a été mis au point par la Direction de l'évaluation, de la prospective, et de la performance, et dont l'usage s'est beaucoup généralisé²⁹. Il classe donc tous les enseignants, professeurs des écoles jusqu'aux universitaires très haut, ou même au sommet de la hiérarchie indiciaire de position sociale, pas celle des salaires en tout cas, salaires de la fonction publique - on sait ce qu'il en est pour les enseignants - mais celle de cette position sociale, selon la DEP.

Il y a un tableau que vous trouvez en ligne de l'indice de position sociale : on prend le père, on prend la mère, et on peut coupler s'ils ont des métiers semblables ou différents, et on regarde quelle est la position sociale quand on réunit les deux, ils en ont chacun. L'indice peut s'appliquer à l'un et à l'autre, et s'applique ensuite au couple. Quand vous prenez le couple professeur et profession scientifique, toute spécialité confondue, vous avez **l'indice maximum de 180.**

Quand vous prenez le couple professeur et profession scientifique (la femme est professeur, profession scientifique, et l'homme est professeur des écoles), vous avez l'indice 175. Et quand vous prenez le couple à l'envers (l'homme professeur ou profession scientifique, et la femme professeur des écoles), vous avez l'indice 177. On est tout près du maximum, de toute façon. Et quand vous prenez le couple professeur des écoles, vous êtes à l'indice 163, et l'indice descend dans les profondeurs pour d'autres métiers.

Donc, on a là évidemment une illustration assez simple du fait que les enseignants sont eux-mêmes d'excellents transmetteurs de tout ce qu'il faut à leurs propres enfants.

Deux théories contrastées : la théorie de la modernisation et la théorie de la reproduction

Qu'est-ce que dit la théorie de la modernisation ?

Elle affirme que le développement économique est propice à une diminution de l'influence des facteurs d'origine sociale sur la réussite scolaire et professionnelle. Ce développement, fondé sur la croissance économique, stimule un investissement public croissant dans l'éducation, ce qui réduit les obstacles économiques qui pourraient écarter la participation des classes populaires à l'éducation. De plus, la modernisation fait évoluer la structure socio-professionnelle des emplois, en élevant les niveaux de qualification et leur valeur, renforçant ainsi les incitations à investir dans l'éducation. C'est donc une sorte de cercle vertueux.

Enfin, la modernisation est censée promouvoir l'émergence de valeurs universalistes et méritocratiques, ce qui inhibe les pratiques discriminatoires dans l'éducation et sur le lieu de travail. Les sociétés porteuses de cet idéal de transformation, notamment les sociétés capitalistes, se rapprocheraient donc en théorie de l'idéal d'une méritocratie fondée sur l'éducation, où l'accès à l'éducation n'est pas déterminé simplement par le milieu social, mais par tout ce que produit la société pour égaliser les chances. De plus, les qualifications éducatives sont un déterminant majeur de la croissance économique.

Ainsi, selon cette théorie, on s'attend à ce que l'inégalité des chances devant l'éducation diminue de façon linéaire à mesure que les sociétés progressent dans ce sens, ou au moins de façon monotone, c'est-à-dire que le sens de la variation dans la diminution ne change pas.

Les théories de la reproduction sociale vont exactement à l'inverse.

²⁸ Voir définition du concept n° ...

²⁹ Cet indice tient compte de la profession, mais aussi du capital éducatif et culturel des parents, et en somme, de leur proximité avec les bons rouages de la formation scolaire.

Elles affirment que le développement de la société en régime capitaliste ne réduit pas les inégalités des chances dans l'éducation. L'accès à l'éducation, en se généralisant, ne fait que déplacer les mécanismes de compétition vers les niveaux d'éducation supérieure, où les classes supérieures maintiendront un fort avantage.

Synthèse et approche critique

Lorsqu'on synthétise les travaux empiriques qui ont exploré ces deux théories et qui ont cherché à les vérifier ou à les contester, on observe trois points principaux :

Premièrement : les théories de la reproduction, c'est-à-dire d'inégalité persistante ou croissante et légitimée comme telle dans la société du diplôme, ont dominé les débats dans les années 80 et 90. Et pourtant, la recherche empirique, avec une puissance statistique croissante et des modèles de plus en plus robustes, a montré **au cours des 25 dernières années que l'inégalité des chances avait décliné à travers l'accès croissant**, et aujourd'hui très majoritaire, d'abord à l'enseignement primaire et secondaire jusqu'en 3^{ème}, puis au secondaire complet jusqu'au bac. Bon, aujourd'hui, c'est presque 80% de chaque génération qui obtient le bac³⁰, et cet élan s'est ensuite développé et étendu à l'enseignement supérieur, sans atteindre le niveau du secondaire, mais avec une progression impressionnante.

Deuxièmement : l'essentiel de la tendance à **la réduction de l'inégalité des chances d'accès à l'éducation a été observé pour les cohortes** nées dans les années 40 et 50, autrement dit, les générations des "30 glorieuses", celles **qui ont connu des taux de croissance très élevés de l'économie entre 1945 et 1973**.

Troisièmement : les cohortes scolarisées dans les deux décennies après les "30 glorieuses" n'ont pas connu la même situation. L'inégalité des chances est restée essentiellement stable, ou a diminué très lentement.

Autrement dit, *la portée des théories de la reproduction sociale, tout comme celle des théories de la modernisation, est contingente aux évolutions économiques et aux transformations sociales que ces évolutions provoquent. Il n'y a pas de loi invariante de l'inégalité éducative, ce qui est une bonne nouvelle pour l'action. Mais il n'y a pas non plus de tendance à la baisse continue de l'inégalité des chances.*

Quoi qu'il en soit, il faut donc descendre dans la machinerie sociale et économique pour comprendre ce que vaut l'éducation et **pour comprendre l'investissement dans l'éducation, les écarts d'investissement et de rendement de l'éducation. Plusieurs constats s'imposent :**

- **Avec l'expansion de l'accès à l'éducation, les familles, en fonction de leur propre niveau d'étude, apprennent encore plus sur ce qu'implique l'éducation.** Les progrès de la formation des femmes ont été beaucoup plus importants que ceux des hommes, bien au-delà d'un simple phénomène de rattrapage, puisque les femmes sont aujourd'hui plus diplômées jusqu'aux niveaux les plus élevés.
- La gestion biparentale de l'éducation crée des différences : la formation des couples et leur stabilité sont corrélées au niveau de diplôme. **Les individus diplômés sont plus nombreux à être en couple que les moins diplômés.** C'est intéressant à savoir que la mise en couple est corrélée avec le diplôme, même si ce n'est pas de manière extravagante. En outre, il y a ce que j'appelle l'homogamie éducative : on se met en couple par niveau d'éducation beaucoup plus

³⁰ Aujourd'hui, environ 20 % des jeunes ne sont pas diplômés du Bac contre 70 % en 1985. En effet, il y a 30 ans, seulement 3 jeunes sur 10 avaient le Bac (voir tableau du Chapitre 7 – Note n°3 data.education.gouv.fr)

que si c'était par hasard. **Deux parents qui se mettent en couple, étant tous deux dotés d'un niveau de formation supérieure, déploient des stratégies d'investissement éducatif parental plus intensif, directement et indirectement.**

Et évidemment, nous savons, grâce à de nombreux travaux de recherche de plus en plus précis, que les effets de toute cette gamme des investissements éducatifs parentaux sur le développement cognitif et sur les aptitudes multiples de leurs enfants sont très importants, voire plus importants pour créer des écarts dans la toute petite enfance, avant l'âge de 5 ans.

Repère - Timing du prononcé : 01:36:42

L'école intervient positivement mais dans une bande assez étroite d'action, et si on renonce à réduire les inégalités de départ on obtient une croissance très importante de ces écarts initiaux à la fin du processus de scolarisation secondaire.

Dans son livre, dont le titre est assez évocateur, "Pourquoi les écoles comptent vraiment : pourquoi nos hypothèses sur les écoles et l'inégalité sont pour l'essentiel fausses", le sociologue Douglas Downey, qui est américain, fait une synthèse de ses travaux de recherche pour montrer que **beaucoup se jouent avant la scolarisation des enfants, et aussi pendant les temps non scolarisés.** Downey qui a repris cet argument pour dire que **l'école n'occupe, après tout, que 15 % de la vie éveillée d'un élève, toutes années de scolarité cumulées.**

James Heckman, qui est un prix Nobel d'économie de l'Université de Chicago, a consacré énormément de travaux à beaucoup de sujets³¹, mais notamment au problème de comment intervenir pour améliorer les chances dès la petite enfance, dans la réduction de l'écart de compétences et de performances des élèves, des enfants, face à l'école, et pour assurer un développement cognitif moins inégalitaire entre les enfants.

Heckman, a montré que **les écarts de compétences en lecture et en mathématiques** entre les enfants dont la mère a fait des études supérieures et ceux dont la mère a abandonné ses études secondaires étaient **importants à l'âge de 3 ans et n'augmentaient que légèrement, environ 10 %, à l'âge de 18 ans.** Il est surprenant de constater que la quasi-totalité de l'écart de réussite était déjà en place avant que l'école n'ait eu l'occasion d'agir. C'était un problème, car une grande partie de mon domaine d'étude, la sociologie de l'éducation, consistait à comprendre comment les écoles reproduisent ou exacerbent les inégalités, si **les écarts de réussite se forment presque entièrement pendant la petite enfance et ne se creusent pratiquement plus une fois que l'école a commencé à fonctionner.**

Il est difficile de voir comment les écoles pourraient être coupables, les coupables que nous pensions qu'elles étaient, et à partir de l'étude des performances scolaires sur la base de suivi longitudinaux des corps d'élèves, les recherches de Heckman montrent comment l'école parvient, à réduire tout de même, non pas les écarts en termes de différences sociales des élèves en math, elles se réduisent un petit peu, mais l'indice passe de 67 à 61 donc l'école a une *certaine* efficacité.

Les écarts existent au départ, ça c'est l'argument numéro 1 de Downey, l'argument numéro 2 c'est de dire l'école ne peut pas être chargée de tous les mots, et par ailleurs elle a une efficacité propre quand on va du « kindergarten », c'est-à-dire de l'école préélémentaire, jusqu'à la 4^{ème} qui est le 8e grade comme on l'appelle dans la nomenclature américaine, on voit que il y a une réduction des écarts et quand on le mesure en termes de variance entre les élèves en termes de compétences en

³¹ Voir bibliographie annexée de James Heckman et l'importance de ses investissements dans le développement de la petite enfance afin de réduire les inégalités et promouvoir la réussite tout au long de la vie.

mathématiques, la variance dans la distribution des compétences entre les élèves, elle démarre sur un taux de score de point 47 et elle descend à 45 dans le système qui est étudié à travers des enquêtes longitudinales. L'influence n'est pas énorme mais elle existe, elle ne contribue certainement pas à soutenir l'argument inverse qui est de dire que l'école amplifierait les inégalités. **L'école intervient donc positivement mais dans une bande assez étroite d'action.**

Les analyses économétriques de Heckerman démontrent que les écarts de chances en termes d'origine sociale des individus dans le développement des compétences cognitives aurait été beaucoup plus considérable si les enfants n'avaient pas été scolarisés. Ici l'hypothèse du contrefactuel : qu'est-ce qui serait arrivé si ..., repose sur des raisonnements et des simulations économétriques assez sophistiqués mais très convaincants. Il y a donc des écarts qui sont constitués très tôt, mais il y a une possibilité de les limiter et de d'agir sur ces écarts initiaux dans une bande cependant assez étroite. **Cependant, si on n'avait pas cherché à les réduire on aurait obtenu une croissance très importante de ces écarts initiaux à la fin du processus de scolarisation secondaire ...**

C'est là-dessus qu'il faut travailler : **jusqu'à quel point on peut agir pour améliorer le design organisationnel ?**

Les pays sont assez différents les uns des autres en fonction de leur performance à pouvoir réduire cet écart et **puisque les écoles ne scolarisent que ou ne captent que 15 à 16 % de la vie éveillée des enfants il faut chercher à modifier cette situation** qui crée des écarts qui se reconstituent pendant notamment les vacances scolaires.

L'accessibilité croissante à des services publics de garde et d'éducation préscolaire avait été très largement étudié par un sociologue qui s'appelle Blossfeld, qui est un grand sociologue de l'éducation, et aussi la question de la mobilité sociale. Ainsi la qualité de cette éducation préscolaire a pu évoluer positivement au fil du temps grâce à des réglementations, et une professionnalisation de ses services, en passant d'un objectif simplement de promotion de la participation des femmes au marché du travail jusqu'à des préoccupations beaucoup plus fortes concernant la qualité des actions éducatives.

Si l'investissement en temps des parents dans la petite enfance est elle-même devenue plus égalitaire car le temps passé globalement par les parents avec leurs enfants a augmenté depuis les années 70, mais plus rapidement chez les parents ayant un niveau d'éducation élevé. On verra également qu'il y a aussi des mécanismes démographiques avec la réduction du nombre d'enfants, de la fécondité et aussi l'âge de plus en plus élevé auquel les femmes ont leur premier enfant, qui est beaucoup plus élevé pour les femmes qui ont une éducation supérieure et des positions professionnelles supérieures et qui donc ont certainement un rapport différent à l'investissement parental. Et cette question du temps passé avec les enfants, concerne aussi le temps spécifiquement consacré à des activités éducatives informelles à la maison telle que la lecture partagée de livres, *plutôt qu'un isolement devant un écran de smartphone dès plus jeune âge*³². Ainsi l'interdiction actuel des smartphones dans les familles très éduquées et de la Silicon Valley y compris par les cadres supérieurs de toutes ces entreprises qui fabriquent ou qui améliorent la technologie des smartphones, ce sont des leviers très importants évidemment qui jouent de manière capillaire mais qui par capillarité finissent par provoquer des effets cumulatifs et *des désavantages qui seront de plus en plus difficile à combler*.³³

Au cours des trois dernières décennies les femmes ont comblé le fossé entre les sexes en matière d'éducation et l'homogamie éducative existe et augmentent tendanciellement sur le marché matrimonial car il y a plus en plus de diplômés et donc plus de chance d'homogamie entre niveaux de diplômes. Cela signifie que la présence de niveau d'éducation élevé au sein d'un même ménage, et

³² Rajout, Ndlr.

³³ Rajout, Ndlr.

donc de niveau élevé de ressources et d'ambition éducative au sein d'un même ménage et c'est un point important qui est ce qu'on appelle *le capital social des familles*³⁴.

C'est un argument qu'a développé James Coleman, un très grand sociologue américain, qui est très connu pour la première et considérable enquête sur les inégalités scolaires dans les années 60, celle qui a complètement bouleversé la recherche aux États-Unis sur le monde scolaire. Elle a montré notamment que les écoles n'étaient pas principalement responsables des différences, mais qu'il fallait les relier évidemment à des acquis antérieurs à la scolarisation. C'est une enquête qui a posé les bases de la recherche et de la discussion de ces résultats depuis plus de 60 ans, depuis les années 60. J'y reviendrai un peu plus tard, car elle a fixé des repères dans la méthodologie, mais aussi dans la manière d'interpréter les données.

James Coleman, dans un article datant de 1988 intitulé "Social Capital in the Creation of Human Capital", parle du capital social des familles pour désigner la cohésion sociale des familles et des familles élargies, ainsi que les caractéristiques du réseau social des individus, famille, amis, etc. Ce capital social des familles agit évidemment sur la réussite éducative des enfants.

Coleman fait intervenir ici une dimension importante, que j'ai déjà mentionnée un peu, c'est la structure de la famille considérée, autrement dit la présence ou non de deux parents pendant la croissance de l'enfant. **Les résultats scolaires des enfants élevés dans des familles biparentales sont sensiblement plus élevés, toutes choses égales par ailleurs, que ceux des enfants élevés dans des familles monoparentales.** Cette hypothèse a été confirmée par de nombreuses recherches, notamment par une sociologue américaine très connue, Lanahan.

La recherche identifie trois raisons principales à cela :

- Premièrement, les familles monoparentales, en particulier celles dirigées par une mère, sont économiquement plus défavorisées que les familles biparentales.
- Deuxièmement, les enfants élevés par un seul parent reçoivent en moyenne moins d'attention et d'orientation que ceux élevés par deux parents.
- Troisièmement, les familles monoparentales entretiennent un lien social plus faible avec leur communauté environnante et manquent de ce capital social sur lequel les autres familles peuvent s'appuyer en cas de besoin.

Lorsque la croissance éducative et la croissance économique sont en phase et cumulent leurs effets positifs - c'était la théorie de la modernisation sociale qui a eu un point d'ancrage dans les années de croissance et le livre de Bell date du milieu des années 70 - juste au moment où les Trente Glorieuses produisaient leurs effets. **Malheureusement, les situations vont changer.**

Lorsque la croissance éducative et la croissance économique sont en phase, le degré de confiance dans l'éducation et son rendement, quelle que soit la définition, monétaire ou émancipatrice, est largement diffusé dans la société. Cela nourrit les aspirations à la mobilité sociale. Autrement dit, l'éducation, tout comme le travail lui-même, a un double sens : une direction ascendante et une signification. **Si la croissance de l'offre et de la demande d'éducation est découplée du taux de croissance de l'économie, et que le taux de diplômés de l'enseignement supérieur augmente plus rapidement que le taux d'emploi de qualification supérieure, alors l'incertitude sur le rendement exact d'une formation supérieure augmente aussi, notamment pour ceux qui ne**

³⁴ Voir définition du concept n°26.

bénéficient pas des effets cumulés d'une trajectoire scolaire réussie au départ et des ressources familiales disponibles.

Repère - Timing du prononcé : 01 :56 :10

Conclusion

L'expansion de l'éducation dans une société est l'une des principales missions des politiques publiques, mais elle engendre progressivement une relation plus stratégique de la part des familles qui en ont bénéficié, notamment dans les phases d'expansion, et qui, lorsque la relation entre croissance économique et croissance éducative cesse d'être synchrone, recherchent plus ouvertement l'efficacité dans leur demande d'éducation à l'égard de l'école et dans leur offre d'éducation dans la sphère privée de l'éducation familiale.

La recherche d'efficacité tire parti de mécanismes de différenciation éducative qui distinguent les diplômés non plus simplement par leur niveau, mais aussi par leur sélectivité, leur spécialité et leur valeur sur le marché du travail.

Dans des économies qui ne peuvent aujourd'hui espérer renouer avec la croissance et la soutenabilité du développement économique à l'horizon prévisible à la hauteur de ce qui était les taux de croissance pendant les Trente Glorieuses, et de toute façon, elles ne peuvent espérer renouer avec une croissance qu'en investissant massivement dans l'innovation tous azimuts. Mais cette innovation et cet investissement ont pour effet de polariser les emplois et de creuser des écarts de valeur au sein même des différentes classes de diplômés, à un niveau donné.

Enfin, l'ambition de réduire les inégalités des chances éducatives, qui a pu obtenir des résultats importants en période de forte croissance économique, ne tient plus quand la croissance économique et la productivité du travail s'affaiblissent. Autrement dit, la concurrence pour obtenir le meilleur rendement de son diplôme augmente quand s'installe ce déséquilibre entre l'offre et la demande de diplôme, et plutôt entre la demande de travail qualifié, qui est plus sélective, et une offre de compétences qui ne peut pas s'ajuster aussi vite que la demande, étant donné l'inertie, le délai de réaction et d'évolution des systèmes de formation primaire, secondaire et supérieur. Il est plus facile de faire valoir des transformations du travail dans les demandes qu'adressent les employeurs et les entreprises en termes de compétences désirées et de rémunération, en fonction des conjonctures. Il est plus facile pour elles d'ajuster leur demande que pour l'institution scolaire et universitaire d'ajuster son offre éducative et de développer des formations qui vont correspondre à ces mouvements-là.

Pour finir, la grande question de la sociologie de l'éducation est : **comment l'éducation délivrée par le système institutionnel de scolarisation, qui est donc très majoritairement publique, peut-elle agir sur un mécanisme de transmission parentale des bénéfices que procure l'éducation elle-même, dès lors que le niveau d'éducation de la population s'élève ?**

L'élévation du niveau d'éducation opère-t-elle pour réduire, pour maintenir ou pour amplifier les inégalités de réussite entre les élèves selon leur milieu et leur environnement d'origine ?

Vous voyez à quel point on est dans une sorte de boucle complexe. Ainsi, par exemple, Marie Duru-Bellat, qui est une de nos grandes sociologues de l'éducation, et François Horivel, un économiste de l'éducation, dans une préface à un ouvrage qu'a écrit Marie Duru-Bellat en 2003, qui s'intitulait "Inégalités sociales, école et politique éducative", distingue une première phase où l'on a affaire à des inégalités quantitatives, qui sont réduites, et une deuxième phase, qui est celle des inégalités qualitatives.

Ainsi, la réduction des écarts de chance dépend moins de l'action des autorités publiques, car ces inégalités sont désormais plus engendrées par les comportements différenciés des familles.

Autrement dit, les inégalités qualitatives ont des causes qui sont plus difficilement manipulables que dans la phase de réduction de l'inégalité quantitative, de l'inégalité d'accès autrement dit.

**

Cours n°2 : les mathématiques, miroir grossissant des défis, des dilemmes et des défaillances du système éducatif

Retranscription du Cours du 08 mars 2024

Rappel : Seul le prononcé fait foi, notamment en raison de l'utilisation d'un site de retranscription automatique, puis de l'I.A. et à l'exception des notes introduites par l'équipe de rédaction de ce dossier avec la mention Ndlr.

Questions d'éducation : Les mathématiques, miroir grossissant des défis, des dilemmes et des défaillances du système éducatif - Ce que nous apprennent les enquêtes nationales et internationales : portées et limites des comparaisons

Introduction,

Pour étudier cette question de temporalité des carrières scolaires, j'ai cité, le chiffre qui vous a peut-être surpris, mais qui est vérifiable, du temps qu'occupent les heures de formation par l'école, le collège, le lycée, dans la vie éveillée d'un enfant, puis d'un adolescent, entre 5 et 18 ans, entre 15 et 16%, pour modulo des variations locales ou nationales. Mais il se trouve que **ce temps d'apprentissage, il est étalé sur au moins une douzaine d'années, et pourra se prolonger dans des études supérieures, pour se loger donc dans 15, 16, 20 ou plus années de la vie d'un enfant, adolescent, puis adulte.** Un processus éducatif qui s'étend sur une telle durée conduit à parler non pas simplement de scolarité, mais de **carrière scolaire, avec leur rythme, leurs séquences, leurs courbes de progression, leur motivation, leurs incitations, leur gratification, leur réussite, leurs échecs, et leur vitesse différente de développement.**

Si l'instruction étant obligatoire, et puisque le temps de formation s'allonge, alors faut-il procurer aux élèves des garanties de réussite à l'abri de l'échec, quitte à découpler ces garanties de l'acquisition testable de connaissances et de compétences qui sont jugées nécessaires pour progresser de classe en classe et de niveau en niveau ?

Autrement dit, **comment est-ce qu'on gère ces carrières scolaires à tous les échelons de l'action pédagogique et du système éducatif ?**

On les gère, c'est-à-dire qui les gère ? Les professeurs, les familles, les établissements, les acteurs de la politique publique, le législateur ?

Mais il y a beaucoup d'hétérogénéité dans tout ça, malgré des statistiques qui nous donnent une image d'une courbe homogène, par exemple, de réduction du redoublement. Ici, je suis parti en fait pour élaborer ce cours d'un étonnement. J'étais plongé dans les données de PISA en pensant à mon programme, et j'ai trouvé, sur la partie gauche, une statistique qui est tirée des données de PISA de l'enquête PISA 2022, et qui retrace l'évolution du redoublement tel qu'il est déclaré par les élèves interrogés dans les enquêtes successives de PISA de 2003 jusqu'à 2022.

Les conflits d'expertise et la question du redoublement

Il y a un ensemble d'expertises qui existe au sein du système éducatif, qui est assez volumineux, et il peut y avoir des conflits d'expertise dans tous les sens. Je vous recommande de lire un livre de Gil Eyal, qui n'a pas été traduit en français, je crois, mais qui s'appelle "The Crisis of Expertise", qui est absolument formidable, un grand livre de sociologie qui montre à quel point l'expertise n'est pas un champ simple. On l'a compris avec la pandémie, mais un champ complexe qui met aux prises toutes sortes de parties prenantes qui ont des intérêts différents et des outils d'analyse et de mise en connaissance qui sont très différents les uns des autres.

En 2014, l'expertise étant une affaire délicate, le KNEC, cet organisme, avait réuni une conférence de consensus sur le redoublement et sur les alternatives au redoublement. On y trouve des informations sur l'évolution de la pratique du redoublement, cette fois-ci de 1970 à 2012. La tendance est globalement à la baisse, mais avec des fluctuations assez notables, et c'est ça qu'il faut comprendre. En effet une loi avait été passée en 2014 qui rendait le redoublement exceptionnel. Ainsi la France était dans une situation où le redoublement était encore très pratiqué, alors qu'il y a des pays en Europe, une minorité à l'époque de cette conférence de consensus, qui ne pratiquait plus le redoublement que de manière tout à fait marginale. Et puis, il y a un ensemble de pays qui ont décidé de bannir le redoublement, essentiellement dans le primaire, mais pas dans le secondaire.

Les critères en France, au moment de cette loi de 2014, étaient assez imprécis par rapport aux autres pays européens. C'était l'idée d'appréciation générale des performances scolaires. Dans d'autres pays, on avait des critères souvent plus précis. Par ailleurs, la décision de faire redoubler, ça n'est pas rien. C'est une année entière qui est bloquée, donc une carrière avec une discontinuité d'une année sur une espérance de scolarisation, ça n'est pas rien, et ça peut éventuellement être multiplié. Donc, il faut avoir de solides arguments, et de solides espérances d'efficacité pour bloquer une année entière.

Je pense que l'enseignement ira progressivement - je ne sais pas à quel moment dans le secondaire, le primaire, mais dans le supérieur - mais certainement vers une modularité croissante des microcrédits qui seront accumulables dans le temps et qui ne seront pas bornés par un calendrier en année.

En tout cas, la décision à l'époque de redoubler était prise par les conseils des maîtres à l'école primaire³⁵, où au collège, au lycée, c'était le chef d'établissement sur proposition des conseils de classe. Donc, évidemment, le poids des parents est important, et il joue un rôle essentiel pour infléchir ou non la décision selon qu'elle est ou non exceptionnelle, etc.

Il y a eu des travaux très originaux, des années 90 notamment, de Marie Duru-Bella, Jean Pierre-Jarousse et Alain Manga, sur **la capacité des parents à manœuvrer pour transformer un résultat scolaire médiocre en autorisation de passer quand même.** Et les parents sont inégalement équipés pour manœuvrer. Ces travaux montraient que les décisions d'orientation de la 3^{ème} à la seconde pouvaient être différemment obtenues selon qu'on avait une capacité de persuader l'équipe éducative et le conseil de des professeurs, le conseil de classe, que l'avenir était moins sombre que les données, les notes, le laissaient supposer. Inutile de vous dire que cette capacité de manœuvre était socialement différente.

En tout cas, le décret de 2014 a montré que **le redoublement ne doit plus intervenir normalement à l'école maternelle** et que, s'il doit être construit, il doit l'être sur des phases de dialogue pour le

³⁵ Et soumis à l'appréciation de l'IEN et au final des familles qui pouvaient contester la proposition. Ndlr

rendre suffisamment exceptionnel. En même temps, le code de l'éducation ne définit pas exactement, les critères, mais on parle de favoriser la diminution du redoublement, on parle de continuité des apprentissages au sein de chaque cycle d'acquisition du socle commun. Et il se trouve que l'évolution législative a encore changé en 2018.

On a donc en France une chute très importante dans la déclaration d'au moins un épisode de redoublement dans la carrière scolaire des élèves interrogés à l'âge de 15 ans. **Le pourcentage de ce qu'on appelle les "élèves à l'heure" - c'est-à-dire les élèves qui n'ont pas subi de retard dans leur scolarité - s'élève considérablement entre 1985 et 2021 ou 2022. Mais ensuite, des accidents peuvent se produire avec des effets cumulatifs de la seconde vers la terminale, et des retards peuvent augmenter avec 84 % en terminale. Ce n'est pas rien, 16 % d'élèves qui ne sont pas à l'heure !** Avec ces statistiques, il faut toujours penser qu'on est sur des centaines de milliers d'élèves. Donc, ce sont des cas, des dizaines de milliers d'élèves qui ne sont peut-être pas à l'heure.

En résumé les parcours scolaires se normalisent, le retard ou le redoublement deviennent progressivement marginaux, modulo ce qui se passe tout de même au lycée.

La régulation des carrières scolaires

Ce sont des données tout à fait récentes, toujours du ministère de l'éducation, qui est la source principale de données statistiques, et qui concerne ce qu'on appelle les "tests d'auto-positionnement en mathématiques" de secondes soit en voie professionnelle soit en voie général et technologique.

- En voie professionnelle, il y a 23 % d'élèves qui sont en retard en seconde (à l'heure 73%). Donc, les carrières ont été accidentées auparavant, et ont conduit probablement par un fait causal à l'orientation vers la voie professionnelle et ceux qui sont en retard ont effectivement des scores de performance au test en mathématiques qui sont sensiblement inférieurs à ceux qui sont à l'heure avec l'échelle des scores qui se situent entre 215 et 191 **avec des écarts de seulement 24 pts.**
- Pour les voies générales et technologiques, le retard est de 7 %, tandis que les élèves à l'heure sont 93 %. Si les scores sont meilleurs, on est entre 265 et 220, mais **les écarts sont de 45 pts et la différence entre les meilleurs de la voie professionnelle et les plus faible de la voie générale ne sont que de 5 pts.** Par ailleurs, l'écart entre ceux qui sont à l'heure et ceux qui sont en retard est considérable. Donc, même dans une filière de la voie générale il y a une hétérogénéité qui est très importante et beaucoup plus que dans la filière pro.

Il y a en fait deux stratifications de la population scolaire, celle qui s'incarne dans la distinction des voies de formation au lycée une fois qu'on a achevé ses études au collège. C'est là que se crée une grande bifurcation dans les carrières, et qui est associée à des compétences qui sont nettement différentes, vous l'avez vu. Et une stratification par la capacité d'être ou non à l'heure dans sa carrière scolaire ou au contraire d'avoir une carrière accidentée par un ou plusieurs redoublements, qui sont généralement associés à des scores faibles.

Je vais examiner les choses pour comprendre exactement ce que veulent dire des phénomènes d'évolution qui compriment les épisodes de redoublement et qui les bannissent peu à peu, ou les rendent exceptionnels. En même temps, il y a une incidence sur la valeur de l'enseignement et la maîtrise des compétences qui obéit à une autre dynamique. Donc, **il faut examiner une relation complexe et évolutive entre la temporalité des carrières, l'orientation dans les points clés de bifurcation, et les compétences détenues par les élèves dans ces différentes situations.**

L'exposition à des risques d'échec et, en même temps, à un moment donné, à des bifurcations de trajectoire dans les voies qui les séparent en deux ou trois catégories.

Donc, il faut examiner la morphologie sociale, c'est-à-dire ensemble à la fois l'allongement global de la scolarisation, l'élargissement de la population scolarisée et l'hétérogénéité socio-scolaire, quand on veut choisir de satisfaire principalement un impératif d'équité, à défaut de pouvoir agir directement sur le principe d'efficacité du système scolaire, qui est beaucoup plus compliqué à mettre en œuvre.

Autrement dit, je vais montrer comment la démocratisation scolaire agit sur la régulation des carrières scolaires pour augmenter des garanties des réussites nominales jusqu'aux bifurcations principales qui constituent l'orientation à la fin du collège. Mais cette garantie nominale de réussite, elle s'observe aussi dans les taux de réussite au baccalauréat, qui n'arrêtent pas d'augmenter, et même les taux de mention se déforment aussi dans le sens d'une meilleure gratification des élèves.

Et puis, pendant ce temps, l'actualité internationale nous dit que le niveau de nos élèves est en train de baisser. Donc, comment est-ce qu'on réconcilie tout ça, le nominal et le réel, ou le réel mesuré par certains outils en tout cas ?

Les données sur l'espérance de scolarisation et sur les parcours scolaires

L'espérance de scolarisation à 2 ans c'est la durée moyenne d'étude à partir de l'âge de 2 ans d'une génération pour une année d'observation donnée. Par exemple en 1985, ceux qui avaient 2 ans, qu'elle est la durée de scolarisation qu'ils pouvaient espérer jusqu'en 2021-2022. Donc, cela représente le temps, qu'on va passer à se former à l'école, au collège, au lycée, et enfin dans le supérieur compte tenu de la durée observée (35 années). Cet indicateur renseigne donc sur la dynamique de l'éducation dans une société pour aller vers des études secondaires complètes, et puis ensuite pour aller vers l'enseignement supérieur qui s'est considérablement développé.

La France se forme moins, elle se scolarise moins, il y a des espérances qui peuvent être déçues, etc. En fait, l'indicateur de temps à se former, c'est le produit de mécanismes qui agissent dans des sens extrêmement différents. On a **l'allongement de la scolarité qui agit dans le sens positif de l'allongement de l'espérance de scolarisation, des taux croissants d'achèvement des études secondaires, et des taux croissants d'étudiants dans le supérieur.**

L'enseignement est devenu obligatoire de l'âge de 13 ans à l'âge de 15 ans, et même au-delà maintenant, moyennant un contrôle sur l'épisode entre 15 et 18 ans où on est supposé être obligé de se former, mais avec des voies, des solutions qui peuvent être moins directement bon contrôlées par l'outil de contrôle.

En même temps, il y a, par exemple, des réformes qui ont diminué le temps de scolarisation, par exemple, la durée d'étude pour le bac professionnel à partir de 2009 qui n'est plus 4 ans, mais 3 ans.

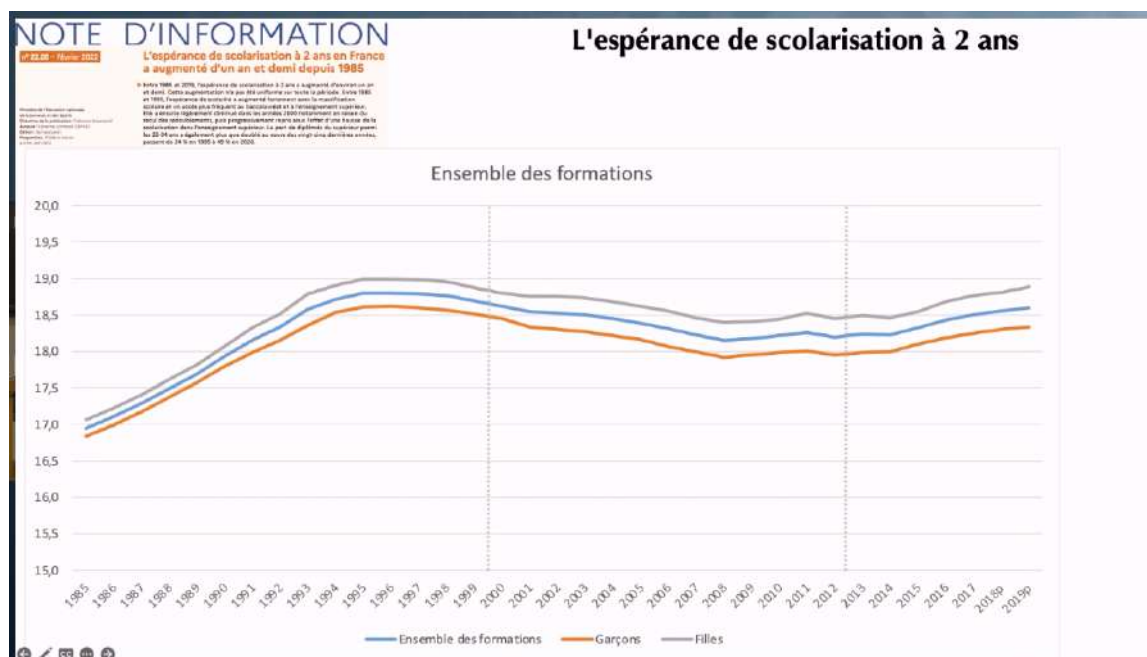
Il y a aussi une variation du taux de scolarisation dans l'école pré-élémentaire. On a créé la possibilité pour les enfants d'être scolarisés, entre guillemets, ou accueillis dans des structures collectives à l'âge de 2 ans. Et cette mesure, qui a été lancée pour, en quelque sorte, déclencher beaucoup plus tôt les processus d'apprentissage, dont on sait par ailleurs que cela crée un stock considérable d'écart de compétences. Il y a des travaux de linguistique qui montrent qu'à l'âge de 3 ou 4 ans, les écarts de compétences linguistiques des enfants sont considérables. Mais cette possibilité de scolariser, entre guillemets, les enfants à l'âge de 2 ans, elle n'a pas été utilisée de manière linéaire, c'est-à-dire que tout le monde ne s'est pas précipité dans les structures d'accueil, jardins d'enfants, crèches, formations des élèves, etc. Il y a eu un élan, et puis ensuite, c'est retombé.

Les enfants maintenant sont obligés d'être scolarisés à 3 ans (auparavant c'était 5 ans). Mais cette gestion du temps entre 2 et 3 ans a pu être soit sous le contrôle de structures collectives, soit à la main des familles.

Ensuite, il y a une autre incidence qui est la baisse du taux de redoublement dans le primaire. Il y a eu une baisse du taux de redoublement dans le primaire et dans le secondaire. Et ça agit pour diminuer la durée de scolarisation. Et là, ce sont des mesures réglementaires ou législatives. Il y a une loi qui est passée en 2013, qui s'appelait la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. On refonde régulièrement l'école de la République, les lois s'enfilent les unes sur les autres, hein, vous pouvez faire confiance au législateur pour y aller. Et un an plus tard, en 2014, les décrets sont sortis, et il a été réputé être interdit à l'école maternelle de redoubler et autorisé uniquement dans des cas où les élèves de l'école primaire, et ensuite du collège, subissent de graves perturbations dans leurs apprentissages.

Enfin, un autre signe qui peut agir encore dans un sens différent, c'est à l'issue de la 3^{ème}, environ 10% des élèves en 2023, vont vers des formations hors établissement du second degré sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, donc ils n'apparaissent plus dans ces statistiques d'apprentissage, car ce sont des établissements qui dépendent du ministère de l'Agriculture, ou une instruction à domicile ou encore ailleurs. Il y a beaucoup d'hétérogénéité dans ce stock d'élèves qui disparaissent des radars, en quelque sorte, de la statistique publique.

Mais au total, on peut dire que l'espérance de scolarisation entre 1985 et 2019, elle est passée de 16,9 ans à 18,9 ans.



L'espérance de scolarisation dans le 1^{er} degré, elle a baissé. On est passé d'une durée de 8,8 ans à 8,1 ans, essentiellement en raison de la réduction du taux des redoublements. Autrement dit, on dit aux enfants : vous allez entrer et on va vous garantir que ça va aller quand même un peu plus vite qu'avant. Ensuite, dans le second degré, l'espérance de scolarisation a été d'abord portée par la forte croissance

de l'accès au baccalauréat, mais ensuite, il y a une fluctuation qui est due à la baisse des taux de redoublement dans le second degré.

Mais dans le supérieur, c'est plus simple parce qu'il n'y a pas de redoublement, en tout cas il y a des freins, mais ça n'est plus compté comme un redoublement, il y a des licences en 3 ou 4 ans. L'agenda de formation d'un individu entre 1985 et 2019, c'est considérablement transformé.

Un agenda de formation dans l'enseignement supérieur qui s'allonge

Le supérieur a gagné beaucoup dans les agendas des élèves et des étudiants. L'investissement dans le supérieur est avéré. Au total, la génération de 1985 passait 52 % de son temps d'étude dans le 1^{er} degré, 40 % dans le second degré et 8 % dans le supérieur. Voilà les carrières dans ses grandes lignes en 1985 puis en 2019 :

- En 1985 : 52 %, 40 % et 8 %
- En 2019 : 44 %, 39 % et 17%

Pour comprendre tous ces mécanismes, on peut faire une décomposition par phase :

- Entre 85 et 94, on a une forte progression de l'espérance de scolarisation. Elle a progressé quasiment de 2 ans. Cette hausse concerne surtout le secondaire et le supérieur et cette période correspond à ce qu'on appelle la fin de la massification scolaire, forte croissance de l'accès au baccalauréat général, mais aussi professionnel. Le baccalauréat professionnel, je vous le rappelle, a été créé en 1985. C'est une phase, disons, d'expansion simple.
- Entre 95 et 2005, la part des jeunes qui sont titulaires d'un diplôme du supérieur augmente de deux points chaque année. Gagner chaque année deux points de taux de diplômé du supérieur fait que, entre 95 et 2005, on passe de 24 % à 40 %. La phase qui suit est une phase de stabilisation.

Donc, la composition de la population scolaire, quand on la regarde par niveau, on voit qu'il y a la stabilité de cette espérance dans le primaire. Le secondaire, en revanche, **c'est la scolarisation dans le supérieur qui déclenche la progression**, le signe positif de l'évolution.

On peut regarder aussi ce qui se passe pour les filles et les garçons, c'est ici. Les distinctions sont faites partout, dans toutes les courbes, entre garçon et filles, mais vous voyez que le 1^{er} degré, le 2^e degré, c'est à peu près la même chose, les courbes se superposent à peu près. **Vous voyez que les filles ont un taux de diplôme de l'enseignement supérieur qui a dépassé les 50 %**, et qui est sensiblement plus élevé que celui des garçons.

L'espérance de poursuite de scolarisation à 15 ans, c'est-à-dire le temps qu'on va passer au lycée, puis en enseignement supérieur, est de 7,8 ans en 2021, et puis vous le décomposez entre filles et garçons, 7,2 contre 6,5.

Le redoublement est-il efficace, efficient et équitable ?

Le ministre d'éducation, qui est devenu Premier ministre, a parlé de la question du redoublement. Est-ce que c'est efficace, est-ce que c'est répandu, est-ce que c'est utilisé de manière très différente ici et là ?

Ce sont des produits, une agrégation de décision, et donc, et en même temps, il y a une tendance observable à partir sur des analyses du CESE, le Conseil économique, social et environnemental, qui

est un organisme créé en 2013 et qui est ensuite devenu, après quelques péripéties et controverses, le Conseil national d'études des scolarités, et qui est rattaché depuis.

La question du redoublement et du retard scolaire

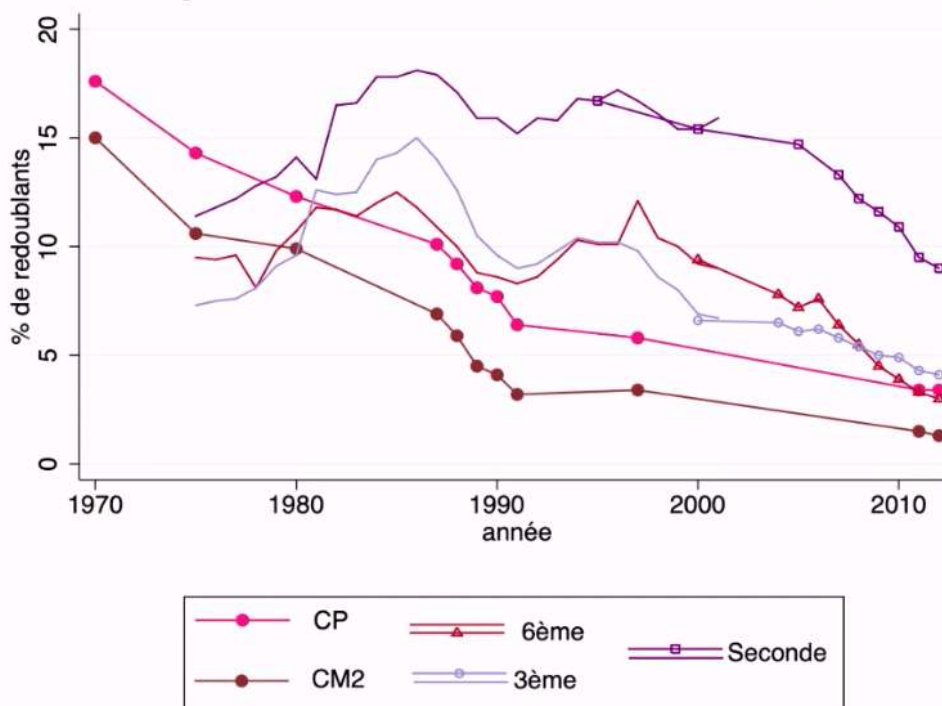


Figure 5 – Évolution des taux de redoublement en France depuis 1970

Sources : Les taux de redoublements en lignes continues pour le second degré proviennent de la base ADOC/ HC 141, notice n° 8507 de la DEPP. Les points connectés du secondaire proviennent du Repères et Références Statistiques (MENESR-DEPP, 2013). Les séries du primaire proviennent de la base ADOC/HC 29, notice n° 3686 à l'exception des points 2011 et 2012 qui proviennent des RERS (MENESR-DEPP, 2012, 2013)

En 1970, dans l'enseignement primaire, un élève sur cinq en CP a redoublé (17%) et un sur sept en CM2 (15%). Ainsi, le redoublement à cette époque était typiquement compris comme une mesure de lutte contre les difficultés scolaires, visant à remédier par le renforcement des apprentissages. Cette pratique était plus répandue dans le primaire, notamment à l'entrée dans les premiers apprentissages. Cette doctrine visait à construire des bases solides, car si vous étiez fragile au début, vous risquiez de rencontrer des difficultés cumulatives tout au long de votre parcours scolaire, rendant ainsi votre progression ultérieure bien plus accidentée. Ensuite, à partir de cette période-là, **les taux de redoublement n'ont cessé de diminuer, avec des accélérations dans les années 90, et nous nous approchons d'un niveau plancher vers la fin de cette période.**

Mais dans le secondaire, la situation est beaucoup plus compliquée, comme vous pouvez le constater, elle est bien plus chaotique. Les données, en fait, ne débutent pas en 1970 mais en 1975, période à laquelle a été instauré ce qu'on a appelé le "collège unique". Derrière toutes ces données, vous pouvez discerner les transformations. **Le collège unique a été une véritable révolution dans l'enseignement français au collège. Ainsi, les courbes de redoublement en 6^{ème}, en 3^{ème} et en seconde montrent que les taux augmentent avec l'introduction du collège unique. En unifiant la population scolaire, le collège unique rend visible, ou plutôt gérable, l'hétérogénéité des parcours.** Les taux de redoublement augmentent dans les années 80, puis se maintiennent à un niveau élevé jusque dans les années 90, avant de diminuer régulièrement dans les années 2000.

Cette progression, notamment entre 1975 et 1985, peut être interprétée comme une adaptation du système à la création du collège unique. En effet, la suppression des filières au collège a posé de nombreuses difficultés aux enseignants, qui ont dû faire face à des classes de composition devenue soudainement beaucoup plus hétérogène. Le redoublement a ainsi servi de moyen pour orienter certains élèves vers ce qu'on appelait à l'époque les "classes préprofessionnelles de niveau" (CPPN) pour les élèves de moins de 15 ans, ou encore vers les "classes préparatoires à l'apprentissage" (CPA), existantes entre 1973 et 1991.

Le redoublement a également été utilisé à cette époque pour orienter les élèves les plus en retard vers la vie active. **Cependant, il a fallu attendre environ dix ans pour que le redoublement diminue et que l'orientation précoce des élèves en difficulté vers des voies professionnelles soit de moins en moins employée. Des lois ont été introduites pour corriger ce mécanisme de redoublement. La loi de 1989, par exemple, empêche les élèves de redoubler plus d'une fois dans le premier degré. Cependant, cela a eu pour conséquence de propager l'hétérogénéité des niveaux vers le cycle secondaire.**

La hausse du redoublement en 6^{ème} à partir de 1990 peut être interprétée comme une réaction des conseils de classe du secondaire à la moindre pratique du redoublement en primaire. Il est intéressant de noter la subtilité de ces mécanismes, avec des réactions en cascade à des décisions prises en amont. Il faut trouver un équilibre dans la prise de décision basée sur une évaluation des compétences. **Le redoublement, quand il n'est pas directement réglementé, reste un outil pour gérer l'hétérogénéité scolaire et sociale, deux phénomènes liés et incompressibles résultant de la massification scolaire.**

Les données que je présente remontent à 1960, issues d'une enquête de Jean-Paul Caille sur le redoublement à l'école, disponible également en ligne dans "Éducation et Formation" en 2004. Elles illustrent de manière spectaculaire les changements survenus en l'espace de 40 ans, puisque le taux de redoublement au cours préparatoire, par exemple, a été divisé par trois entre 1960 et 2000, et par deux et demi environ en CM2. Cela représente une diminution significative. En 1960, 52% des élèves avaient un retard en CM2, contre moins de 20% en 2000. Il est également intéressant de noter qu'en 1960, 6,5% des élèves avaient déjà un retard de deux ans ou plus en cours préparatoire.

Parler des parcours scolaires est crucial, car cela représente un chantier de transformation considérable. Maintenant, je vais aborder les choses différemment, en les observant depuis le CP jusqu'à la 3e, pour illustrer la mécanique des effets cumulés du retard dans la scolarité. Vous remarquerez que les taux de redoublement diminuent de 1990 à 2000, mais que le retard dans la scolarité augmente à mesure qu'on progresse de CP en CM2, du fait de l'accumulation des redoublements.

Ensuite, nous allons projeter toute l'analyse vers la 6e et la 3e. Ici, nous avons une statistique concernant les filles et les garçons. Vous constatez que les filles réussissent mieux que les garçons et redoublent moins que les garçons.

Le privé a moins de retard dans la scolarité que le public. Mais il y a des questions évidemment de composition des effectifs scolaires, c'est la première approche, et puis après il y a des questions qui sont beaucoup moins faciles à résoudre d'efficacité respective des systèmes. Le système privé étant beaucoup plus autonome dans son fonctionnement que le système public, mais le système privé prenant moins en charge toutes les complexités d'accidents de carrière scolaire, etc. Et puis, si vous regardez l'évolution du taux de retard par origine sociale, vous n'aurez pas beaucoup de surprises. Il y a une stratification sociale du retard scolaire qui est assez simple à lire. Les ouvriers sont en haut, les cadres et les professions intellectuelles supérieures sont en bas. Évidemment, comme je l'ai dit

maintes fois, l'éducation est une affaire à la fois de l'école et des familles, mais l'école dans son travail propre cherche à comprimer ces différences.

Vous voyez l'écart en 2004 et en 2014. L'écart est quand même très important entre les ouvriers et les gens sans activité professionnelle, qui sont tout en haut, donc les chômeurs, les inactifs, et les cadres et professions intellectuelles supérieures. Donc, l'école, par tous ces mécanismes de gestion des carrières scolaires, cherche à agir là-dessus aussi. C'est le problème de l'équité. Et l'école se dit : je peux obtenir une certaine efficacité par mes mécanismes. Mon efficacité, mon critère d'efficacité, étant de régler la carrière scolaire des élèves pour la normaliser le plus possible, vers le moins d'accidents possible. C'est un peu le message de l'équité du système. La question est : est-ce que le système qui dit "je suis équitable" de ce point de vue-là, je vais comprimer les différences à la fois de difficultés et les différences sociales, est-ce que je vais obtenir par cette politique-là un gain d'efficacité en termes de performance ? C'est le grand sujet évidemment, mais il n'a pas de réponse en blanc et noir en quelque sorte.

L'évolution du taux de redoublement

Maintenant, passons à l'exercice suivant, qui est l'évolution du taux de redoublement dans les années 2000, avec le rapport du Cnesco³⁶. Les années 1970 à 2014, le rapport Cnesco était assez alarmiste sur la gestion des redoublements, et en 2013-2014, c'est une chute absolument spectaculaire du redoublement à l'école élémentaire, du fait des lois. Il y a une inflexion de nouveau en 2018, parce qu'une autre loi est intervenue. Donc, c'est une affaire de jeu entre la composition de la population scolaire, son augmentation, le législateur qui dit : moi voilà ce que je veux, et ce que produisent les degrés de liberté que procure la loi, ou que restreint la loi, aux établissements et aux équipes pédagogiques pour dire comment je dois traiter la difficulté scolaire. Et donc, on est actuellement à 2% de redoublement dans le primaire, et puis en CM2, vous êtes à 0,5%. Mais encore une fois, les chiffres ici, derrière 0,5% ou 2%, vous avez des milliers d'élèves, et des milliers d'élèves, ce sont des familles, et des cas.

Et quand vous regardez les données en évolution du retard en 6e, donc après cette séquence-là, qu'est-ce qui se passe en 6e ? On a vraiment baissé considérablement le taux de retard, d'élèves en retard. Il était à 17% au début de la période en 2005, donc dans les années 2000, et il a chuté à 4,8% en 2022, avec encore une fois une inflexion due à cette mesure législative.

L'OCDE confirme que la France a fait des efforts pour comprimer le redoublement, mais à la fin, ça ne va pas, il se passe quelque chose. Donc, qu'est-ce qui se passe ? Il faut faire attention car **le système traite la difficulté scolaire de deux manières : par le redoublement et par la création dans ce qu'on a appelé les réseaux d'éducation prioritaire**, qui associent à la fois la difficulté scolaire et le fait d'avoir des populations défavorisées avec attribution de moyens supplémentaires, etc.

Dans les réseaux d'éducation prioritaire, ce qui s'appelle REP⁺³⁷ le taux de retard est très élevé, il est le double de ce qu'il est en dehors de l'éducation prioritaire. Mais il y a eu un coup d'accélérateur quand, quand on a réduit la taille des classes de manière beaucoup plus radicale en éducation prioritaire. Cette politique existe depuis 1982, donc on a un vrai recul, elle a 40 ans ou 42 ans. Elle a changé de mécanisme dans le temps. On avait des Zones d'Éducation Prioritaire qui concernaient 10% des collégiens au début de la période en 1982, et en 2000, en 2017 ou en 2018, vous avez à peu près 20% donc le double d'élèves qui sont scolarisés en éducation prioritaire. Un cinquième de la

³⁶ Centre national d'étude des systèmes scolaires - <https://www.cnesco.fr/>

³⁷ Réseau d'éducation prioritaire avec un supplément d'effort encore par rapport au réseau d'éducation prioritaire simple

population scolaire bénéficie de mesures de compensation, donc une sorte de redistribution des moyens qui met plus de moyens sur ces publics, ces populations scolaires. Les sigles, donc la politique, a eu plusieurs noms et plusieurs mécanismes, en 1999 une réforme, puis en 2006, en 2011, et puis ensuite en 2015 on adopte le système qui existe actuellement. On avait 77% des élèves qui étaient à l'heure dans ce réseau en 2011, et en 2021 à l'entrée en 6e, vous en avez 92%. Donc, la politique de compression des retards, elle s'est aussi développée dans ces réseaux-là. Les mécanismes agissent de la même manière, mais les chances d'orientation ne sont pas les mêmes ensuite, en tout cas dès qu'on peut agir sur les horloges des carrières scolaires, on le fait aussi dans ces réseaux-là, dans la politique compensatoire.

L'origine sociale des élèves qui sont en retard à l'entrée en 6e montre les enseignants sont les champions, leurs enfants n'ont quasiment pas de retard. La proportion d'élèves d'enseignants est extrêmement faible. Les ouvriers, les inactifs sont pénalisés énormément et les filles sont moins en retard que les garçons.

L'analyse des taux de la proportion d'élèves qui sont en retard à l'entrée en 6e selon l'académie de scolarisation, toute filière, en réseau d'éducation ou non compris met en évidence de fortes différences. On passe de 3 à 10,5%.

Ainsi ce qui est tout à fait intéressant, c'est que c'est la région du Centre-Val de Loire qui a le record. Les taux de retard y sont plus importants quand le collège appartient à un réseau d'éducation prioritaire ou quand la zone de recrutement du collège recouvre un quartier prioritaire de la politique de la ville. Ils sont plus élevés dans les collèges publics que dans les collèges privés sous contrat. Ils sont aussi plus élevés dans les zones de recrutement où le taux de pauvreté est élevé, et où les inégalités de réussite scolaire selon la catégorie professionnelle sont évidemment très fortes. Enfin, les élèves ruraux sont moins souvent en retard à la rentrée en 6e que les élèves urbains. Le rural est moins différencié sur le rapport à la réussite scolaire que l'urbain, parce que dans l'urbain, les centres urbains les moins favorisés socialement ont des taux de retard plus élevés. Donc, **le monde de la ville est un monde plus composite que le monde de la campagne en termes de réussite scolaire.**

Alors, il se trouve que l'INSEE a fait une étude, une recherche sur le redoublement et le retard scolaire, dont je vous présente ici quelques résultats, deux résultats principalement. En CP donc, il y a des écarts dans les établissements qui sont considérables. La moitié des établissements du Centre-Val de Loire ont un taux de retard qui est inférieur à 7,8%, mais 10% de ces établissements ont un taux de retard qui est supérieur à 15%. En 4e, les 10% des établissements qui ont le plus de retard, ont un score qui va à 30%. Donc, on a des différences vraiment énormes, très importantes. On passe de quasiment 0% à 30% selon les établissements en 4^{ème}. Et tous ces facteurs jouent évidemment ensemble pour agir sur les chances d'avancer ou de retard dans la carrière scolaire, et donc de difficultés avérées.

Donc, l'hétérogénéité, elle est là dans le monde scolaire, c'est ça le monde des établissements, des milliers d'établissements et des centaines de milliers d'élèves.

Les auteurs de l'étude de l'INSE, ont regardé le rapport entre le taux de pauvreté et le taux de retard, dans ce tableau, et évidemment le taux de retard, augmente évidemment avec le taux de pauvreté. On a divisé le cadran en trois parties, avec un taux de pauvreté faible, un taux de pauvreté moyen, et un taux de pauvreté élevé, et puis ici, le retard faible, moyen et élevé. On observe une vraie relation entre la pauvreté - qui est le produit cumulé de plusieurs facteurs - et le retard, et les établissements doivent traiter ça. Ils doivent traiter une population qui est fondamentalement hétérogène et la traiter de manière différente du CP à la 3è.

Décomposer un phénomène social implique, par-dessous les données macro, quantité de facteurs de variation qui interviennent pour ajouter leur dimension d'hétérogénéité socio-spatiale.

D'un côté, il y a des politiques scolaires qui s'emploient à réduire le taux de redoublement et ses effets sur le retard scolaire par des recommandations, des lois, des décrets, et de l'autre côté **il y a des pays qui pratiquent la promotion automatique**, comme on l'appelle au sens de promotion.

En France, les facteurs qui expliquent le déroulement plus ou moins normal de la carrière scolaire agissent au final pour recréer de l'hétérogénéité dans la performance scolaire. **Les décisions de redoublement sont locales, elles se construisent sur la relation entre des enseignants qui cherchent à obtenir tout de même un levier d'action pour mettre en relation ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont pu transmettre, et ce qui va être tiré comme conclusion de ce travail scolaire tel qu'il est produit et jugé, évalué à travers des systèmes d'évaluation, des notes et des décisions.**

Les décisions de redoublement sont locales et se construisent évidemment sur la relation entre des enseignants, des élèves et des familles localement, qui doivent sans arrêt arbitrer entre des choix ou des hypothèses d'efficacité et d'équité, entre les deux extrêmes du recours intempérant au redoublement sanction et de l'autre côté, l'abolition pure et simple du redoublement. Et comme **il n'y a pas de raison de supposer qu'une équipe pédagogique ici va se comporter exactement de la même manière qu'une équipe pédagogique là** pour des décisions qui, encore une fois, impliquent des séquences d'une année complète. **Une décision de redoublement, c'est une gestion individualisée des cas d'élèves par des équipes d'enseignants** et les équipes elles-mêmes sont singulières. Normer la décision, en quelque sorte, fixer une règle contraignante complète, supposerait de pouvoir recourir à un algorithme capable d'évaluer non seulement la justesse des évaluations de l'élève par les professeurs - est-ce que votre évaluation de vos élèves elle tient la route ? Est-ce que vous avez bien fait votre travail, vous enseignants, pour justifier cette décision que vous allez prendre ? - et est-ce qu'elle tient la route par rapport à tel autre équipe ailleurs qui va peut-être tirer des conclusions différentes des évaluations qu'elle a construites et qui pourraient être semblables ou similaires ? Dans un contexte où l'abaissement du taux de redoublement rend la décision de toute façon exceptionnelle ces questions restent d'actualité, mais jusqu'à quand ?

Va-t-on recourir à un algorithme capable d'évaluer la justesse des évaluations tout au long de l'année des élèves par les professeurs, mais aussi, d'analyser les chances de l'élève de **tirer un plus ou moins grand bénéfice d'un passage**, même au vu de difficultés pouvant justifier un redoublement ou au contraire, tirer bénéfice du redoublement lui-même ? On est sûr que les algorithmes d'intelligence artificielle s'y mettront pour répondre à toutes ces questions...

Au total, à la rentrée 2022, la très grande majorité des élèves de 6e ont un âge théorique qui est normal, 2,3 % sont en avance - on n'étudie pas beaucoup ceux qui sont en avance, ce serait pourtant intéressant - et 5,5 % sont en retard. Ensuite on calcule le retard qui est l'effet cumulé des redoublements possibles, et on a plus que 88,4 % d'élèves qui sont à l'heure en 3^e.

Il y a trois temporalités de gestion de l'hétérogénéité scolaire au collège et au lycée. La première a visé à réduire le retard en primaire pour placer la quasi-totalité des élèves sur la même ligne de départ en âge, en tout cas à l'entrée en 6e. La deuxième temporalité, c'est celle qui conduit jusqu'à la fin de la 3e, et on a une très forte majorité, 88 % des élèves, qui sont à l'heure, mais il y a tout de même presque 12 %, qui ne sont pas à l'heure. **La troisième temporalité fait apparaître l'hétérogénéité du niveau scolaire et de l'âge à la première grande épreuve de sélection dans les carrières scolaires, qui est à la fin de la 3^e. C'est l'orientation la voie professionnelle ou vers la voie générale et technologique.**

Des données à interroger

Voici un travail de la DEP qui exploite l'enquête PISA de 2022, pour aller regarder de plus près ce qui se passe exactement dans la chute de niveau en France en mathématiques. Les auteurs ont écrit un texte qui s'intitule "*PISA 2022 : la France ne fait pas exception à la baisse généralisée des performances en culture mathématique dans l'OCDE*".

D'habitude, on se situe dans un raisonnement sur les moyennes quand on parle du classement PISA, et on dit tel pays a tel score des élèves au test en mathématiques, mais avec un intervalle de confiance, il ne faut jamais oublier ça. Attention, avec les estimations qui sont faites, on donne toujours un score précis, 478 pour la France, mais en fait, c'est le point central d'une estimation avec un coefficient d'incertitude sur l'estimation qui n'est pas négligeable et donc il faut toujours donner une fourchette en quelque sorte. Vous voyez que le Japon est au sommet, la Corée du Sud ensuite et l'Estonie.

L'Estonie est un cas vraiment intéressant où ils se sont dit on va se retrousser les manches et on va y aller, ils sortaient du système soviétique ... ils se sont dit : qu'est-ce qu'on va en garder et qu'est-ce qu'on va changer ?

Le Portugal avait essayé de faire autre chose dans un autre contexte, mais ça a foiré, malgré les efforts du ministre de l'Éducation de l'époque qui était un mathématicien – M. Nuno Krato, un formidable mathématicien et homme politique - mais qui se lamente aujourd'hui de ce que sa réforme n'a pas été maintenue.

Voilà les scores de la France : au lieu d'étudier simplement la distribution des scores en moyenne, on va regarder comment est composé exactement l'échantillon, des élèves testés à 15 ans. On se dit, à 15 ans les élèves ont appris des choses, on a une information solide sur ce qu'on peut attendre à l'âge de 15 ans dans un test. Est-ce que c'est une information où la population est homogène ? Non, la population n'est pas homogène du tout chez ces jeunes de 15 ans et donc qu'est-ce qu'on trouve si on décompose les données. L'analyse précise de la composition de l'échantillon, et des scores (score moyen 474 pts), montre qu'il est composé d'élèves qui sont :

- 64,1% en seconde générale et technologique → 507 pts
- 18% en seconde professionnelle → 407 pts
- 12,4% en retard en troisième
- 2,5 % en Certificat d'Aptitude Professionnelle
- 2,5% en avance en première générale et technologies → 582 pts
- 0,4% en retard en quatrième
- 0,1% en avance en terminal → 628 pts

Les recherches doivent aller regarder de plus près et dans le détail de la composition des échantillons pour en tirer évidemment des informations et le test PISA peut aussi constituer un échantillon supplémentaire. C'est ce qui a été fait, parce que toute la mécanique PISA, constitue une addition d'expertises qui viennent du monde entier et des équipes de spécialistes de chaque pays travaillent sur le test, ces questions, ces consignes de passation, tous les outils statistiques de correction, des estimations et de redressement des données en fonction de la population échantillonnée. Puisque quand on a un échantillon, il faut aussi pouvoir avoir des outils de redressement pour vérifier que c'est représentatif, etc. Il y a beaucoup de monde et les équipes de la DEP sont impliquées, donc elles sont aux premières loges pour faire ce genre de travail, évidemment.

Repère - Timing du prononcé : :01 :30 :19

Les tests PISA sur 20 ans montre une chute assez énorme, donc si on veut se déprimer on regarde ça et si on veut se rassurer on sait que la France peut s'enorgueillir d'une grande tradition d'excellence mathématique (on a donné des indications extrêmement précises de toutes les preuves de l'excellence mathématique française : médaillés fields, nombre de grands conférenciers dans les congrès mondiaux de mathématiques qui sont le la MEC de la mathématique).

Pour rappel, les élèves de seconde générale et technologique sont sur la verticale des meilleurs et ceux de malheureusement de Seconde professionnelle sont la verticale des moins bons et ceux qui sont en retard sont à la verticale des totalement moins bons. C'est le résultat de l'hétérogénéité des parcours scolaires et pour que ce constat soit rassurant il y a une nécessité implicite qui est que les pays auxquels nous nous comparons devraient eux-mêmes pouvoir être analysés à l'aune de leur échantillon de la même manière.

Ici, l'hypothèse pour dire "rassurons-nous, nous ne sommes pas nuls" ça veut dire que tous les autres pays ont une population scolaire très homogène et que nous sommes les seuls à pouvoir, enfin je force le trait, mais seul pouvoir à loger l'hétérogénéité dans l'analyse. De même, en regardant ce qui se passe au Japon, en Corée ou ailleurs, on pourrait soumettre chaque pays au même traitement de décomposition des données. Il faut d'abord visualiser l'hétérogénéité et la mesurer, et ensuite, il faut s'assurer que la comparaison est faite dans des termes semblables pour tous les pays, ce qui n'est probablement pas le cas.

Les élèves qui sont à l'heure en 3^{ème} à l'heure, donc qui ont une année de moins que ceux qui sont à l'heure en seconde, ont un score de 468, qui est assez proche de ceux qui sont en seconde générale et technologique. Donc ça, vous donne l'idée de ce que c'est qu'une progression d'une année sur l'autre, une année d'apprentissage supplémentaire. Mais 468, c'est tout à fait proche du score moyen, si on réunit toute la population avec toute son hétérogénéité, si on la ramène à son score moyen de 474, c'est tout près de ce que sont les élèves avec 468 de score. C'est un point important.

Et si la performance des acquis serait contingente aux modes d'organisation scolaire

Voilà deux conclusions différentes qu'on peut tirer de cette exploration. :

- Quelle que soit l'évolution de la gestion du redoublement, le retard de progression dans la carrière scolaire existe et sa signification en termes de niveau atteint est mesurée par des tests. Et de fait, **les orientations à la fin de la 3^{ème} en France font un travail qui n'est pas arbitraire.**
- Ensuite, il y a une deuxième conclusion : le retard, est-ce que c'est simplement l'effet de difficulté scolaire ? Mais on sait que la cause des difficultés se cumule et freine la carrière scolaire et agit évidemment sur les chances ou les risques de redoublement. Et donc **la question devient : mais si on faisait autrement qu'en faisant redoubler, qu'est-ce qui se passerait ?**

C'est un contre-factuel. Si aucun élève ne redoublait ou aucune élève - mais on a vu que les filles redoublent moins que les garçons - est-ce que la moyenne des résultats serait sensiblement plus élevée ? Est-ce que le redoublement en quelque sorte agit de manière négative sur la performance scolaire des élèves ?

Et donc là, si cette hypothèse était poussée au bout, on serait dans une sorte de relativisme institutionnaliste. **La performance mesurable des acquis de connaissance serait entièrement contingente non pas aux acquis des élèves mais au mode d'organisation et de régulation des carrières scolaires, ce qui peut être une tentation.**

Il y a quand des pays disent "zéro redoublement, promotion automatique", c'est un peu l'implicite, c'est de dire : nous allons utiliser les leviers de progression dans la carrière scolaire de manière normée, complètement normée, pour poser que l'hétérogénéité des résultats et des acquis ne doit pas être en quelque sorte traitée par l'outil du redoublement et du retard.

La carrière scolaire pourrait être modulée. Si on dit, le retard existe, on ne peut pas l'empêcher, elle pourrait être modulée en fonction de performance observée séquentiellement, non plus simplement sur une année, mais au fil des mois, des trimestres, et donc on pourrait décider que telle matière qui n'est pas maîtrisée sera l'objet d'un redoublement partiel, en quelque sorte. **Ça, c'est l'hypothèse de la modularité. C'est ainsi une question d'organisation des enseignements/apprentissages qui est assez complexe³⁸. Plus vous voulez aller vers un traitement individualisé des carrières scolaires, plus vous allez augmenter, en quelque sorte, l'appareil organisationnel qu'il faut mettre en face pour traiter cette individualisation des carrières.**

Alors, quand je pose la question de savoir si le retard est-il produit d'un traitement particulier des carrières scolaires qui pourraient être pratiquées autrement, évidemment, se pose la question de comment est-ce que je vais mesurer l'efficacité du système de redoublement et de retard, d'un côté, et le système qui abolit le redoublement et le retard de l'autre ?

Il est difficile de faire une expérimentation grandeur nature, parce que les individus n'ont qu'une vie, et on ne peut pas demander à un élève de faire sa scolarité dans un système, c'est-à-dire où il va, il a des risques de redoublement, et puis ensuite dans un autre, et ensuite, et on lui demande de redoubler, on pourrait inventer peut-être un jumeau numérique, ça serait peut-être intéressant. On a fait beaucoup de recherches en psychologie, en génétique, etc., c'est une industrie de recherche considérable sur les jumeaux, on cherche à mesurer ce qui relève de l'environnement, de la génétique, de la position de la famille, etc., Les jumeaux sont une sorte de cible énorme de la recherche sur ces questions-là. Qu'est-ce qu'on ferait ? Puisqu'on ne peut pas expérimenter avec des élèves, on pourrait inventer ces jumeaux numériques.

Donc, les individus n'ont qu'une vie, on ne peut pas non plus, à vrai dire, utiliser une expérience randomisée, qui est beaucoup pratiquée par ma collègue Esther Duflo, dont le prix Nobel est lié notamment à cette extraordinaire déploiement de recherche randomisées et de recherches expérimentales pour résoudre des problèmes, notamment de pauvreté et aussi d'éducation. Donc, pratiquer une expérience randomisée qui soumettrait deux groupes d'élèves de caractéristiques aussi proches que possible à l'un ou l'autre système est difficile, parce que vous avez compris qu'il y a une durée longue d'observation de ces effets.

Aucune recherche ne peut expliquer 100 % la variance d'un phénomène, comme je l'ai déjà dit, dans le monde social. Et quand on étudie, on essaie d'évaluer l'efficacité ou le manque d'efficacité de tel ou tel procédure, de tel ou tel mécanisme, il faut se garder d'extrapoler, comme le langage naturel adore le faire : "Oui, le système n'est pas efficace, point final, la recherche nous l'a dit." Tout est beaucoup plus compliqué, et l'honneur de la science, c'est malheureusement l'humilité de la complexité. Et en matière scolaire, comme dans les autres, il n'y a pas de vérité révélée, et il n'y a pas de 100 % d'explication de la variance.

³⁸ Complexe parce qu'absente des problématiques traitées dans les formations des enseignants. Ndlr

Conclusion

L'instruction est obligatoire en France au moins jusqu'à 15 ans, et au-delà désormais elle est donnée au plus grand nombre, et quoi qu'il en soit de l'hétérogénéité interne des performances de cette population d'élèves, c'est l'honneur d'un système public d'éducation qui donne aux enfants et aux élèves toutes leurs chances.

Le principe organisateur des carrières scolaires devient celui de la démocratisation non conditionnelle au niveau des acquis mesurés et évalués par les professeurs et par les tests. Les différences entre les élèves existent, mais la trajectoire d'une très forte majorité d'élèves devient linéaire.

Au fond de quoi l'école est-elle responsable quand elle gère les carrières scolaires avec une organisation interne autonome ou non des établissements, des enseignants, des systèmes de recrutement des enseignants qui ont chacun leur action ? De quoi les familles sont-elles responsables ? Veulent-elles manœuvrer ou non ? De quoi les élèves sont-ils ou elles responsables ? Sous quelles conditions les interactions entre école, famille, élèves peuvent-elles obtenir des résultats supérieurs à l'action déterministe de chacun des facteurs ?

Il existe un certain nombre de traits qu'on appelle les principes de stratification : est-ce que les élèves sont scolarisés très tôt et dans le système pré-élémentaire ? Il faut savoir que l'OCDE c'est beaucoup de pays à niveau de développement très varié, donc l'éducation pré-élémentaire n'est pas répandue de la même manière partout. A quel âge commence l'éducation des enfants ? L'éducation obligatoire des enfants ? Quelle est sa durée ? Est-ce qu'on groupe les élèves ou non par niveau ?

La question du tracking se pose, c'est-à-dire de la différenciation des élèves selon les destins qu'on veut leur offrir. On met certains dans des écoles d'excellence, d'autres dans des écoles à vocation professionnelle. Il y a des pays qui le pratiquent assez tôt ... Est-ce qu'on concentre les élèves par niveau dans certaines écoles ou pas d'autres, et donc parmi tous ces facteurs de stratification des systèmes scolaires, il y a la gradation, c'est-à-dire le redoublement, et le travail de l'OCDE a consisté à situer les pays en fonction d'un critère qui est le tracking. Est-ce qu'il y a des mécanismes d'allocation des places dans le système scolaire en fonction du niveau des élèves de manière assez régulière et un peu et contraignante ? La France ne le pratique pas le « early tracking », mais il y a des pays qui le pratiquent qui différencient la population scolaire assez tôt, et Singapour est là-dedans. Singapour qui est au sommet des scores mathématiques. Il y a aussi des pays qui pratiquent « l'ability grouping », donc les classes de niveau, et il y a des pays qui ne pratiquent aucun de ces systèmes, qui sont, dit des pays intégrateurs.

Probablement, la tendance normative de l'OCDE est de situer l'excellence ou la vertu de ce côté-là dans ces pays-là qui évitent tout ça. Mais vous voyez qu'il y a beaucoup de monde ailleurs, et il y a des pays qui évidemment ont des zones de recouvrement, ce sont ceux qui pratiquent à la fois le redoublement et par exemple le early tracking, ou qui pratiquent le hability grouping et le redoublement, etc. Les pays qui pratiquent tout, par exemple les Pays-Bas, la Suisse, parmi nos voisins, Hong Kong en Chine.

La leçon que donne l'OCDE, interroge le redoublement qui a tellement diminué en France. L'OCDE, c'est une grosse machine normative et prescriptive, c'est une machine d'enquête et de production de données gigantesques, mais c'est aussi une machine normative, et donc tout ce qui va dans le sens des lois pour comprimer le redoublement a été applaudi par, le CDE. Mais l'OCDE rajoute plus récemment : "Le gouvernement français a fait marche arrière en précisant qu'il n'était pas interdit de

faire redoubler un élève qui rencontre des difficultés, sauf à l'école maternelle où les élèves sont encore promus automatiquement, et que la décision doit être reprise par le conseil de classe ou par le directeur du collège ». Toutefois, le redoublement, dit l'OCDE, doit rester une exception, et lorsqu'il est précisé, être accompagné d'un programme personnalisé de réussite éducative.

Donc, le CDE n'est pas là pour dire non plus que la France aurait tort de se priver d'un outil qui doit être utilisé avec le plus grand soin possible, mais peut-être pas supprimé intégralement. Mais quand même, c'est la tendance. Et la loi de 2018 a modifié un peu ce qu'avait produit la tendance que voulait produire la loi de 2013 et son décret en 2014, et la conclusion, c'est la question de savoir où ce va et vient réglementaire mènera le système éducatif français reste ouverte.

Une chose semble claire : si le redoublement redevient une politique par défaut, le système éducatif devra consacrer davantage de ressources pour couvrir toutes les années scolaires supplémentaires pendant lesquelles les élèves sont retenus. Il y a eu des évaluations économiques pour dire combien de milliards ça coûte de faire redoubler parce qu'évidemment, la population scolaire, il faut la traiter complètement, donc lui assurer son espérance de scolarité complète, et il faut y mettre le prix, donc il faut faire des arbitrages. C'est toujours la même histoire, coût efficacité bénéfice.

On va regarder ce qui se passe hors de l'école la prochaine fois. Regardez le résultat de cette scolarité normée, c'est le taux de succès au bac qui est spectaculaire, la progression est quand même très forte, le taux de bachelier dans une génération n'a pas cessé d'augmenter, il y a des couches, le bac général, le bac technologique, le bac professionnel, vous voyez, on parle de 1970 à 2022, voilà la massification scolaire et l'élan éducatif, la croissance éducative, elle figure ici à la fin du processus que j'ai décrit, et le taux de réussite, il est là, il est très élevé, il a connu un pic extraordinaire pendant la pandémie, bon voilà, euh, c'est assez facile à comprendre et il redescend un peu, mais il se situe maintenant à 95 % en voie générale, beaucoup moins, 82 % en voie professionnelle et 88 % en voie technologique. L'évolution de l'âge moyen à l'obtention du bac, montre à quel point le réglage des horloges des carrières finit par avoir une incidence complète sur les âges. La progression du niveau de mention entre 1997 et 2019, on accorde plus de mentions qu'auparavant, et zéro mention reste encore légèrement minoritaire en 2019. La qualité du baccalauréat s'est transformée au fur et à mesure, est-ce que le baccalauréat tel qu'il est produit est récompensé et gratifié ? Je finirai la semaine prochaine par explorer tout ce qui concerne l'évolution de la société qui impacte ce système scolaire.

Je vous remercie beaucoup pour votre attention.

**

Chapitre III - dialogue avec l'I.A.

Questionnements introduits dans le dialogue avec l'IA (ChatGPT 3.5)

Q1 : Peux-tu réaliser un texte de synthèse en intégrant les 7 notions suivantes : La compétition sociale et l'accès aux formations diplômantes, l'approche trade-off en éducation, les effets de l'éducation monoparentale dans les résultats scolaires des enfants, l'effet établissement, l'effet maître et l'effet de pairs, la tension entre équité et efficacité dans l'éducation, les différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire.

Proposition n°1 :

Dans nos sociétés contemporaines, l'accès aux formations diplômantes est devenu un enjeu central de la compétition sociale. Le diplôme, autrefois perçu comme un simple accomplissement académique, est désormais largement reconnu comme le sésame pour accéder à des positions professionnelles et sociales privilégiées. Cette évolution a conduit à une intensification de la concurrence pour l'obtention de diplômes, où les individus se trouvent souvent pris dans une dynamique de poursuite de la réussite éducative pour assurer leur insertion sociale et professionnelle (*voir plus loin N°1a... alors mêmes qu'on en connaît les limites*).

Cette compétition sociale soulève des questions complexes quant à l'équité et à l'efficacité dans l'éducation. D'une part, elle peut agir comme un moteur de progrès, incitant les individus à poursuivre leurs études et à se doter de compétences certifiables nécessaires sur le marché du travail. D'autre part, elle peut exacerber les inégalités socio-économiques, laissant certains groupes marginalisés ou défavorisés en marge de cette course aux diplômes.

Dans ce contexte, l'approche trade-off en éducation émerge comme une considération cruciale. Les décideurs éducatifs doivent jongler entre différents impératifs, tels que l'équité, l'efficacité, et la reconnaissance des différences individuelles. Par exemple, la prise en compte des effets de l'éducation monoparentale dans les résultats scolaires des enfants soulève la question de savoir comment concilier le soutien aux familles monoparentales avec la promotion de l'égalité des chances dans l'éducation.

Par ailleurs, les recherches sur l'effet établissement, l'effet maître et l'effet de pairs mettent en lumière l'importance des interactions sociales et environnementales dans le processus éducatif. Ces facteurs influencent les performances scolaires des élèves et la dynamique des classes, mais ils peuvent également être le reflet des inégalités existantes au sein du système éducatif.

Dans ce contexte, les différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire prennent tout leur sens. Il est crucial de reconnaître la diversité des besoins des élèves et d'adopter des approches différenciées pour soutenir leur apprentissage. Cela implique de concevoir des politiques éducatives inclusives qui tiennent compte des réalités socio-économiques et familiales des élèves, tout en promouvant l'égalité des chances et en visant l'excellence pour tous.

En somme, l'éducation contemporaine est confrontée à une série de défis complexes, où la tension entre l'équité et l'efficacité se fait souvent sentir. Naviguer à travers ces enjeux exige une approche équilibrée, où les politiques éducatives visent à répondre aux besoins diversifiés des élèves tout en promouvant une société plus juste et plus inclusive.

Complément n°1a : Mais que dire de plus du fait que l'on connaît les limites de cette dynamique ?

Effectivement, la course à l'obtention de diplômes et la valorisation accrue du diplôme comme moyen d'accès aux opportunités sociales et professionnelles ne sont pas sans limites. Voici quelques considérations supplémentaires sur ce sujet :

1. **Inégalités d'accès** : Cette dynamique peut exacerber les inégalités d'accès à l'éducation et aux opportunités professionnelles. Les individus issus de milieux socio-économiques défavorisés peuvent être désavantagés dans cette compétition en raison de contraintes financières, d'un accès limité à des ressources éducatives de qualité et de barrières culturelles.
2. **Survalorisation du diplôme** : La survalorisation du diplôme peut conduire à une focalisation excessive sur les résultats académiques au détriment d'autres formes d'apprentissage et de développement personnel. Cela peut créer une pression intense sur les étudiants, les poussant parfois à choisir des voies éducatives qui ne correspondent pas à leurs intérêts ou à leurs aspirations réelles.
3. **Dévalorisation des compétences pratiques** : En mettant l'accent sur l'obtention de diplômes, il existe un risque de dévalorisation des compétences pratiques et de l'expérience professionnelle. Certaines professions et industries peuvent exiger des compétences spécifiques qui ne sont pas nécessairement reflétées par un diplôme académique, mais qui sont tout aussi importantes pour le succès professionnel.
4. **Effets sur la santé mentale** : La pression constante pour réussir académiquement peut avoir des conséquences néfastes sur la santé mentale des individus, notamment en entraînant du stress, de l'anxiété et des problèmes de bien-être émotionnel. Il est essentiel de reconnaître et de prendre en compte ces aspects dans les politiques éducatives et sociales.
5. **Érosion de la valeur du diplôme** : La prolifération des diplômes peut également entraîner une érosion de leur valeur, en particulier si le marché du travail est saturé de diplômés pour des postes limités. Cela peut conduire à des situations où les individus sont surqualifiés pour les emplois qu'ils occupent, entraînant un sous-emploi et une déception professionnelle.

En somme, bien que le diplôme reste un facteur important dans l'accès aux opportunités sociales et professionnelles, il est essentiel de reconnaître ses limites et de promouvoir des approches éducatives plus diversifiées et inclusives qui valorisent également les compétences pratiques, l'expérience professionnelle et le bien-être des individus.

Complément n°1b : *Comment intégrer dans cette réflexion la question de la disparition des emplois due à la robotisation ?*

Dans nos sociétés contemporaines, l'accès aux formations diplômantes est devenu un enjeu central de la compétition sociale. Le diplôme, autrefois perçu comme un simple accomplissement académique, est désormais largement reconnu comme le sésame pour accéder à des positions professionnelles et sociales privilégiées. Cette évolution a conduit à une intensification de la concurrence pour l'obtention de diplômes, où les individus se trouvent souvent pris dans une dynamique de poursuite de la réussite éducative pour assurer leur insertion sociale et professionnelle.

Cependant, il est essentiel de reconnaître les limites de cette dynamique. En effet, l'évolution rapide de la technologie, notamment la robotisation et l'automatisation, a entraîné la disparition progressive de nombreux emplois traditionnels. Les tâches routinières et répétitives sont de plus en plus automatisées, ce qui remet en question le lien traditionnel entre l'obtention d'un diplôme et l'assurance d'une sécurité d'emploi. Les diplômes ne garantissent plus nécessairement l'accès à un emploi stable et bien rémunéré, car de nombreux emplois sont menacés par l'obsolescence technologique.

Face à cette réalité, il devient crucial de repenser la valeur des formations diplômantes et de promouvoir une éducation axée sur le développement de compétences adaptatives et transférables. Les individus doivent être préparés à s'adapter à un marché du travail en constante évolution, en acquérant des compétences telles que la pensée critique, la résolution de problèmes, la créativité et la collaboration. De plus, les politiques publiques et les initiatives éducatives doivent viser à combler le fossé entre l'éducation formelle et les besoins du marché du travail, en offrant des programmes de formation professionnelle et technique qui répondent aux exigences du monde professionnel moderne.

En résumé, bien que l'obtention d'un diplôme reste importante dans la compétition sociale, il est crucial de reconnaître les limites de cette dynamique face aux défis posés par la robotisation et l'automatisation. Une approche plus holistique de l'éducation et de la formation est nécessaire pour préparer les individus à réussir dans un monde du travail en mutation constante.

Q2 : Peux-tu rajouter dans ta proposition la question de "l'hétérogénéité socio-scolaire des classes : comment faire ?"

Proposition n°2 :

Dans les sociétés contemporaines, l'accès aux formations diplômantes est devenu un enjeu majeur de compétition sociale. Le diplôme est souvent perçu comme le moyen légitime par excellence d'accéder à des positions professionnelles et sociales qui exigent un savoir certifiable. Cette évolution a entraîné une pression accrue sur les individus pour obtenir des diplômes, créant ainsi une compétition intense pour accéder à l'éducation supérieure.

Cependant, cette focalisation sur le diplôme soulève la question de l'équité dans l'éducation. La tension entre équité et efficacité dans l'éducation est palpable, notamment lorsque l'on considère l'hétérogénéité socio-scolaire des classes. Les différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire sont des réponses possibles à cette tension. Cependant, il est essentiel de prendre en compte les effets de l'éducation monoparentale dans les résultats scolaires des enfants, ainsi que les effets de l'établissement, de l'enseignant et des pairs.

L'effet établissement fait référence à l'impact que l'école elle-même a sur la réussite des élèves, tandis que l'effet maître désigne l'influence de l'enseignant sur les résultats académiques et le développement des élèves. Parallèlement, l'effet de pairs joue un rôle crucial dans les attitudes, les comportements et les performances académiques des élèves.

Face à cette complexité, une approche trade-off en éducation peut être nécessaire. Cette approche implique de trouver un équilibre entre différents objectifs et contraintes, tout en tenant compte de l'hétérogénéité socio-scolaire des classes. Il est crucial de promouvoir une éducation inclusive qui reconnaît et valorise la diversité des élèves, tout en offrant un soutien adapté aux besoins individuels.

En conclusion, la question de l'accès aux formations diplômantes et de la compétition sociale dans l'éducation met en lumière les défis complexes auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs contemporains. Une approche équilibrée, prenant en compte les différents facteurs et enjeux, est essentielle pour garantir une éducation de qualité et équitable pour tous les élèves.

Q3 : Peux-tu développer chacun des chapitres ?

Proposition n°3 :

1. Compétition sociale et accès aux formations diplômantes :

Dans nos sociétés contemporaines, le diplôme est devenu un élément crucial pour l'accès aux opportunités professionnelles et sociales. Les individus sont soumis à une pression croissante pour obtenir des diplômes afin de se démarquer sur le marché du travail et de progresser socialement. Cette compétition pour l'accès aux formations diplômantes est alimentée par la perception générale selon laquelle le diplôme est le moyen légitime par excellence de démontrer ses compétences et ses qualifications. En conséquence, l'accès à l'éducation supérieure est devenu un enjeu majeur de compétition sociale, créant des défis d'équité et d'accès pour de nombreux individus, en particulier ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés.

2. Tension entre équité et efficacité dans l'éducation :

La tension entre équité et efficacité dans l'éducation reflète le défi de concilier la promotion de l'égalité des chances avec la recherche de résultats académiques optimaux. Alors que l'objectif de l'équité vise à garantir que tous les individus aient un accès égal aux opportunités éducatives, l'efficacité cherche à maximiser les performances académiques et les résultats des élèves. Cette tension peut se manifester à différents niveaux du système éducatif, notamment dans les politiques d'affectation des ressources, les méthodes pédagogiques et les critères de sélection des élèves.

3. Hétérogénéité socio-scolaire des classes : comment faire ?

L'hétérogénéité socio-scolaire des classes fait référence à la diversité des milieux socio-économiques et des niveaux de préparation académique au sein d'une même classe. Pour répondre à cette diversité, les enseignants doivent adopter des stratégies pédagogiques différenciées qui tiennent compte des besoins individuels des élèves. Cela peut impliquer l'utilisation de méthodes d'enseignement variées, la mise en place de groupes de niveau, la fourniture de soutien supplémentaire aux élèves en difficulté, et la création d'un environnement inclusif où tous les élèves se sentent valorisés et soutenus.

4. Différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire :

Les différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire renvoient aux choix et aux parcours éducatifs adoptés par les individus en fonction de leurs besoins, de leurs aspirations et de leurs ressources. Certains élèves peuvent opter pour des filières d'études plus académiques, tandis que d'autres peuvent choisir des formations professionnelles ou techniques. De même, les familles peuvent investir dans des ressources éducatives supplémentaires telles que des cours particuliers, des activités parascolaires ou des programmes de soutien scolaire en fonction des besoins individuels de leurs enfants.

5. Effets de l'éducation monoparentale dans les résultats scolaires des enfants :

Les familles monoparentales peuvent rencontrer des défis spécifiques qui peuvent influencer les résultats scolaires des enfants. Les facteurs tels que le soutien parental, la stabilité familiale, les ressources financières et le niveau de stress familial peuvent tous jouer un rôle dans les performances académiques des enfants. Les enseignants et les éducateurs doivent être sensibles à ces défis et offrir un soutien supplémentaire aux élèves issus de familles monoparentales pour les aider à réussir à l'école.

6. Effet établissement, effet maître et effet de pairs :

L'effet établissement se réfère à l'impact que l'école elle-même a sur la réussite des élèves, tandis que l'effet maître désigne l'influence de l'enseignant sur les résultats académiques et le développement des élèves. Parallèlement, l'effet de pairs joue un rôle crucial dans les attitudes, les comportements et les performances académiques des élèves. Comprendre ces effets est essentiel pour améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles, ainsi que pour promouvoir un environnement scolaire favorable à la réussite de tous les élèves.

Q4 : Peux-tu commenter cette phrase : « une fois qu'on est diplômé et qu'on on a accédé à l'éducation, et bien on agit évidemment autrement que quand on est un des premiers arrivé dans le dans le système »

Proposition n°4 :

Cette phrase soulève une perspective intéressante sur l'impact de l'éducation et du statut de diplômé sur les comportements et les attitudes des individus. Voici quelques commentaires sur cette affirmation :

1. **Évolution des perspectives** : Une fois qu'une personne a accédé à l'éducation et obtenu un diplôme, elle peut développer de nouvelles perspectives sur le monde et sur elle-même. L'éducation peut élargir les horizons, favoriser la réflexion critique et encourager une compréhension plus approfondie des enjeux sociaux et professionnels.
2. **Changement de statut social** : Obtenir un diplôme peut également entraîner un changement de statut social et de perception de soi. Les diplômés peuvent se sentir plus confiants et plus légitimes dans leur position sociale, ce qui peut influencer leurs interactions avec les autres et leurs choix de vie.
3. **Responsabilités accrues** : Avec l'éducation et le diplôme viennent souvent des responsabilités accrues, tant sur le plan professionnel que personnel. Les diplômés peuvent être amenés à assumer des rôles de leadership, à prendre des décisions importantes et à contribuer activement à la société.
4. **Impact sur les comportements** : Les individus diplômés peuvent adopter des comportements différents de ceux qui sont moins éduqués. Ils peuvent être plus enclins à rechercher des opportunités d'apprentissage continu, à s'engager dans des activités culturelles ou communautaires et à promouvoir des valeurs telles que l'égalité des chances et le progrès social.
5. **Conscience des enjeux éducatifs** : Les diplômés peuvent également être plus sensibles aux défis et aux enjeux du système éducatif, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation, la qualité de

l'enseignement et l'égalité des chances. Ils peuvent être plus enclins à soutenir des initiatives visant à améliorer l'éducation pour tous.

En résumé, cette phrase met en lumière les transformations personnelles et sociales qui peuvent découler de l'accès à l'éducation et de l'obtention d'un diplôme. Elle souligne l'importance de l'éducation dans la formation des individus et dans la construction d'une société plus éclairée et équitable.

***Q5** : que penser de ceci : le diplôme est devenu le moyen légitime par excellence de l'accès aux positions sociales et professionnelles qui exige un savoir certifiable et que la compétition sociale s'était déplacé vers l'accès aux formations diplômantes évidemment d'inégal niveau puisque les formations sont plus ou moins longues et exigent des spécialisations plus ou moins sélectives et aussi d'inégale valeur à nombre d'années de formation spécialisé donné, et ceux qui sont gagnants dans cette course savent aussi transmettre à leurs enfants des moyens éducatifs et matériels de parvenir eux-mêmes à réussir scolairement.*

Proposition n°5 :

Cette affirmation soulève plusieurs points pertinents sur la manière dont le diplôme est devenu un critère central pour l'accès aux positions sociales et professionnelles, ainsi que sur les inégalités qui peuvent découler de cette dynamique. Voici quelques réflexions sur cette déclaration :

1. **Le diplôme comme moyen d'accès aux opportunités sociales et professionnelles** : Il est indéniable que dans de nombreuses sociétés, le diplôme est devenu un prérequis pour accéder à des postes professionnels et sociaux de haut niveau. Les employeurs utilisent souvent le diplôme comme un indicateur de compétence et de qualification, ce qui peut créer des barrières pour ceux qui n'ont pas eu accès à une éducation formelle de qualité.
2. **Inégalités liées à la durée et à la sélectivité des formations** : La compétition pour accéder aux formations diplômantes varie en fonction de facteurs tels que la durée des études et la sélectivité des programmes. Les formations plus longues et les spécialisations plus sélectives peuvent créer des inégalités en termes d'accès pour les individus issus de milieux socio-économiques défavorisés, qui peuvent avoir moins de ressources pour soutenir des études prolongées ou pour répondre aux exigences d'admission.
3. **Transmission intergénérationnelle des avantages éducatifs** : Il est vrai que les individus qui réussissent dans la course vers l'obtention de diplômes ont souvent les moyens d'offrir à leurs enfants des opportunités éducatives et matérielles supérieures. Cette transmission intergénérationnelle des avantages éducatifs peut contribuer à perpétuer les inégalités sociales et économiques au fil du temps.
4. **Réflexion sur les systèmes éducatifs** : Ces observations soulignent la nécessité d'examiner de manière critique les systèmes éducatifs et les politiques publiques pour s'attaquer aux inégalités d'accès à l'éducation et aux opportunités sociales. Il est essentiel de promouvoir des politiques qui favorisent l'égalité des chances et qui offrent un soutien accru aux individus défavorisés pour accéder à une éducation de qualité et réussir dans le monde professionnel.

En somme, cette affirmation met en lumière les défis complexes auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines en matière d'éducation et d'accès aux opportunités sociales. Elle souligne l'importance de créer des systèmes éducatifs plus inclusifs et équitables pour promouvoir le progrès social et économique pour tous.

***Q6** : peux-tu développer cette proposition : Plus vous voulez aller vers un traitement individualisé des carrières scolaires, plus vous allez augmenter l'appareil organisationnel qu'il faut mettre en place pour construire cette individualisation des apprentissages*

Proposition n°6 :

Lorsqu'on envisage un traitement individualisé des carrières scolaires, cela implique de répondre aux besoins spécifiques de chaque élève en termes d'apprentissage, de développement et de progression académique. Cette approche reconnaît que chaque apprenant est unique, avec des forces, des

faiblesses et des intérêts différents, nécessitant donc des parcours éducatifs adaptés à leurs besoins individuels.

Cependant, la mise en œuvre d'un tel système nécessite un appareil organisationnel robuste. Voici quelques raisons pour lesquelles cela est nécessaire :

1. **Collecte et analyse de données** : Pour individualiser les parcours d'apprentissage, il est essentiel de collecter des données sur chaque élève, y compris leurs performances académiques, leurs styles d'apprentissage, leurs intérêts et leurs objectifs. Ces données doivent ensuite être analysées pour comprendre les besoins spécifiques de chaque élève.
2. **Élaboration de programmes personnalisés** : Sur la base des données collectées, il est nécessaire de développer des programmes éducatifs personnalisés pour chaque élève. Cela peut impliquer la création de plans d'étude spécifiques, l'adaptation des méthodes pédagogiques *en ayant notamment recours aux méthodes d'éducation actives*, et la sélection de ressources d'apprentissage appropriées *telles que celles produites par la pédagogie Freinet pour l'école primaire et le collège en France ou par Maria Montessori pour l'école maternelle*.
3. **Suivi et évaluation continue** : L'individualisation des carrières scolaires nécessite un suivi continu de la progression de chaque élève. Cela implique des évaluations régulières pour mesurer les progrès, identifier les domaines où des ajustements sont nécessaires et fournir un feedback constructif aux élèves et aux enseignants.
4. **Coordination et communication** : Dans un système où chaque élève suit un parcours éducatif unique, il est crucial d'avoir des mécanismes de coordination et de communication efficaces entre les enseignants, les administrateurs scolaires, les parents et les élèves eux-mêmes. Cela garantit que toutes les parties prenantes sont alignées sur les objectifs éducatifs et travaillent ensemble pour soutenir la réussite de chaque élève.
5. **Formation du personnel enseignant** : Les enseignants doivent être formés pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes éducatifs individualisés. Cela nécessite souvent des formations supplémentaires sur les méthodes d'enseignement différenciées, l'utilisation des technologies éducatives et la gestion de classe adaptée aux besoins divers des élèves.

En résumé, plus l'on aspire à un traitement individualisé des carrières scolaires, plus il est nécessaire de mettre en place un appareil organisationnel solide pour soutenir cette individualisation des apprentissages. Cela implique des processus de collecte et d'analyse de données, la conception de programmes personnalisés, un suivi continu, une coordination efficace et une formation du personnel enseignant.

**

Chapitre IV - Éléments de problématisation : Que peut l'école ?

Problématique n°1 : De l'ambiguïté des politiques publiques par une approche trade-off

La politique d'éducation, qui a une large part publique mais pas exclusivement, la politique publique d'éducation engendre elle-même des mécanismes qui peuvent perpétuer des écarts de chance alors même qu'elle a contribué de fait à les réduire dans un premier temps. Le problème est-il alors de savoir si une société qui soutient l'éducation peut enclencher en permanence une égalité des chances, ou bien plutôt d'analyser pourquoi et comment elle engendre des phénomènes de transmission des avantages éducatifs de génération en génération.

Problématique n°2 : La question du temps scolaire et le hors-temps scolaire

L'école n'occupe que 15 ou 16 % du temps éveillé d'un enfant et d'un adolescent, entre l'âge de 3 ou 4 ans et l'âge de 18 ans, donc 85 % du temps de ce jeune individu n'est pas capté par l'école et donc la question qui se pose tout de suite : c'est que peut-on imputer à l'école exactement dans la production de l'éducation qui est une affaire conjointe ? Qu'est-ce qu'on peut imputer à l'école, et qu'est-ce qu'elle peut faire ? L'école primaire peut réduire les écarts des enfants qui arrivent avec un bagage différent, du fait de la première éducation qui est familiale, et on sait qu'il y a des écarts considérables selon les milieux sociaux dans cette première éducation familiale. L'école peut arriver à les réduire ces écarts jusqu'à un certain point pendant les premières années et puis arrivent les vacances et les vacances perturbent considérablement le jeu.

Problématique n°3 : La co-éducation et la place des parents dans l'école

Aujourd'hui les familles monoparentales représentent 1/4 des familles françaises, alors qu'elles étaient un 1/10^{ème} des familles il y a 40 ans. Par ailleurs l'impact du numérique et ses addictions auprès des très jeunes enfants constituent les éléments d'un travail solidaire avec ces familles en difficulté.

Problématique n°4 : École = Une problématique sociétale et macro-économique

Le débat concernant notre modèle éducatif semble s'être perdu dans la confusion des valeurs et des objectifs. Les questions qui se posent : quelle est la part des dépenses publiques et des dépenses privées ? Et quelles sont les valeurs, les objectifs qui justifient que l'éducation soit à la charge de l'un ou l'autre, collectivité publique ou famille ? Jusqu'à quel niveau doit-on rendre l'éducation gratuite pour tous de la même manière ? Quelle est la bonne place à donner aux familles dans le système éducatif ?

Problématique n°5 : Une approche par les représentations : Le niveau baisse-t-il ou monte-t-il ? Une fausse bonne question ...

La baisse de compétence est générale, des plus performants aux moins performants, mais là encore, il faut décomposer sans arrêt. On connaît les tests nationaux qui ont été faits selon des mêmes protocoles depuis les années 70, et on a montré que les performances déclinent assez continuellement depuis les années 70. Ce symptôme de perte d'efficacité a un autre volet : c'est celui de l'efficacité incertaine de la politique d'éducation prioritaire, qui était destinée à réduire les inégalités des chances et de réussite, et qui opère selon un principe compensatoire à allouer plus de ressources pédagogiques et humaines dans les établissements et les réseaux d'établissement appelés REP et REP+, Réseau d'éducation prioritaire et Réseau d'éducation prioritaire plus. Donc, avec un supplément d'effort qui concentre des élèves de milieu socialement et économiquement défavorisés. Et récemment, on a accéléré ce dispositif de réduction de la taille des classes et on ne connaît pas son effet à long terme.

Problématique n°6 : Une approche par les controverses ... pour stabiliser les éléments du diagnostic !

Analysons la question scolaire à travers les controverses sur les réformes de politiques scolaires, à travers les résultats des évaluations internationales, mais aussi à travers les stratégies des familles qui recréent des écarts de chance là où l'école doit s'employer à les réduire, à travers les controverses sur l'efficacité des modèles pédagogiques (dont le défaut d'autorité), à travers le débat sur l'encadrement ou la liberté du choix de l'établissement dans lequel scolariser ses enfants, à travers la part exacte que prend la scolarité dans la formation éducative des enfants et des adolescents, et plus généralement à travers cette tension entre équité et efficacité d'une part, et à travers la question de l'importance respective du niveau de financement de l'éducation par du PIB, la rémunération des personnels et du bon design organisationnel de ce que c'est qu'un système d'enseignement, c'est-à-dire le degré d'autonomie des établissements, la gestion des carrières des personnels, la gestion de l'unité sociale et scolaire des classes, pour augmenter espérons à la fois l'équité et l'efficacité de l'action publique d'éducation.

Problématique n°7 : l'évaluation des politiques compensatoires, lorsqu'elles existent vraiment, est rendue plus incertaine

Aujourd'hui, elles sont incertaines à double titre : d'abord parce que l'on ne connaît pas l'effet de longue portée de ce type de réforme, par exemple, réduire la taille des classes dans le secteur primaire, notamment à l'école primaire, en CP, en CE1, et puis en CE2 progressivement. Et récemment, on a accéléré ce dispositif de réduction de la taille des classes et on ne connaît pas son effet à long terme. Est-ce qu'il va persister si l'on a pu, au fond, diminuer les écarts de performance des élèves qui entrent dans ces réseaux ? Est-ce qu'on a pu diminuer les écarts de chance ou pas à long terme ? Ça, c'est un premier point. Deuxième point, c'est que les efforts pour réduire la taille des classes sont assez récents et de plus en plus forts, et donc on n'a pas encore le recul nécessaire pour les évaluer. En tout cas, nous avons ici la matière, en quelque sorte, d'une discussion assez développée sur ce que c'est que l'efficacité du système éducatif et ce que sont les expérimentations qu'on peut y introduire et qui peuvent agir avec toutes sortes de leviers, dont celui de la réduction de la taille des classes et du nombre d'élèves par classe, qui ont une efficacité peut être instantanée mais peut-être pas de longue portée.

Problématique n°8 : Pour mieux comprendre ce qui se passe dans l'école il faut regarder ce qui se passe à l'extérieur de l'école

Les individus diplômés sont plus nombreux à être en couple que les moins diplômés. Les familles monoparentales, en particulier celles dirigées par une mère, sont économiquement plus défavorisées que les familles biparentales et entretiennent un lien social plus faible avec leur communauté environnante et manquent de ce capital social sur lequel les autres familles peuvent s'appuyer en cas de besoin. En conséquence, les résultats scolaires des enfants élevés dans des familles biparentales sont sensiblement plus élevés, toutes choses égales par ailleurs, que ceux des enfants élevés dans des familles monoparentales. Aujourd'hui en France les familles monoparentales représentent 1/4 des familles françaises, alors qu'elles étaient un 1/10ème des familles il y a 40 ans. Les écarts de compétences en lecture et en mathématiques entre les enfants dont la mère a fait des études supérieures et ceux dont la mère a abandonné ses études secondaires sont importants à l'âge de 3 ans (donc avant la scolarisation) et n'augmentent que légèrement, environ 10%, à l'âge de 18 ans. La position sociale des parents n'explique que 20 à 30 % de la variance des performances des enfants. Quels sont les autres facteurs ? Ils sont au nombre de 4 : effet établissement, effet maître, effet groupe classe – ou effet des pairs, et l'effet « libre arbitre individuel » qui ne se confond pas avec l'effet environnement familial, car on a tous des exemples de famille où les membres de la fratrie ont des itinéraires parfois opposés. Voilà pour la richesse de l'humain qui ne se laisse pas facilement enfermer dans des fatalités statistiques ...

Problématique n°9 : Plus vous voulez aller vers un traitement individualisé des carrières scolaires, plus vous allez augmenter l'appareil organisationnel qu'il faut mettre en place pour construire cette individualisation des apprentissages

L'école « agit et peut » notamment dès le début de la scolarité, et sans elle les écarts de chances et de compétences entre les enfants et les adolescents seraient vertigineux et parfaitement dynastiques. Pour gérer simultanément l'équité et l'efficacité de formation d'une population scolaire, de plus en plus nombreuse et hétérogène, les marges de manœuvre de l'école et des enseignants sont certes limitées, mais l'identification d'exemples performants supportés par des expérimentations validées, l'engagement de ressources suffisantes (salaires et formation) et le bon design organisationnel de la production d'éducation doivent permettre d'atteindre ce double objectif d'efficacité et d'équité. Toutefois ces éléments constitutifs d'un design organisationnel de l'éducation, apparaît comme une variable essentielle qui est beaucoup plus complexe à manier que celle des seules ressources – par définition toujours insuffisantes - parce qu'elle concerne toutes les parties prenantes du système en convoquant l'architecture de la relation entre les parents, les enfants, les établissements, les collectivités territoriales, le monde associatif, l'état, et les corps intermédiaires de tous les professionnels impliqués dans l'éducation.

Voir le site Od'ecol le référentiel des Ateliers de Micro-Enseignement Tutoré

<https://www.odecol.org/liste-ressource>



Dossier Odecol "Recherche-action sur l'entrée dans le métier en Afrique"
Document de travail mis à la disposition de la recherche et des entrants dans le métier au Niger - 2023

**

Chapitre 4 - Les données ... ne sont jamais données...

12 données pour piloter un système éducatif

Donnée n°1 : La France est dans une situation paradoxale : les scores aux tests internationaux sont moyens par rapport aux autres pays avancés, dû à une forte proportion d'élèves en difficulté. L'écart de score entre les 10 % les plus performants et les 10 % les moins performants est l'un des plus importants des pays participants au test PISA.

Donnée n°2 : Un indice possible de la transformation du système – progression scolaire, c'est le taux de redoublement en baisse constante, et un autre indice, c'est le taux de bachelier en hausse constante.

Donnée n°3 : La position sociale des parents n'explique pas 100 % de la variance des performances des enfants, elle n'explique que 20 à 30 %.

Données n°4 : pour les cohortes scolarisées dans les deux décennies après les "30 glorieuses" – *en gros entre les années 1980 et 2000* - l'inégalité des chances est restée essentiellement stable, ou a diminué très lentement.

Données n°5 : Au cours des 25 dernières années – *en gros depuis les années 2000* - l'inégalité des chances a décliné à travers l'accès croissant, et aujourd'hui très majoritaire, d'abord à l'enseignement primaire et secondaire jusqu'en 3e, puis au secondaire complet jusqu'au bac. Aujourd'hui, c'est presque 80 % de chaque génération qui obtient le bac – le bas général et technologique plafonnant depuis 20 ans à environ 65% des bacheliers, et cet élan s'est ensuite développé et étendu à l'enseignement supérieur, certes sans atteindre le niveau du secondaire, mais avec tout de même une progression impressionnante.

Données n°6 : Les progrès de la formation des femmes ont été beaucoup plus importants que ceux des hommes, bien au-delà d'un simple phénomène de rattrapage, puisque les femmes sont aujourd'hui plus diplômées jusqu'aux niveaux les plus élevés.

Données n°7 : La part de la dépense publique de l'éducation en France dans son PIB correspond à la moyenne des dépenses des pays de l'OCDE.

Données n°8 : Les femmes sont aujourd'hui plus diplômées que les hommes jusqu'aux niveaux les plus élevés.

Données n°9 : Aux USA, les individus diplômés sont plus nombreux à être en couple que les moins diplômés. Les familles monoparentales, en particulier celles dirigées par une mère, sont économiquement plus défavorisées que les familles biparentales et entretiennent un lien social plus faible avec leur communauté environnante et manquent de ce capital social sur lequel les autres familles peuvent s'appuyer en cas de besoin. En conséquence, les résultats scolaires des enfants élevés dans des familles biparentales sont sensiblement plus élevés, toutes choses égales par ailleurs, que ceux des enfants élevés dans des familles monoparentales.

Données n°10 : Lorsque deux parents qui se mettent en couple, étant tous deux dotés d'un niveau de formation supérieure, ils déploient des stratégies d'investissement éducatif parental plus intensif, directement et indirectement.

Donnée n°11 : L'école n'occupe, après tout, que 15 % de la vie éveillée d'un élève, toutes années de scolarité cumulées.

Donnée n°12 : Les écarts de compétences en lecture et en mathématiques entre les enfants dont la mère a fait des études supérieures et ceux dont la mère a abandonné ses études secondaires sont importants à l'âge de 3 ans (donc avant la scolarisation) et n'augmentent que légèrement, environ 10%, à l'âge de 18 ans.

**

Chapitre V - Émergences de nouvelles hypothèses proposées par l'équipe Od'ecol

Hypothèse n°1 : Pour diminuer l'entropie des systèmes éducatifs

Les problématiques résistantes qui structurent les dynamiques évolutives des systèmes éducatifs, se construisent au fil du temps sur des ambivalences stabilisées par le moyen de trade-off, c'est-à-dire de compromis qui ont pour fonction de masquer les conflits d'intérêts et d'usages en présence.

C'est la raison pour laquelle ces problématiques résistantes, au nombre limité, mais fortement impactant le système, ne peuvent être solutionnées indépendamment d'un déplacement des résistances enjeu. Pour identifier ces résistances, il est alors nécessaire d'intervenir en les remettant en cause les fonctionnements mêmes des systèmes éducatifs, par l'octroi d'un droit réel et inconditionné à priori à l'expérimentation, favorable alors au développement d'expérimentations locales, dont l'évaluation contrôlée à postériori permet ensuite, plutôt qu'un passage à l'échelle, plus sûrement l'essaimage de pôles de compétences diversifiés, davantage en phase avec les conditions locales de fonctionnement des systèmes.

Hypothèse n°2 : Il faut que l'école réinvestissent le champ du hors temps scolaire en renouant avec l'éducation populaire dans le cadre d'une économie contributive

Puisque les écoles ne scolarisent ou ne captent que 15 à 16 % de la vie éveillée des enfants, il faut chercher à modifier cette situation.

Hypothèse n°3 : La performance mesurable des acquis de connaissance serait entièrement contingente non pas aux acquis des élèves mais au mode d'organisation et de régulation des carrières scolaires

La carrière scolaire pourrait être modulée. Si on dit, le retard existe, on ne peut pas l'empêcher, elle pourrait être modulée en fonction de performance observée séquentiellement, non plus simplement sur une année, mais au fil des mois, des trimestres, et donc on pourrait décider que telle matière qui n'est pas maîtrisée sera l'objet d'un redoublement partiel, en quelque sorte. Cette modularité repose sur la question des modes d'organisation des enseignements/apprentissages et le développement de l'autonomie des apprenants et de la place des tuteurs. Plus vous voulez aller vers un traitement individualisé des carrières scolaires, plus vous allez augmenter l'appareil organisationnel qu'il faut mettre en place pour construire cette individualisation des apprentissages et donc des carrières.

Hypothèse n°4 : Prendre en compte les comportements stratégiques et différenciés des familles

Si la croissance de l'offre et de la demande d'éducation est découplée du taux de croissance de l'économie, et que le taux de diplômés de l'enseignement supérieur augmente plus rapidement que le taux d'emploi de qualification supérieure, alors l'incertitude sur le rendement exact d'une formation supérieure augmente aussi, notamment pour ceux qui ne bénéficient pas des effets cumulés d'une trajectoire scolaire réussie au départ et des ressources familiales disponibles. Ainsi, la réduction des écarts de chance dépend moins de l'action des autorités publiques, car ces inégalités sont désormais plus engendrées par les comportements différenciés des familles. Il s'agit donc de prendre en compte les comportements stratégiques et différenciés des familles privilégiées. Cela nécessite une requalification symbolique et financière des métiers délaissés malgré leur fort potentiel comme l'artisanat, ou l'agriculture par exemple, et cela passe nécessairement par une transformation des curriculums afin de valoriser ces savoirs et savoirs faire endogènes.

**

Chapitre VI - Définition des concepts avec *ChatGPT*

1. Synchronisation de la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation

La synchronisation de la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation est un concept qui met en avant l'importance d'aligner le développement économique avec les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation. Cela implique que la croissance économique et le progrès éducatif doivent être harmonisés et se renforcer mutuellement pour favoriser un développement global et durable.

Voici quelques points clés sur cette synchronisation :

1. **Capital humain** : L'éducation est souvent considérée comme un moteur clé de la croissance économique, car elle permet de développer le capital humain. Des niveaux plus élevés d'éducation peuvent conduire à une main-d'œuvre plus qualifiée, innovante et productive, ce qui est essentiel pour stimuler la croissance économique à long terme.
2. **Innovation et productivité** : L'éducation favorise l'innovation et la créativité en fournissant aux individus les compétences et les connaissances nécessaires pour résoudre les problèmes, développer de nouvelles technologies et améliorer les processus de production. Une économie qui investit dans l'éducation est souvent plus innovante et productive.
3. **Adaptabilité** : Dans un monde en constante évolution, où de nouvelles technologies émergent et où les modèles économiques changent rapidement, une population bien éduquée est plus apte à s'adapter aux changements et à saisir les opportunités qui se présentent. Cela renforce la résilience économique et réduit les risques de chômage structurel.
4. **Réduction des inégalités** : L'accès à une éducation de qualité peut contribuer à réduire les inégalités socio-économiques en offrant des opportunités égales à tous les individus, indépendamment de leur origine sociale ou économique. Cela favorise une croissance économique plus inclusive et durable.
5. **Développement durable** : Une population éduquée est mieux équipée pour comprendre les enjeux du développement durable et agir de manière responsable pour préserver les ressources naturelles et réduire les impacts environnementaux. La synchronisation de la croissance économique avec une éducation axée sur le développement durable peut favoriser une prospérité à long terme.

Pour réaliser une synchronisation efficace entre la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation, les gouvernements, les institutions éducatives et les acteurs économiques doivent collaborer étroitement. Cela implique des politiques qui favorisent l'accès à une éducation de qualité, des investissements dans la formation professionnelle et continue, ainsi que des initiatives visant à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat. En travaillant ensemble, il est possible de créer un cercle vertueux où une économie dynamique alimente une éducation de qualité, qui à son tour soutient une croissance économique durable.

2. Désynchronisation de la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation

La désynchronisation de la dynamique de l'économie et la dynamique de croissance de l'éducation se produit lorsque les progrès dans le domaine de l'éducation ne correspondent pas aux besoins ou aux évolutions de l'économie. Cette situation peut entraîner plusieurs conséquences néfastes pour la société et l'économie en général :

1. **Chômage structurel** : Si les compétences développées par le système éducatif ne correspondent pas aux besoins du marché du travail, cela peut conduire à un chômage structurel, où les travailleurs sont incapables de trouver un emploi en raison d'un manque de compétences appropriées.
2. **Perte de compétitivité économique** : Une main-d'œuvre insuffisamment qualifiée peut entraîner une perte de compétitivité économique à l'échelle internationale. Les entreprises pourraient avoir du mal à rivaliser sur les marchés mondiaux si elles ne disposent pas de travailleurs hautement qualifiés et innovants.

3. **Inégalités sociales** : Une désynchronisation entre l'éducation et l'économie peut aggraver les inégalités sociales en créant des barrières à l'entrée sur le marché du travail pour certains groupes de la population, en particulier les plus défavorisés.
4. **Sous-utilisation des ressources humaines** : Lorsque les compétences des travailleurs ne sont pas adaptées aux besoins du marché, cela peut conduire à une sous-utilisation des ressources humaines. Les individus pourraient occuper des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés ou être incapables d'exploiter pleinement leur potentiel.
5. **Déficit de productivité** : Un manque d'investissement dans l'éducation et le développement des compétences peut entraîner un déficit de productivité à long terme. Les économies qui ne parviennent pas à former leur main-d'œuvre efficacement risquent de voir leur croissance économique ralentir.

Pour éviter la désynchronisation entre l'économie et l'éducation, il est essentiel que les décideurs politiques, les éducateurs et les acteurs économiques collaborent étroitement. Cela pourrait impliquer la révision des programmes éducatifs pour les aligner sur les besoins du marché du travail, l'investissement dans la formation professionnelle et le développement des compétences tout au long de la vie, ainsi que la promotion de la recherche et de l'innovation pour stimuler la croissance économique. En mettant en place des politiques et des initiatives qui favorisent une meilleure harmonisation entre l'éducation et l'économie, il est possible de créer un environnement propice à une croissance économique durable et inclusive.

3. Différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire

Les différenciations de trajectoires scolaires et de stratégies d'investissement scolaire font référence aux variations dans les parcours éducatifs des individus ainsi qu'aux différentes approches adoptées pour investir dans le système éducatif. Voici quelques points pour comprendre ces différenciations :

1. **Trajectoires scolaires** :
 - Les trajectoires scolaires se réfèrent aux parcours individuels des élèves à travers le système éducatif, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, voire au-delà.
 - Ces trajectoires peuvent varier en fonction de facteurs tels que le niveau socio-économique, le contexte familial, les capacités académiques, les intérêts personnels, etc.
 - Certains élèves peuvent suivre des trajectoires scolaires linéaires, progressant régulièrement d'un niveau à l'autre, tandis que d'autres peuvent rencontrer des difficultés ou choisir des voies alternatives telles que l'apprentissage professionnel ou l'enseignement à distance.
2. **Stratégies d'investissement scolaire** :
 - Les stratégies d'investissement scolaire font référence aux décisions prises par les gouvernements, les institutions éducatives, les familles et d'autres parties prenantes pour allouer des ressources à l'éducation.
 - Ces investissements peuvent être dirigés vers divers domaines, tels que l'amélioration des infrastructures scolaires, le recrutement et la formation des enseignants, le développement de programmes éducatifs, la mise en place de politiques visant à réduire les inégalités, etc.
 - Les stratégies d'investissement scolaire peuvent varier en fonction des priorités politiques, des ressources disponibles et des besoins spécifiques des élèves et des communautés.

Les différenciations de trajectoires scolaires peuvent être influencées par les stratégies d'investissement scolaire mises en œuvre dans un pays ou une région donnée. Par exemple, des investissements ciblés dans les écoles des quartiers défavorisés peuvent aider à réduire les disparités socio-économiques en offrant des ressources supplémentaires et un soutien accru aux élèves issus de milieux moins favorisés. De même, des politiques visant à renforcer l'accès à l'éducation pour les groupes marginalisés peuvent contribuer à réduire les écarts de réussite scolaire.

En résumé, les différenciations de trajectoires scolaires et les stratégies d'investissement scolaire sont deux aspects interconnectés du système éducatif qui jouent un rôle crucial dans la façon dont les individus accèdent à l'éducation, progressent dans leur parcours scolaire et contribuent à la société.

4. La tension entre équité efficacité dans l'éducation

La tension entre l'équité et l'efficacité dans l'éducation est un défi complexe rencontré par de nombreux systèmes éducatifs à travers le monde. Voici une explication de cette tension et des façons dont elle peut se manifester :

1. **Équité :**
 - L'équité dans l'éducation concerne l'idée que chaque individu devrait avoir un accès égal aux opportunités éducatives, quel que soit son origine socio-économique, son genre, son ethnie ou d'autres facteurs démographiques.
 - Cela implique de s'assurer que tous les élèves ont accès à des ressources éducatives de qualité, à un enseignement adapté à leurs besoins, et à un environnement scolaire inclusif qui favorise la réussite pour tous.
 - Les efforts pour promouvoir l'équité dans l'éducation visent à réduire les disparités de réussite scolaire entre les groupes défavorisés et favorisés, et à offrir des opportunités égales de réussite à tous les élèves.
2. **Efficacité :**
 - L'efficacité dans l'éducation se réfère à la capacité du système éducatif à atteindre ses objectifs de manière efficiente, en maximisant l'utilisation des ressources disponibles pour produire des résultats d'apprentissage optimaux.
 - Cela implique souvent de se concentrer sur des mesures telles que les résultats académiques des élèves, les taux de diplomation, l'efficacité des enseignants et des programmes éducatifs, ainsi que la rentabilité des investissements dans l'éducation.

La tension entre l'équité et l'efficacité dans l'éducation peut se manifester de plusieurs manières :

1. **Allocation des ressources :** Il peut être difficile d'équilibrer la nécessité de fournir des ressources supplémentaires aux écoles et aux élèves les plus défavorisés pour promouvoir l'équité, tout en garantissant que ces ressources sont utilisées de manière efficace pour améliorer les résultats d'apprentissage.
2. **Évaluation des performances :** Les systèmes d'évaluation des performances, tels que les tests standardisés, peuvent favoriser l'efficacité en mesurant les progrès des élèves, mais ils peuvent également créer des inégalités si les élèves des groupes défavorisés ont moins de ressources pour réussir dans ces évaluations.
3. **Politiques d'éducation :** Les politiques éducatives visant à améliorer l'efficacité, telles que les programmes de réforme du curriculum ou les incitations financières pour les écoles performantes, peuvent parfois négliger les besoins spécifiques des élèves défavorisés, compromettant ainsi l'équité.

Pour surmonter cette tension, les décideurs politiques et les praticiens de l'éducation doivent adopter une approche équilibrée qui reconnaît l'importance à la fois de l'équité et de l'efficacité. Cela peut impliquer l'élaboration de politiques et de pratiques qui tiennent compte des besoins différents des élèves, tout en promouvant des normes élevées d'enseignement et d'apprentissage pour tous. En fin de compte, un système éducatif équitable et efficace est essentiel pour assurer la réussite de tous les élèves et favoriser le développement social et économique à long terme.

5. Effet établissement, effet maître, effet de pairs

Les concepts d'effet établissement, d'effet maître et d'effet de pairs sont des éléments clés dans la compréhension des dynamiques qui influencent l'apprentissage des élèves et la qualité de l'éducation. Voici une explication de chacun de ces concepts :

1. **Effet établissement :**
 - L'effet établissement se réfère à l'impact que l'école elle-même a sur la réussite des élèves, indépendamment des caractéristiques individuelles des élèves.

- Cet effet peut être influencé par des facteurs tels que la qualité des ressources éducatives, le climat scolaire, le leadership de l'établissement, les politiques éducatives mises en œuvre, etc.
 - Un établissement scolaire avec des ressources adéquates, des enseignants qualifiés, un bon leadership et un environnement d'apprentissage positif est plus susceptible d'avoir un effet positif sur la réussite des élèves.
2. **Effet maître :**
- L'effet maître se réfère à l'influence qu'a l'enseignant sur la réussite académique des élèves.
 - La qualité de l'enseignement, les compétences pédagogiques, l'engagement, le soutien apporté aux élèves, la relation enseignant-élève, etc., sont des éléments qui contribuent à l'effet maître.
 - Des enseignants bien formés, motivés et efficaces ont tendance à avoir un impact positif sur la performance et le développement des élèves.
3. **Effet de pairs :**
- L'effet de pairs se réfère à l'influence que les camarades de classe ont sur la réussite scolaire et le comportement des élèves.
 - Les interactions sociales, le niveau de motivation, les normes de comportement, l'apprentissage coopératif, etc., sont des aspects qui peuvent être influencés par l'effet de pairs.
 - Les élèves peuvent être encouragés à s'engager davantage dans l'apprentissage et à adopter des comportements positifs par le biais de l'interaction avec leurs pairs.

Ces concepts mettent en lumière l'importance de l'environnement éducatif dans le processus d'apprentissage des élèves. La tension entre l'équité et l'efficacité dans l'éducation se situe souvent dans la manière dont ces effets interagissent. Par exemple :

- Pour promouvoir l'équité, il est essentiel de veiller à ce que tous les établissements scolaires aient accès à des ressources de qualité et à des enseignants compétents, afin de réduire les disparités entre les écoles.
- Pour maximiser l'efficacité, il est important de mettre en place des politiques et des pratiques qui favorisent un environnement d'apprentissage propice, tant au niveau de l'établissement qu'au niveau de la salle de classe, afin d'optimiser les effets établissement, maître et de pairs.

Trouver le juste équilibre entre ces objectifs peut être un défi pour les systèmes éducatifs, mais c'est essentiel pour assurer un apprentissage de qualité pour tous les élèves, quel que soit leur contexte socio-économique ou leurs caractéristiques individuelles.

6. Les variables de l'effet établissement scolaire

L'effet établissement scolaire fait référence à l'impact que l'école elle-même a sur les résultats académiques des élèves, au-delà des caractéristiques individuelles des élèves. Les variables qui influent sur cet effet peuvent être nombreuses et variées. Voici quelques-unes des variables couramment étudiées dans la recherche sur l'effet établissement scolaire :

1. **Qualité des enseignants :** La compétence, l'expérience et les qualifications des enseignants sont des facteurs importants qui peuvent influencer l'effet établissement. Les écoles dotées d'enseignants qualifiés et expérimentés ont tendance à produire de meilleurs résultats scolaires chez les élèves.
2. **Climat scolaire :** Le climat scolaire, y compris les normes de comportement, le sentiment d'appartenance, le soutien social et la sécurité, peut avoir un impact significatif sur la réussite des élèves. Les écoles offrant un environnement positif et favorable à l'apprentissage ont tendance à obtenir de meilleurs résultats.
3. **Leadership de l'établissement :** Le leadership exercé par la direction de l'école est un autre facteur crucial. Un leadership fort, axé sur la vision, la gestion efficace des ressources et le soutien aux enseignants, peut contribuer à améliorer les performances globales de l'école.
4. **Ressources matérielles et financières :** Les ressources disponibles dans une école, telles que les équipements, les livres, les technologies de l'information, les installations sportives, etc., peuvent

également avoir un impact sur l'effet établissement. Les écoles bien dotées en ressources matérielles et financières ont souvent de meilleures performances.

5. **Taille de l'école** : La taille de l'école peut également jouer un rôle. Les recherches suggèrent qu'il existe un lien entre la taille de l'école et la qualité de l'expérience éducative des élèves, bien que ce lien puisse varier en fonction du contexte.
6. **Composition socio-économique des élèves** : Bien que l'effet établissement se concentre sur l'impact de l'école elle-même, la composition socio-économique des élèves peut également jouer un rôle. Les écoles accueillant des élèves issus de milieux socio-économiques plus favorisés ont parfois des résultats scolaires globalement meilleurs.
7. **Pratiques pédagogiques et programmes éducatifs** : Les méthodes d'enseignement, les programmes éducatifs et les pratiques pédagogiques adoptées par une école peuvent également influencer l'effet établissement. Les écoles qui mettent en œuvre des pratiques pédagogiques efficaces et des programmes adaptés aux besoins des élèves ont souvent de meilleurs résultats.

Ces variables ne sont que quelques exemples parmi d'autres qui peuvent influencer l'effet établissement scolaire. Comprendre ces variables est crucial pour les décideurs politiques, les administrateurs scolaires et les chercheurs qui cherchent à améliorer la qualité de l'éducation et à favoriser la réussite des élèves.

7 . Les variables de l'effet maître

L'effet maître, également connu sous le nom d'effet enseignant, fait référence à l'impact qu'a un enseignant sur les résultats académiques et le développement des élèves. Plusieurs variables peuvent influencer cet effet, voici quelques-unes des principales :

1. **Compétences pédagogiques** : Les compétences et les capacités pédagogiques de l'enseignant sont l'une des variables les plus importantes. Cela inclut la capacité à expliquer clairement les concepts, à organiser efficacement les leçons, à utiliser des méthodes d'enseignement variées et à fournir un feedback constructif aux élèves.
2. **Relation enseignant-élève** : La qualité de la relation entre l'enseignant et les élèves joue un rôle crucial dans l'efficacité de l'enseignement. Les enseignants qui établissent des relations positives, empathiques et encourageantes avec leurs élèves peuvent favoriser un climat d'apprentissage plus favorable et encourager la motivation des élèves.
3. **Expérience professionnelle** : L'expérience professionnelle de l'enseignant peut également influencer son efficacité. Les enseignants plus expérimentés ont souvent développé une expertise dans la gestion de classe, la différenciation pédagogique et la compréhension des besoins des élèves, ce qui peut se traduire par de meilleurs résultats académiques.
4. **Formation et développement professionnel** : Les enseignants qui ont accès à une formation continue et à des opportunités de développement professionnel sont mieux équipés pour répondre aux besoins diversifiés des élèves et pour mettre en œuvre des pratiques pédagogiques innovantes et efficaces.
5. **Attentes élevées** : Les enseignants qui ont des attentes élevées envers leurs élèves et qui croient en leur potentiel ont tendance à susciter des performances académiques plus élevées. L'effet Pygmalion, par exemple, montre que les attentes positives des enseignants peuvent influencer positivement les performances des élèves.
6. **Style d'enseignement** : Le style d'enseignement de l'enseignant, y compris son approche didactique, son organisation de classe et sa gestion du temps, peut influencer la manière dont les élèves s'engagent dans l'apprentissage et assimilent les connaissances.
7. **Capacité à différencier l'enseignement** : Les enseignants capables de différencier leur enseignement pour répondre aux besoins individuels des élèves, en tenant compte des différents niveaux de compétence, des styles d'apprentissage et des intérêts, peuvent avoir un impact significatif sur les résultats académiques.

En résumé, l'effet maître est influencé par une combinaison complexe de compétences, de relations, d'expérience, de formation et d'attitudes des enseignants. En comprenant ces variables et en investissant dans le développement professionnel des enseignants, il est possible de renforcer leur efficacité et d'améliorer les résultats des élèves.

8. Les variables de l'effet pairs

L'effet de pairs, également connu sous le nom d'influence des pairs, fait référence à l'impact que les camarades de classe ont sur les comportements, les attitudes et les performances académiques des élèves. Voici ce que l'on sait généralement sur cet effet :

1. **Motivation et engagement** : Les pairs peuvent influencer positivement la motivation et l'engagement des élèves dans l'apprentissage. Les interactions avec des pairs enthousiastes et impliqués peuvent encourager les élèves à s'investir davantage dans leurs études et à adopter des attitudes positives envers l'école.
2. **Normes de comportement** : Les élèves sont souvent influencés par les normes de comportement établies par leurs pairs. Par exemple, des recherches montrent que les élèves ont tendance à imiter le comportement des pairs qui réussissent académiquement ou qui ont des attitudes positives envers l'école.
3. **Collaboration et coopération** : Travailler en groupe avec des pairs peut favoriser la collaboration, la coopération et l'apprentissage entre pairs. Les élèves peuvent bénéficier de perspectives différentes, de compétences complémentaires et de soutien mutuel lorsqu'ils travaillent ensemble sur des projets ou des tâches académiques.
4. **Influence sociale** : Les pairs peuvent exercer une influence sociale sur les comportements et les attitudes des élèves, qu'il s'agisse de comportements positifs (comme la participation en classe) ou négatifs (comme le comportement perturbateur). Cette influence peut être particulièrement forte chez les adolescents qui accordent souvent une grande importance à l'opinion de leurs pairs.
5. **Auto-perception et estime de soi** : Les interactions avec les pairs peuvent avoir un impact sur l'estime de soi et la perception de soi des élèves. Les élèves qui sont bien intégrés dans leur groupe de pairs et qui bénéficient de relations positives peuvent avoir une estime de soi plus élevée et une perception plus positive de leurs compétences académiques.
6. **Impact sur les résultats académiques** : L'effet de pairs peut également influencer les résultats académiques des élèves. Les études montrent que les élèves ont souvent des résultats similaires à ceux de leurs pairs, et que la composition de la classe en termes de niveau de compétence, de motivation et d'attitudes peut avoir un impact sur les performances individuelles.

En résumé, l'effet de pairs est un phénomène complexe qui peut avoir une influence significative sur les attitudes, les comportements et les performances académiques des élèves. Comprendre cette influence peut aider les enseignants et les éducateurs à créer des environnements de classe favorables qui encouragent la collaboration, la coopération et la réussite académique pour tous les élèves.

9. Comment ne pas vouloir le meilleur pour ses enfants ou comment vouloir le meilleur pour ses enfants ?

Vouloir le meilleur pour ses enfants est une aspiration naturelle pour la plupart des parents. Cependant, la façon dont cette volonté se manifeste peut varier en fonction de nombreux facteurs, notamment les valeurs familiales, les ressources disponibles, les attentes culturelles et les circonstances personnelles. Voici quelques réflexions sur les deux côtés de cette question...

Comment ne pas vouloir le meilleur pour ses enfants :

1. **Manque de ressources** : Certaines familles peuvent ne pas avoir accès aux ressources financières ou aux opportunités nécessaires pour offrir à leurs enfants ce que l'on considère généralement comme "le meilleur". Dans ces cas, les parents peuvent se concentrer sur la satisfaction des besoins de base plutôt que sur des objectifs plus ambitieux.
2. **Définitions différentes de "meilleur"** : La notion de ce qui constitue le "meilleur" peut varier d'une culture à l'autre ou même d'une famille à l'autre. Certains parents peuvent privilégier le bonheur et l'épanouissement personnel de leurs enfants plutôt que la réussite académique ou professionnelle.
3. **Défis personnels** : Les parents peuvent être confrontés à leurs propres défis personnels, tels que des problèmes de santé mentale, des difficultés financières ou des pressions extérieures, ce qui peut affecter leur capacité à se concentrer sur le bien-être de leurs enfants de la manière qu'ils aimeraient.

Comment vouloir le meilleur pour ses enfants :

1. **Éducation et opportunités** : Les parents peuvent aspirer à offrir à leurs enfants une éducation de qualité, des opportunités d'apprentissage, des expériences enrichissantes et des possibilités d'épanouissement personnel. Cela peut inclure l'accès à des écoles de qualité, des activités parascolaires, des voyages et des occasions de développement personnel.
2. **Soutien et affection**: Vouloir le meilleur pour ses enfants implique également de leur offrir un soutien émotionnel, des encouragements et de l'affection. Les parents cherchent souvent à créer un environnement familial sûr et aimant où leurs enfants se sentent soutenus dans leurs efforts et valorisés pour ce qu'ils sont.
3. **Autonomie et indépendance** : Les parents peuvent aspirer à équiper leurs enfants des compétences nécessaires pour réussir dans la vie et devenir des adultes autonomes et indépendants. Cela peut impliquer de les encourager à prendre des décisions, à assumer des responsabilités et à apprendre à surmonter les défis.
4. **Équilibre entre le bien-être et la réussite** : Vouloir le meilleur pour ses enfants ne se limite pas seulement à la réussite académique ou professionnelle, mais aussi à leur bien-être global. Les parents peuvent aspirer à trouver un équilibre entre la poursuite des objectifs personnels et la préservation de la santé mentale, des relations saines et du bonheur de leurs enfants.

En conclusion, vouloir le meilleur pour ses enfants est une aspiration universelle pour de nombreux parents, mais la manière dont cette volonté se concrétise peut varier en fonction de divers facteurs. L'essentiel est souvent de chercher à créer un environnement où les enfants peuvent s'épanouir et réaliser leur potentiel, quels que soient les défis rencontrés en cours de route.

10. Les effets de l'éducation monoparentale dans les résultats scolaires des enfants

L'éducation monoparentale, où un seul parent assume la responsabilité principale de l'éducation et du bien-être des enfants, peut avoir des effets variés sur les résultats scolaires des enfants. Voici quelques facteurs à considérer :

Facteurs influençant les résultats scolaires :

1. **Soutien parental** : Dans les familles monoparentales, le niveau de soutien et d'implication du parent peut varier en fonction de nombreux facteurs tels que le temps disponible, le niveau de stress, les ressources financières, etc. Un parent peut avoir plus de difficultés à offrir un soutien scolaire constant et à superviser les devoirs.
2. **Stabilité familiale** : Les familles monoparentales peuvent parfois être confrontées à des défis liés à la stabilité familiale, tels que les déménagements fréquents, les tensions familiales ou les difficultés financières, ce qui peut perturber le processus d'apprentissage des enfants et influencer négativement leurs résultats scolaires.
3. **Ressources financières** : Les familles monoparentales sont souvent confrontées à des contraintes financières, ce qui peut limiter l'accès à des ressources éducatives supplémentaires telles que les tutorats, les cours particuliers, les activités parascolaires, etc., qui peuvent avoir un impact sur les performances scolaires des enfants.
4. **Soutien social et réseau familial** : Le manque de soutien social et de réseau familial peut également être un défi pour les familles monoparentales. Avoir un réseau de soutien solide peut aider à atténuer certains des stress et des difficultés associés à l'éducation monoparentale, ce qui peut avoir un impact positif sur les résultats scolaires des enfants.

Effets possibles sur les résultats scolaires :

1. **Performance académique** : Les études ont montré que les enfants issus de familles monoparentales ont tendance à avoir des résultats scolaires légèrement inférieurs en moyenne par rapport à ceux issus de familles biparentales. Cependant, il est important de noter que de nombreux autres facteurs peuvent influencer ces résultats.
2. **Comportement et engagement scolaire** : Les enfants de familles monoparentales peuvent parfois présenter des niveaux plus élevés de comportements perturbateurs ou d'absentéisme scolaire, en raison du stress familial ou du manque de supervision parentale.
3. **Réussite éducative à long terme** : Bien que les enfants de familles monoparentales puissent rencontrer des obstacles supplémentaires sur le plan éducatif, de nombreuses recherches ont

montré que le soutien familial, les opportunités d'apprentissage et d'autres facteurs peuvent jouer un rôle crucial dans leur réussite éducative à long terme.

En conclusion, les effets de l'éducation monoparentale sur les résultats scolaires des enfants peuvent être complexes et dépendent de nombreux facteurs interconnectés. Bien que certaines études aient identifié des différences statistiques dans les performances scolaires, il est important de reconnaître que chaque enfant et chaque famille est unique, et que des interventions de soutien appropriées peuvent aider à atténuer les défis et à favoriser le succès académique des enfants issus de familles monoparentales.

11. L'hétérogénéité socio-scolaire des classes : comment faire ?

La gestion de l'hétérogénéité socio-scolaire dans les classes est un défi majeur pour les éducateurs et les établissements scolaires. Voici quelques stratégies qui peuvent être mises en œuvre pour répondre à cette diversité et favoriser un environnement d'apprentissage inclusif et équitable :

1. **Différenciation pédagogique** : Les enseignants peuvent adapter leur enseignement pour répondre aux besoins variés des élèves en utilisant des stratégies de différenciation pédagogique. Cela peut inclure la modification du contenu, des méthodes d'enseignement et des évaluations en fonction des niveaux de compétence, des styles d'apprentissage et des intérêts des élèves.
2. **Regroupement flexible** : Les élèves peuvent être regroupés de manière flexible en fonction de leurs besoins et de leurs capacités. Cela peut permettre aux enseignants de fournir un soutien supplémentaire aux élèves ayant des difficultés, tout en offrant des défis appropriés aux élèves plus avancés.
3. **Collaboration entre pairs** : Encourager la collaboration entre pairs peut être bénéfique pour tous les élèves, car cela leur permet de partager leurs connaissances, leurs compétences et leurs perspectives. Les activités de travail en groupe peuvent favoriser l'apprentissage coopératif et aider les élèves à développer leurs compétences sociales et cognitives.
4. **Soutien individualisé** : Certains élèves peuvent avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour réussir en classe. Les écoles peuvent offrir des services de soutien individuel, tels que des cours de rattrapage, des services d'aide aux devoirs, des programmes de tutorat, ou encore des services d'orientation et de conseil.
5. **Programmes de remédiation et d'enrichissement** : Les écoles peuvent proposer des programmes de remédiation pour les élèves en difficulté, ainsi que des programmes d'enrichissement pour ceux qui ont des besoins académiques plus élevés. Cela permet de répondre aux besoins variés des élèves et de les aider à progresser à leur propre rythme.
6. **Formation continue des enseignants** : Les enseignants peuvent bénéficier d'une formation continue sur les meilleures pratiques pour gérer l'hétérogénéité socio-scolaire en classe. Cela peut les aider à développer leurs compétences en différenciation pédagogique, en gestion de classe et en évaluation pour mieux soutenir tous les élèves.
7. **Engagement des familles** : Impliquer les familles dans le processus éducatif peut également être bénéfique pour les élèves. Les écoles peuvent organiser des réunions, des ateliers et des événements pour informer les parents sur les progrès de leurs enfants et les impliquer dans leur éducation.

En combinant ces différentes stratégies, les établissements scolaires peuvent créer un environnement inclusif où tous les élèves ont la possibilité de réussir, quel que soit leur niveau socio-économique ou leurs antécédents scolaires. L'objectif est de reconnaître et de valoriser la diversité des élèves tout en leur offrant les soutiens et les opportunités nécessaires pour atteindre leur plein potentiel académique et personnel.

12. Qu'est-ce qu'une approche trade-off en éducation ?

Une approche trade-off en éducation fait référence à la reconnaissance et à la gestion des compromis ou des échanges entre différents objectifs, politiques ou stratégies éducatives. Comme dans d'autres domaines, en éducation, il est souvent nécessaire de prendre des décisions qui impliquent des compromis entre des priorités concurrentes. Voici quelques exemples de trade-offs courants en éducation :

1. **Qualité vs. Quantité** : Il peut y avoir un trade-off entre la qualité et la quantité de l'enseignement. Par exemple, une classe plus petite peut offrir une meilleure attention individualisée aux élèves, mais elle peut aussi être plus coûteuse en ressources humaines et financières.

2. **Équité vs. Excellence** : Les politiques visant à promouvoir l'équité en éducation, telles que la réduction des écarts de réussite entre les groupes socio-économiques, peuvent parfois être perçues comme étant en conflit avec les efforts visant à promouvoir l'excellence académique pour tous les élèves.
3. **Uniformité vs. Individualisation** : Il existe souvent un trade-off entre les approches éducatives uniformes, qui garantissent une cohérence et une équité, et les approches individualisées, qui répondent aux besoins spécifiques des élèves mais qui peuvent être plus coûteuses en termes de ressources et de planification.
4. **Innovation vs. Tradition** : Les décideurs doivent parfois choisir entre investir dans de nouvelles approches pédagogiques ou technologiques pour répondre aux besoins changeants des élèves, et maintenir des pratiques traditionnelles qui peuvent être plus familières mais moins efficaces.
5. **Court terme vs. Long terme** : Les décisions en matière d'éducation peuvent impliquer des trade-offs entre les avantages à court terme, tels que l'amélioration immédiate des résultats scolaires, et les avantages à long terme, tels que le développement des compétences et des connaissances durables.

Comprendre ces trade-offs est essentiel pour les décideurs politiques, les administrateurs scolaires, les enseignants et les autres parties prenantes dans le domaine de l'éducation. Il est rare qu'une solution soit entièrement bénéfique sans impliquer de compromis, et la capacité à évaluer et à gérer ces compromis de manière éclairée peut contribuer à des décisions plus efficaces et équilibrées en matière d'éducation.

13. La compétition sociale et l'accès aux formations diplômantes

Ce constat reflète une évolution sociale et économique où le diplôme est devenu un critère central pour l'accès à certaines positions sociales et professionnelles. Voici quelques points à considérer à ce sujet :

1. **Valorisation du diplôme** : Dans de nombreuses sociétés contemporaines, le diplôme est largement valorisé comme une clé d'accès aux opportunités professionnelles et sociales. Les employeurs ont tendance à utiliser le niveau d'éducation comme un critère de sélection pour les emplois, considérant souvent le diplôme comme une preuve de compétences et de qualifications.
2. **Compétition pour l'accès à l'éducation** : Avec la reconnaissance accrue de la valeur du diplôme, il y a souvent une compétition intense pour accéder aux formations diplômantes, en particulier dans les filières considérées comme prestigieuses ou offrant de bonnes perspectives professionnelles. Cela peut entraîner une pression accrue sur les individus pour obtenir des diplômes, parfois au détriment d'autres formes d'apprentissage ou de développement personnel.
3. **Évolution des exigences professionnelles** : Dans de nombreux secteurs, les exigences professionnelles ont évolué vers une demande de compétences spécifiques et certifiables, ce qui renforce encore l'importance du diplôme comme preuve de ces compétences. Cela peut également contribuer à une perception accrue de la nécessité d'obtenir un diplôme pour réussir sur le marché du travail.
4. **Inégalités d'accès à l'éducation** : Cette focalisation sur le diplôme peut également exacerber des inégalités socio-économiques, car l'accès à une éducation de qualité et à des formations diplômantes peut être limité pour certains groupes sociaux en raison de facteurs tels que le coût, l'accès aux ressources éducatives et les barrières culturelles.
5. **Réflexion sur d'autres formes de reconnaissance des compétences** : Face à cette importance accrue accordée au diplôme, il existe une réflexion croissante sur d'autres formes de reconnaissance des compétences, telles que les certifications professionnelles, les compétences pratiques et l'expérience professionnelle. Ces alternatives visent à élargir les opportunités d'accès aux emplois et aux positions sociales au-delà du seul critère du diplôme.

En somme, le constat que le diplôme est devenu un moyen légitime et souvent essentiel pour accéder à certaines positions sociales et professionnelles met en lumière les dynamiques complexes de l'éducation, du marché du travail et des inégalités sociales dans nos sociétés contemporaines.

14. La méritocratie ne fait que légitimer la division sociale par le biais de l'éducation

Cette citation est souvent attribuée à Michael Young, l'auteur de "The Rise of Meritocracy". Dans son livre, Young critique la notion de méritocratie en soulignant que, loin de promouvoir l'égalité des chances, elle peut en réalité renforcer les inégalités sociales en légitimant la division sociale par le biais de l'éducation.

Young met en garde contre le fait que la méritocratie, en valorisant la réussite individuelle basée sur le mérite et l'effort, peut créer une nouvelle élite éducative qui monopolise les positions sociales et professionnelles de pouvoir. Cette élite méritocratique, souvent issue des classes aisées et ayant eu accès à des opportunités éducatives et sociales privilégiées, peut reproduire et perpétuer les inégalités sociales.

Ainsi, plutôt que de remédier aux inégalités sociales, la méritocratie peut aggraver la division sociale en légitimant l'idée que ceux qui réussissent le font grâce à leur mérite individuel, sans tenir compte des avantages structurels et des privilèges dont ils ont pu bénéficier. Cette critique souligne l'importance de prendre en compte les déterminants sociaux et économiques dans l'accès à l'éducation et dans la réussite individuelle, et plaide en faveur de politiques visant à réduire les inégalités et à promouvoir une société plus équitable.

15. L'égalité de résultats ou « equality of outcome » en anglais

"Equality of outcome" signifie littéralement "égalité des résultats". Cela désigne un concept ou une idéologie selon laquelle tous les individus devraient avoir des résultats ou des conditions de vie équivalents, quelles que soient leurs circonstances ou leurs efforts individuels. En d'autres termes, l'égalité des résultats vise à garantir que tous les membres d'une société obtiennent des résultats similaires ou égaux, que ce soit en termes de revenus, de statut social, d'accès aux ressources ou de qualité de vie.

Contrairement à l'égalité des chances, qui se concentre sur l'égalité des opportunités pour tous les individus, l'égalité des résultats se concentre sur l'égalité des résultats finaux. Cela signifie que, dans une société où l'égalité des résultats est valorisée, les inégalités économiques, sociales et autres seraient minimisées, et chaque individu aurait des conditions de vie similaires, indépendamment de facteurs tels que la naissance, le talent, ou l'effort individuel. L'égalité des résultats est souvent associée à des idéologies politiques de gauche ou socialistes, qui prônent des politiques de redistribution des richesses et des ressources pour atteindre un niveau plus égalitaire de bien-être pour tous les membres de la société. Cependant, ce concept peut également susciter des débats sur la faisabilité, la justice et les implications pratiques d'une telle approche dans la gouvernance et la politique publiques.

Enfin des nuances sont apportées par des économistes (Thomas Piketty ou Gaël Giraud) qui prônent une limitation des écarts de salaires qui après redistribution iraient par exemple de 1 à 3. Plus globalement, ces économistes, ont proposé des mesures pour limiter les écarts de revenus après redistribution dans le but de promouvoir une plus grande égalité économique et sociale. Ils soutiennent souvent des politiques telles que des impôts progressifs, des programmes de sécurité sociale renforcés, un salaire minimum plus élevé et des régulations pour limiter les rémunérations excessives dans certaines industries. L'idée est de réduire les inégalités de revenu et de richesse afin de créer une société plus juste et plus équitable, tout en reconnaissant également l'importance de l'efficacité économique et de la croissance.

16. L'intelligence artificielle n'est qu'une association probabiliste d'un état de données de ce que nous savons

Cette phrase souligne une perspective importante sur l'intelligence artificielle (IA) en mettant l'accent sur son fonctionnement en tant qu'association probabiliste de données existantes. Voici quelques points à considérer :

1. **Approche probabiliste de l'IA** : En effet, de nombreuses techniques d'intelligence artificielle, telles que l'apprentissage automatique et les réseaux de neurones, reposent sur des modèles probabilistes pour analyser et interpréter les données. Ces modèles utilisent des probabilités pour estimer les relations entre les différentes variables et pour prendre des décisions ou faire des prédictions.
2. **Association des données existantes** : L'IA s'appuie largement sur les données existantes pour apprendre et généraliser à partir de ces informations. Elle utilise des algorithmes pour détecter des modèles, des tendances et des corrélations dans les données, et elle les utilise ensuite pour prendre des décisions ou pour réaliser des tâches spécifiques.
3. **Limites de l'IA** : Bien que l'IA puisse être très performante dans de nombreux domaines, il est important de reconnaître ses limites. Par exemple, l'IA peut avoir du mal à gérer des situations nouvelles ou imprévues pour lesquelles elle n'a pas été formée, et elle peut également reproduire les biais présents dans les données sur lesquelles elle est entraînée.
4. **Interprétation et compréhension** : Comprendre que l'IA repose sur des associations probabilistes de données peut aider à mieux interpréter ses résultats et ses prédictions. Il est important de garder à

l'esprit que ces prédictions sont basées sur des probabilités et peuvent donc comporter une certaine incertitude.

En résumé, la phrase souligne une caractéristique fondamentale de l'intelligence artificielle en tant qu'association probabiliste de données existantes. Cette perspective offre un éclairage précieux sur le fonctionnement de l'IA et peut aider à mieux comprendre ses applications et ses limites.

17. La division du travail augmente la différenciation des tâches et leur complexité.

La division du travail fait référence à la répartition des différentes tâches d'un processus de production ou d'une activité entre différents individus ou groupes spécialisés. Lorsque la division du travail est mise en place, chaque personne se concentre sur une tâche spécifique pour laquelle elle peut développer une expertise, plutôt que de prendre en charge l'ensemble du processus. Cette pratique est souvent associée à une augmentation de la différenciation des tâches et de leur complexité.

En clair, cela signifie que lorsque les tâches sont divisées entre plusieurs personnes ou groupes, chaque individu se spécialise dans une tâche particulière. Cette spécialisation conduit à une différenciation accrue des tâches, car chacune devient plus spécifique et distincte des autres. De plus, cette spécialisation peut également entraîner une augmentation de la complexité des tâches, car chaque individu peut devoir maîtriser des compétences spécialisées et traiter des aspects plus détaillés de la tâche qui lui est assignée.

En résumé, la division du travail conduit à une différenciation accrue des tâches, chaque personne se spécialisant dans une tâche spécifique, ce qui peut également entraîner une augmentation de la complexité des tâches individuelles.

18. « Welfare State »

Le terme "Welfare State", traduit en français par "État-providence", désigne un système politique et économique dans lequel l'État joue un rôle important dans la protection et le bien-être social de ses citoyens. Les principaux objectifs d'un État-providence sont de garantir la sécurité économique, la protection sociale et l'égalité des chances pour tous les membres de la société. Voici quelques caractéristiques clés d'un État-providence :

1. **Protection sociale** : L'État-providence offre une gamme de services sociaux et de prestations destinés à soutenir les individus dans des situations de besoin ou de vulnérabilité. Cela peut inclure des programmes de sécurité sociale tels que l'assurance maladie, l'assurance chômage, les allocations familiales, les pensions de retraite, etc.
2. **Intervention économique** : L'État-providence intervient également dans l'économie pour promouvoir le bien-être social. Cela peut se traduire par des politiques de redistribution des richesses, des programmes de stimulation économique, des réglementations du marché du travail, des politiques fiscales progressistes, etc.
3. **Services publics** : Les services publics sont généralement considérés comme un élément central de l'État-providence. Cela comprend des services tels que l'éducation publique, les soins de santé, les transports publics, le logement social, etc., qui sont financés et gérés par l'État dans le but de garantir un accès équitable à ces services essentiels.
4. **Réduction des inégalités** : Un objectif fondamental de l'État-providence est de réduire les inégalités sociales et économiques en offrant un filet de sécurité sociale et en fournissant des opportunités égales à tous les citoyens, quel que soit leur statut socio-économique.
5. **Participation citoyenne** : Les États-providence encouragent souvent la participation citoyenne à travers des processus démocratiques et la société civile pour façonner les politiques sociales et économiques et veiller à ce qu'elles répondent aux besoins de la population.

Les modèles spécifiques d'État-providence varient d'un pays à l'autre en fonction de facteurs tels que l'histoire, la culture, l'économie et les valeurs politiques. Certains exemples de pays avec des systèmes d'État-providence bien développés comprennent les pays nordiques comme la Suède, le Danemark et la Norvège, ainsi que des pays comme la France, l'Allemagne et le Canada.

19. « learning content of work »

Le terme "learning content of work" fait référence à la nature et à la qualité des opportunités d'apprentissage que les individus rencontrent dans leur travail quotidien. Il met l'accent sur la capacité des emplois à fournir des expériences et des connaissances qui favorisent le développement professionnel et personnel des travailleurs.

Plus précisément, le "learning content of work" englobe les types suivants d'apprentissage :

1. **Apprentissage formel** : Il s'agit des opportunités d'apprentissage structurées et organisées, telles que les programmes de formation, les cours en ligne, les sessions de développement professionnel, etc., qui sont directement liés aux responsabilités et aux compétences requises pour le poste de travail.
2. **Apprentissage informel** : Cela fait référence à l'apprentissage qui se produit de manière non structurée et informelle dans le cadre du travail quotidien. Cela peut inclure l'apprentissage par l'observation, l'expérience pratique, le mentoring, les interactions avec les collègues, etc.
3. **Apprentissage par l'expérience** : Il s'agit de l'apprentissage qui découle directement de l'exécution des tâches et des responsabilités du poste de travail. Les individus acquièrent de nouvelles compétences, connaissances et perspectives en faisant leur travail et en relevant les défis professionnels qui se présentent à eux.
4. **Apprentissage continu** : Cela implique la culture de l'apprentissage continu et du développement professionnel tout au long de la carrière d'un individu. Les emplois qui offrent un "learning content" significatif encouragent les travailleurs à rester curieux, à rechercher de nouvelles opportunités d'apprentissage et à s'engager dans un développement professionnel continu.

L'importance du "learning content of work" réside dans sa capacité à favoriser l'engagement des employés, à accroître leur motivation et leur satisfaction au travail, et à renforcer leur employabilité à long terme. Les emplois qui offrent un contenu d'apprentissage significatif sont souvent associés à une meilleure rétention des employés, à des performances accrues et à une progression professionnelle plus rapide. En outre, un "learning content" robuste contribue à créer une culture organisationnelle qui valorise l'apprentissage et le développement, ce qui est essentiel pour rester compétitif dans un environnement professionnel en constante évolution.

20. L'égalisation des chances est un idéal asymptotique et inaccessible

Émile Durkheim, un des pionniers de la sociologie, a avancé l'idée que "l'égalisation des chances est un idéal asymptotique et inaccessible" en raison de plusieurs facteurs sociaux et structurels. Voici quelques raisons qui peuvent expliquer cette assertion :

1. **Inégalités structurelles** : Durkheim reconnaissait que les sociétés sont caractérisées par des inégalités structurelles, telles que les différences de classe sociale, de statut socio-économique, d'accès aux ressources, d'opportunités économiques, etc. Ces inégalités sont souvent enracinées dans les structures économiques et politiques de la société.
2. **Réplication des inégalités** : Dans une société où les opportunités ne sont pas également distribuées, les avantages et les désavantages se perpétuent souvent d'une génération à l'autre. Les enfants issus de milieux favorisés ont tendance à avoir plus d'accès aux ressources éducatives, économiques et sociales, leur offrant ainsi un avantage dans la course à la réussite par rapport à ceux issus de milieux défavorisés.
3. **Effets des interactions sociales** : Durkheim a également souligné le rôle des interactions sociales dans le maintien des inégalités. Les individus sont influencés par leur environnement social, y compris leur famille, leurs pairs, leur école, etc. Les dynamiques sociales peuvent renforcer les inégalités existantes en favorisant certains groupes ou individus par rapport à d'autres.
4. **Limites de l'éducation formelle** : Bien que l'éducation puisse jouer un rôle crucial dans la réduction des inégalités en offrant des opportunités d'apprentissage, Durkheim a également reconnu ses limites. Il a noté que même avec un accès égal à l'éducation formelle, d'autres facteurs comme les différences de capital culturel, les biais institutionnels et les obstacles socio-économiques peuvent continuer à influencer les résultats éducatifs.

En combinant ces facteurs, Durkheim a conclu que l'idéal d'une égalisation totale des chances demeure hors de portée dans les sociétés contemporaines. Bien que des progrès puissent être réalisés pour réduire les inégalités, il est peu probable que les sociétés n'atteignent jamais un état où chaque individu a des chances égales de réussite, en raison des forces sociales et structurelles profondément enracinées.

21. qu'est-ce qu'une problématique résistante ?

Voici un exemple : la visée asymptotique de l'égalisation des chances n'apaiserait pas les controverses sur l'égalité réelle et les sentiments d'injustice dans une société qui opère en régime de concurrence pour l'accès aux emplois désirables et en régime de hiérarchisation des professions du fait de la division du travail. C'est un idéal qui sera constamment soumis à des mouvements de révision, d'aspirations et d'anticipations.

Cet exemple pourrait constituer une problématique résistante pour plusieurs raisons :

1. **Complexité des enjeux sociaux** : La notion d'égalisation des chances est étroitement liée à des questions complexes d'égalité réelle, de justice sociale et de division du travail. Ces enjeux sont profondément enracinés dans les structures socio-économiques et politiques d'une société, ce qui rend difficile la réalisation d'une égalisation totale des chances.
2. **Controverses persistantes** : Même en visant l'idéal asymptotique de l'égalisation des chances, les controverses sur ce qui constitue une véritable égalité et une justice sociale persisteront). Les perceptions d'injustice peuvent varier en fonction de divers facteurs tels que la classe sociale, le statut socio-économique, l'origine ethnique, etc.
3. **Concurrence pour l'accès aux emplois** : Dans une société caractérisée par une concurrence pour l'accès aux emplois désirables, l'égalisation des chances peut sembler particulièrement difficile à réaliser. Les inégalités économiques et les différences d'accès aux ressources peuvent créer des obstacles significatifs pour certains individus, alimentant ainsi les sentiments d'injustice.
4. **Hiérarchisation des professions** : La division du travail et la hiérarchisation des professions peuvent également compliquer la quête de l'égalité des chances. Certaines professions peuvent être perçues comme plus prestigieuses ou plus valorisées socialement que d'autres, ce qui crée des inégalités dans les opportunités d'emploi et les parcours professionnels.
5. **Dynamique de révision et d'aspirations** : La nature changeante des aspirations individuelles et des attentes sociales signifie que l'idéal d'égalisation des chances sera constamment soumis à des mouvements de révision. Les normes sociales et les attentes en matière d'égalité peuvent évoluer au fil du temps, ce qui nécessite une adaptation continue des politiques et des pratiques sociales.

En combinant ces éléments, la problématique soulève la complexité et la résistance inhérentes à la réalisation de l'égalisation des chances dans une société marquée par la concurrence, la hiérarchisation professionnelle et les perceptions variables de la justice sociale.

22. Les mariages éducativement homogames

Les mariages éducativement homogames, également appelés assortatifs sur le plan éducatif, se réfèrent à une tendance où les individus se marient avec des partenaires qui ont un niveau d'éducation similaire au leur. En d'autres termes, il s'agit de mariages entre personnes ayant un niveau d'éducation comparable. Cette homogamie éducative peut se produire pour diverses raisons, notamment des similitudes dans les intérêts, les valeurs, les opportunités et les milieux sociaux.

Les mariages éducativement homogames ont été étudiés dans le cadre de la sociologie et de la démographie pour comprendre les tendances de formation de couples et les conséquences sociales qui en découlent. Par exemple, cela peut influencer la mobilité sociale des enfants issus de ces mariages, ainsi que d'autres aspects de la dynamique familiale et sociale.

23. « reproduction sociale versus modernisation sociale »

- Havot et Bléfeld, Randall Collins et John Goldthorpe sont présentés comme des chercheurs qui ont écrit dans le sens critique de la méritocratie. Ils examinent probablement les limites et les contradictions de la méritocratie, mettant en lumière comment les inégalités sociales et économiques peuvent compromettre l'idéal d'une répartition juste des opportunités basée sur le mérite.
- En revanche, les théories de la modernisation sociale, représentées par des auteurs tels que Daniel Bell, Donald Trayman et Gann Bum, pourraient adopter une perspective plus favorable à la méritocratie. Ces théories pourraient soutenir que le progrès économique et social, ainsi que le développement des institutions

éducatives, contribuent à une société plus méritocratique où les individus peuvent réussir en fonction de leurs compétences et de leurs efforts.

24. qu'est-ce qu'un transclasse

Le concept de "transclasse" désigne un état ou une condition où les individus appartiennent à plusieurs classes sociales simultanément ou successivement au cours de leur vie. Contrairement à l'idée traditionnelle selon laquelle les individus appartiennent à une seule classe sociale définie par leur position économique, sociale ou professionnelle, le concept de transclasse reconnaît la fluidité et la mobilité des frontières entre les classes.

Les personnes transclasses peuvent avoir des expériences variées et complexes, pouvant naviguer entre différents milieux sociaux en raison de facteurs tels que l'éducation, la profession, la richesse, les relations familiales, etc. Cette fluidité sociale remet en question les conceptions statiques des structures de classe et met en évidence la dynamique et la complexité des identités sociales.

25. indice de position sociale

L'indice de position sociale développé par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) en France est un outil statistique utilisé pour évaluer la position sociale des individus dans la société. Cet indice se base généralement sur plusieurs critères, tels que le niveau d'éducation, la profession, le revenu ou d'autres indicateurs socio-économiques.

En utilisant ces critères, l'indice de position sociale permet de classer les individus ou les ménages dans une échelle de position sociale. Cela permet notamment aux chercheurs, aux décideurs politiques et aux institutions de mieux comprendre la répartition des ressources, des opportunités et des inégalités sociales au sein de la société.

L'indice de position sociale est un outil précieux pour étudier la mobilité sociale, les disparités économiques et sociales, ainsi que l'efficacité des politiques publiques visant à réduire les inégalités et à promouvoir une plus grande équité sociale.

26. capital social des familles

La présence de niveaux d'éducation élevés au sein d'un même ménage signifie que plusieurs membres de la famille ont atteint un haut niveau de scolarité. Cela peut se traduire par des diplômes universitaires ou d'autres certifications professionnelles avancées.

Cette situation implique souvent un niveau élevé de ressources et d'ambition éducative au sein du ménage. Les membres de la famille ayant un niveau d'éducation élevé ont généralement un accès accru aux ressources matérielles, financières et intellectuelles, ainsi qu'une forte motivation à poursuivre des objectifs éducatifs et professionnels élevés.

Le capital social se réfère aux ressources sociales et relationnelles disponibles pour un individu ou un groupe, qui peuvent être utilisées pour atteindre des objectifs communs ou individuels. Dans le contexte des familles avec des niveaux d'éducation élevés, le capital social peut inclure des réseaux de contacts professionnels, des modèles de comportement éducatif positif, des normes élevées en matière de réussite scolaire, ainsi que des valeurs et des attitudes favorables à l'éducation et à la réussite professionnelle. Ces ressources sociales peuvent jouer un rôle important dans la transmission de l'avantage éducatif et professionnel d'une génération à l'autre.

**

Chapitre VII - Notes bibliographiques et tableaux de données

Note N°1 : The Rise of Meritocracy de Michael Young

Cet ouvrage publié en 1958, est un ouvrage visionnaire qui explore les implications sociales et politiques d'une société où la méritocratie prédomine. Voici une synthèse des principales idées du livre :

1. **Origine du terme "méritocratie"** : Michael Young a introduit le terme "méritocratie" pour décrire une société où le statut social et les privilèges sont déterminés par le mérite individuel plutôt que par la naissance ou la classe sociale. Dans cette société, la réussite est supposée être le résultat des compétences, du talent et de l'effort individuel.
2. **Critique de la méritocratie** : Bien que Young ait utilisé le terme "méritocratie" de manière ironique pour décrire une dystopie, son livre offre une critique perspicace des inégalités sociales et des limites de la méritocratie. Il met en garde contre les dangers d'une société où la réussite est entièrement déterminée par le mérite, soulignant que cela peut conduire à une nouvelle forme de hiérarchie et d'exclusion sociale.
3. **L'émergence d'une élite méritocratique** : Young explore comment la montée de la méritocratie peut créer une nouvelle élite basée sur le talent et les compétences, mais aussi sur l'accès à l'éducation et aux opportunités. Cette élite méritocratique peut être fermée et privilégier ses propres intérêts, créant ainsi une nouvelle forme d'élitisme.
4. **Conséquences sociales et politiques** : Young met en garde contre les conséquences sociales et politiques néfastes d'une société méritocratique, notamment l'accentuation des inégalités, la marginalisation des individus jugés moins méritants et le ressentiment croissant envers l'élite méritocratique. Il souligne également le risque de voir le mérite être utilisé comme justification pour la discrimination et l'exclusion sociale.
5. **Appel à une société plus égalitaire** : Bien que Young reconnaisse l'importance du mérite et de l'effort individuel, il plaide en faveur d'une société plus égalitaire où les opportunités sont plus largement accessibles et où la réussite n'est pas entièrement déterminée par le mérite. Il propose des réformes sociales et éducatives pour promouvoir une plus grande égalité des chances et réduire les inégalités sociales.

En résumé, "The Rise of Meritocracy" de Michael Young offre une critique perspicace de la méritocratie et met en lumière les limites et les dangers d'une société où la réussite est entièrement déterminée par le mérite individuel. Le livre souligne l'importance d'une société plus égalitaire et inclusive, où les opportunités sont accessibles à tous, indépendamment du mérite ou de la naissance.

Note n°2 : Note de la DEPP sur les évaluations PISA

En mai 2022, environ 8 000 élèves de 15 ans scolarisés dans 335 collèges et lycées français ont participé aux épreuves de l'enquête PISA, ainsi que leurs homologues de 80 autres pays ou « économies partenaires ». En culture mathématique, la France obtient un score global qui la situe dans la moyenne des 37 pays de l'OCDE. Cette performance représente une forte baisse par rapport à l'année 2012, précédente année consacrée principalement aux mathématiques. Cette baisse globale est à mettre en relation avec l'augmentation du taux d'élèves en difficulté (sous le niveau 2 de l'échelle PISA) et, pour la première fois, une diminution du taux d'élèves très performants (au-dessus du niveau 4). Cette baisse est commune à la plupart des pays de l'OCDE et s'interprète dans le contexte particulier lié à la pandémie mondiale de Covid-19. Cependant, dans ce contexte, les forts écarts constatés en France il y a dix ans, ainsi que l'impact de l'origine socio-économique et culturelle sur le score en culture mathématique, se sont considérablement réduits.

<https://www.education.gouv.fr/pisa-2022-la-france-ne-fait-pas-exception-la-baisse-generalisee-des-performances-en-culture-380205>

**

Note N°3 : Données sur le baccalauréat en France

Année ↕	Pourcentage de bacheliers généraux dans une classe d'âge ↕	Pourcentage de bacheliers technologiques dans une classe d'âge ↕	Pourcentage de bacheliers professionnels dans une classe d'âge ↕	Pourcentage de tous les bacheliers dans une classe d'âge ↕
2018	42,4	16,5	21,8	80,6
2017	41,6	22,2	15,9	79,6
2016	40,4	15,7	22,6	78,7
2015	39,8	15,7	22,3	77,7
2014	38,2	16,2	24,2	78,6
2013	38,6	15,9	20,4	74,9
2012	37,9	16,1	24,4	78,3
2011	35,9	16,1	19,1	71,2
2010	34,3	16,3	14,4	65
2009	34,8	15,9	14,6	65,2
2008	33,6	16,3	12,4	62,3
2007	33,7	16,4	12,6	62,7
2006	33,7	16,8	12,1	62,6
2005	32,8	17	11,4	61,2
2004	31,6	17,5	11,7	60,8
2003	33,1	17,8	11,4	62,3
2002	32,4	17,7	11,5	61,6
2001	32,7	18,2	11,2	61,9

Source : data.education.gouv.fr

Année ↕	Origine sociale du bachelier ↕	Pourcentage de bacheliers admis au Bac (Général + Technologique + Professionnel) ↕
2020	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	96 %
2020	Cadres, professions intellectuelles supérieures	98,2 %
2020	Professions intermédiaires	96,7 %
2020	dont instituteurs et assimilés	98,3 %
2020	Employés	95,1 %
2020	Retraités	93,5 %
2020	Autres personnes sans activité professionnelle	91,8 %
2020	dont professeurs et assimilés	98,6 %
2020	Indéterminé	92,1 %
2020	Ensemble	95 %
2020	Agriculteurs exploitants	97,5 %
2020	Ouvriers	93,2 %

Le taux de réussite au Bac après rattrapage en 2023 connaît une légère baisse comparée à 2022. En effet, il était de 91,1% l'année dernière et est de 90,9% cette année. La voie générale reste la filière qui possède le plus d'amis, à l'opposé la filière professionnelle reste en dessous de 90% de réussite.

Note n°4 : bibliographie sélective commentée

Sandel, M., (2020, “ La Tyrannie du Mérite“

L’ouvrage explore les inégalités et les injustices découlant de la méritocratie moderne, remettant en question les valeurs et les systèmes qui favorisent la réussite individuelle au détriment de la communauté.

Barone, C., (2019), “*Towards an Education-based Meritocracy ? : Why Modernisation and Social Reproduction theories cannot explain trends in educational inequalities: outline of an alternative explanation*”, ISA eSymposium, vol. 9, n° 1, march.

L’auteur propose une explication alternative des inégalités éducatives, remettant en question les théories de la modernisation et de la reproduction sociale.

Bourdieu, P., and Passeron, J.C. (1964), “*Les Héritiers : Les étudiants et la culture.*” Les éditions de Minuit.

Bourdieu, P., and Passeron, J.C. (1970), “*La Reproduction : Éléments pour une théorie du système d’enseignement.*” Les éditions de Minuit.

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron analysent le rôle de l’éducation dans la reproduction des inégalités sociales, mettant en évidence les mécanismes par lesquels les élites perpétuent leur domination culturelle et sociale.

Downey, D. (2010), “*Why Schools Matter : A Cross-National Comparison of Curriculum and Learning,*” Wiley.

L’auteur offre une comparaison internationale des programmes scolaires et de l’apprentissage, soulignant l’importance de l’éducation pour le développement individuel et social.

Heckman, J. J. (2006). "Skill formation and the economics of investing in disadvantaged children." *Science*, 312(5782), 1900-1902.

L’auteur examine l’importance de l’investissement dans l’éducation des enfants défavorisés pour le développement des compétences et le succès à long terme.

Heckman, J. J., Moon, S. H., Pinto, R., Savelyev, P. A., & Yavitz, A. (2010). "The rate of return to the HighScope Perry Preschool Program." *Journal of Public Economics*, 94(1-2), 114-128.

Heckman, J. J., & Masterov, D. V. (2007). "The productivity argument for investing in young children." *Applied Economic Perspectives and Policy*, 29(3), 446-493.

Les auteurs présentent des arguments économiques en faveur de l’investissement précoce dans l’éducation des jeunes enfants, soulignant les avantages économiques et sociaux à long terme.

Coleman, J. S. (1988). "Social Capital in the Creation of Human Capital." *American Journal of Sociology*, 94(Supplement), S95-S120.

Dans son article l'auteur examine le rôle crucial du capital social dans le développement du capital humain. Il explore comment les réseaux sociaux, la confiance et les normes sociales influent sur les opportunités d'apprentissage et la réussite individuelle. Coleman souligne que les interactions sociales et les relations interpersonnelles contribuent à la formation de compétences et de connaissances, jouant ainsi un rôle essentiel dans la création de capital humain.

McLanahan, S., & Sandefur, G. (1994). "Growing up with a single parent: What hurts, what helps." Harvard University Press.

L'ouvrage explore les effets de l'éducation par un parent seul sur les enfants. Il examine les défis et les avantages de cette situation sur le bien-être des enfants, offrant des perspectives sur les interventions et les politiques qui peuvent soutenir les familles monoparentales.

Duru-Bellat, Marie. "Inégalités sociales, école et politique éducative." Presses universitaires de France - PUF, 2003.

Cet ouvrage explore les liens entre les inégalités sociales et le système éducatif, ainsi que l'efficacité des politiques éducatives pour réduire ces inégalités. Il examine également les mécanismes par lesquels l'école peut soit atténuer, soit renforcer les inégalités sociales.
